



triangle

GENERATION HUMANAIRE



**rapport d'activité**

Triangle Génération Humanaire

**année 2009**



# sommaire

|  |    |
|--|----|
| <b>préambule</b> .....   | 3  |
| <b>les programmes réalisés et en cours</b> .....                       | 4  |
| algérie [sahara occidental] .....                                      | 5  |
| burkina faso .....   | 21 |
| corée du nord<br>[république démocratique et populaire de corée] ..... | 22 |
| indonésie .....  | 30 |
| myanmar [birmanie] .....   | 34 |
| république centrafricaine .....  | 45 |
| soudan .....   | 54 |
| timor leste .....  | 68 |
| vietnam .....  | 74 |
| yémen .....  | 79 |
| <b>la vie de l'association</b> .....                                   | 88 |
| <b>budget annuel 2009</b> .....  | 93 |

## **Triangle Génération Humanitaire est une organisation de solidarité internationale créée en 1994**

L'association intègre dans ses programmes urgence, réhabilitation et développement. Elle est moteur de projets qu'elle élabore avec des partenaires nationaux en identifiant et en mobilisant les ressources et les compétences locales. Cette approche vise à répondre au plus près aux besoins exprimés par les populations bénéficiaires en mettant en place des actions globales et durables qui tendent vers l'autonomie des groupes de personnes aidées.

L'association est financée en grande partie par des institutions publiques, dans une moindre mesure par des institutions privées et des fonds issus de la générosité individuelle. Régulièrement soumise aux audits des institutions qui la financent, l'association a prouvé sa capacité à gérer des fonds publics, grâce auxquels elle inscrit son action dans la durée.

La faible part de donateurs privés relève du choix de ne pas investir dans des projets de communication et de marketing. L'association privilégie un travail d'information par l'intermédiaire de son site Web, de sa *newsletter* et de son journal.

Triangle G H fait de la satisfaction des populations bénéficiaires le premier critère de mesure de sa performance. L'aide est apportée sans discrimination d'aucune sorte.

L'association agit en totale indépendance. Elle est administrée par un Conseil élu.

Fondée sur des valeurs communes d'écoute et de réactivité, lieu de vie et d'expression des engagements personnels, des savoir-faire et de leur partage, l'association revendique "taille humaine", professionnalisme et pragmatisme. Triangle G H souhaite également préserver et valoriser la notion d'association au sens de "personnes qui mettent en commun leurs activités dans un autre but que le partage de bénéfices".

Au sein de son approche généraliste, l'association a développé un pôle d'expertise intégrant différentes composantes :

- **Eau, hygiène, assainissement et génie civil,**
- **Développement rural & sécurité alimentaire,**
- **Socio-éducatif & psychosocial,**

Cette approche multisectorielle et interactive a pour vocation de répondre aux principaux besoins des populations.

Pour mener à bien ses programmes, l'association fait appel à de nombreux partenaires et bailleurs de fonds institutionnels parmi lesquels : l'Agence de coopération EuropeAid et le Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO), l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), le Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (CIAA), le Centre de Crise (CDC) du Ministère français des affaires étrangères et européennes, l'Agence Française de Développement (AFD), l'Agence des Etats Unis pour le développement international (USAID), l'Agence suédoise pour le développement et la coopération (SIDA), la Fondation de France, la Région Rhône-Alpes.

# préambule

Ce préambule est habituellement l'occasion de rappeler les événements qui ont marqué l'année écoulée. Pour 2009, nous retiendrons la seule date du 22 novembre. Il est 23h en République Centrafricaine. Nous sommes à Birao, à plus d'un millier de kilomètres de la capitale Bangui, à l'extrême nord est du pays.

Notre équipe est à l'intérieur de la base depuis la tombée de la nuit, ainsi que l'exigent les procédures de sécurité. Les luttes pour le pouvoir ont favorisé le passage à la rébellion de groupes politico-militaires qui maintiennent le pays dans un état d'instabilité permanent. En plus des personnes réfugiées au Cameroun, au Tchad ou au Soudan, on estime à 100.000 le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Ici, Triangle G H s'attache à maintenir le niveau de sécurité alimentaire et à créer les conditions d'une amélioration durable de l'accès à l'eau potable et à l'éducation. Olivier F. est le coordinateur de nos programmes dans cette région et Olivier D. est responsable *watsan*<sup>1</sup>. Le premier est en poste depuis septembre, après avoir travaillé pour nous au Soudan dans le Darfour durant une année. Olivier D. est arrivé en octobre, après avoir effectué lui aussi une mission au Darfour. Tous deux sont jeunes, moins de trente ans, mais néanmoins expérimentés et surtout fortement engagés dans l'action humanitaire. Il est 23h donc, et des coups de feu retentissent à proximité immédiate du lieu où est cantonnée notre équipe. Attentive au respect des procédures, elle se retranche dans une pièce dédiée et informe par radio la MINURCAT (Mission des Nations Unies pour la République Centrafricaine et le Tchad), basée non loin de là. Mais tout va très vite, les portes volent en éclats, la base est rapidement pillée et le groupe d'une quinzaine d'hommes en armes repart avec deux de nos véhicules chargés de matériel, emmenant avec eux Olivier F. et Olivier D. Nous serons rapidement informés et oserons espérer dans les premières heures qu'il s'agit seulement d'un enlèvement destiné à couvrir la fuite des pillards. Malheureusement, il n'en est rien... Olivier F. et Olivier D. seront maintenus captifs durant plus de trois mois.

Le 14 mars 2010 mettra un terme à 112 jours d'inquiétude et d'attente pour leurs familles, amis et collègues de travail. Olivier F. et Olivier D. vont bien. Le travail entrepris dans cette région de la Centrafrique se poursuit, il est piloté à distance avec des procédures de sécurité renforcées. Il n'en demeure pas moins que le travailleur humanitaire est aujourd'hui fortement menacé, des risques lourds pèsent sur sa personne alors même que sa présence sur différents terrains d'action est absolument nécessaire.

1 - Eau, hygiène et assainissement

# les programmes réalisés et en cours

# algérie

[sahara occidental]



Le Sahara occidental est situé au nord-ouest de l'Afrique. Sa côte ouest donne sur l'Atlantique, et il est bordé par le Maroc (nord), l'Algérie (nord est), et la Mauritanie (est et sud).

Placé sous protectorat espagnol en 1884, le Sahara occidental se trouve lors de la période de décolonisation au centre d'un conflit territorial quant à ses frontières et à son rattachement : il est revendiqué à la fois par le Maroc (au nord) et la Mauritanie (au sud).

En parallèle, un mouvement politique et armé - le Front Polisario, créé depuis 1973 pour résister à la présence espagnole - s'oppose

à toute annexion du territoire. En 1975, le gouvernement espagnol signe un accord avec le Maroc et la Mauritanie, divisant le territoire entre les deux pays. En 1976 le Front Polisario proclame la République arabe sahraouie démocratique (RASD), et la lutte armée contre les forces marocaines et mauritaniennes s'organise et s'intensifie, engendrant entre 1975 et 1976 de massifs mouvements de population vers les camps de réfugiés de Tindouf, au sud de l'Algérie. En 1979, le Front Polisario signe un traité de paix avec la Mauritanie. En 1991, une médiation des Nations Unies aboutit à un cessez-le-feu qui met fin à la lutte armée.

Ce cessez-le-feu devait être suivi d'un référendum d'autodétermination, qui, en raison de désaccords permanents, n'a jamais pu être organisé.

Le territoire est revendiqué à la fois par le Maroc — qui l'appelle « Sahara marocain » — et par la RASD, soutenue par l'Algérie, dont l'objectif est l'indépendance totale du Sahara occidental.

Il figure toujours sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU, qui considère que depuis le départ des Espagnols, le Sahara occidental est un territoire sans administration. Le territoire est aujourd'hui partagé par un mur construit dans les années 1980 par le Maroc, qui occupe les 80% du territoire situés à l'ouest de ce mur, les 20% restants étant sous le contrôle du Front Polisario.

## Quelques indicateurs socio-économiques

|                          |          |
|--------------------------|----------|
| Population (en millions) | 0.405    |
| Croissance démographique | 2.83%/an |
| PIB/habitants            | US\$2500 |
| Espérance de vie         | 54.3 ans |

### ● Situation humanitaire

*Selon l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM), près de 160 000 personnes vivent dans les quatre camps de réfugiés situés autour de Tindouf, en plein cœur du désert, dans une situation d'urgence chronique depuis plus de 30 ans. Leur situation est précaire et les besoins identifiés fondamentaux : sécurité alimentaire, soins de santé, eau potable et installations sanitaires, fourniture de tentes et de produits de consommation courante.*

*Olli Rehn, commissaire chargé du développement et de l'aide humanitaire à ECHO (Service d'aide humanitaire de la Commission Européenne) a déclaré : « Ces réfugiés sont victimes d'un des plus anciens conflits «gelés » et oubliés. Tant que ce conflit ne trouve pas d'issue politique et diplomatique, les réfugiés continueront de dépendre quasi exclusivement de l'aide internationale pour leur survie ».*

Sources : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Sahara\\_occidental](http://fr.wikipedia.org/wiki/Sahara_occidental)  
Service d'aide humanitaire de la Commission (ECHO)

### ● Triangle G H au Sahara occidental

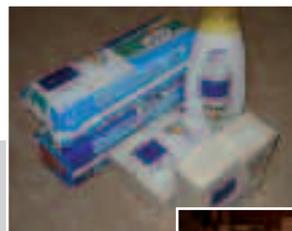
*Deux missions d'étude successives ont eu lieu en 2000 dans les camps de réfugiés sahraouis.*

*Les interventions de l'association ont débuté en 2001 avec un programme de construction et d'équipement de centres d'accueil, en soutien aux services sociaux pour les personnes handicapées. De ce fait, quelques 300 enfants et adultes handicapés bénéficient de soins, d'une éducation spécialisée et d'activités récréatives et génératrices de revenus.*

*Aujourd'hui, Triangle G H conduit plusieurs projets : distribution de kits d'hygiène composés de produits de base (savon, shampoing, lessive, serviettes hygiéniques), production d'eau de Javel destinée aux institutions sahraouies (hôpitaux notamment), soutien aux centres pour personnes handicapées, réparation des flottes de véhicules en charge des distributions d'eau et de vivres, gestion de la base de Rabouni qui accueille les bureaux et logements des organisations et institutions internationales.*

## Distribution de kits hygiéniques aux femmes sahraouies et aux personnes handicapées et âgées, réfugiées dans les camps sahraouis, au sud de Tindouf, en Algérie

- **Financement : ECHO** (Service d'Aide Humanitaire de la Commission Européenne)
- **Budget : 900 K€**
- **Durée : 10 mois** (novembre 2008 - août 2009)



Compte tenu des conditions de vie particulièrement difficiles des populations réfugiées sahraouies, la problématique de l'hygiène dans les camps est identifiée comme étant prioritaire. De 2000 à 2002, grâce aux financements du Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO), les ONG réunies en consortium<sup>2</sup> ont acheté et distribué des kits hygiéniques à la population réfugiée sahraouie.

En 2004, l'Association des Femmes Algériennes pour le Développement (AFAD) a proposé la mise en place d'un atelier de conditionnement de kits hygiéniques. Ce projet s'est par la suite transformé en achat et conditionnement d'un kit destiné aux femmes, composé d'un paquet de 10 serviettes hygiéniques et d'une savonnette. Le projet devait s'achever le 20 mai 2005.

L'arrêt quasi-total des distributions entre celles effectuées par les ONG du consortium et le projet mis en place par l'AFAD s'est fait ressentir auprès de la population. Les réfugiés étaient contraints d'acheter ces produits, ce qui représentait un coût financier non négligeable. Un grand nombre de réfugiés n'étant pas en mesure de prendre en charge les frais supplémentaires occasionnés par l'achat de serviettes hygiéniques (et autres produits d'hygiène corporelle), sont revenus à d'anciennes pratiques, à savoir l'utilisation de bouts de tissus lavés après chaque utilisation. Les professionnels de la santé ont vite constaté que cette méthode avait des répercussions sanitaires importantes, telles que l'apparition de maladies infectieuses, notamment l'augmentation de maladies génitales et dermatologiques chez les femmes.

Entre novembre 2005 et juillet 2006, grâce à un financement d'ECHO, Triangle G H a pu effectuer deux distributions de 33 000 kits chacune. Chaque kit était composé de 2 paquets de 10 serviettes hygiéniques, 2 savons de Marseille (300 gr pièce) et 1 flacon de shampoing (250 ml).

Dans le cadre du programme actuel, toujours soutenu par ECHO, le kit contient dorénavant de la lessive en poudre, fortement demandée par les populations bénéficiaires au cours des projets précédents. 4 distributions de 38 450 kits ont été effectuées, ciblant les 38 000 femmes des projets précédents et 450 jeunes filles fréquentant l'internat du « 12 octobre ». Chaque kit est composé de 2 paquets de 10 serviettes hygiéniques, 4 savons de Marseille (300 gr pièce), 1 flacon de shampoing (500 ml) et 1 sachet de lessive en poudre (500 gr). Le kit destiné aux personnes handicapées contient une trousse de toilette, 1 serviette de toilette, 1 savon de Marseille (300 gr pièce) et 1 flacon de shampoing (500 ml).

2 - Oxfam-Solidarité a pris l'initiative durant les années 90 de créer un Consortium d'ONG européennes apportant de l'aide humanitaire aux réfugiés sahraouis.

Entre septembre 2006 et septembre 2007, toujours grâce à un financement d'ECHO, Triangle G H a pu effectuer 5 distributions de 38 000 kits chacune et réaliser une étude CAP (connaissances, attitudes et pratiques). Les résultats et recommandations de cette étude ont clairement montré la nécessité de réaliser une troisième phase du projet de distribution de kits hygiéniques.

Extraits des recommandations sur la distribution des kits : « *Besoin d'augmenter le contenu et de le dimensionner au niveau des besoins familiaux. Le savon dimensionné pour l'usage corporel d'une personne est utilisé par toute la famille pour des usages multiples. De même un shampoing peut être entièrement consommé en moins de deux jours. De plus, l'utilisation de plusieurs serviettes en même temps pour compenser l'épaisseur ou à usage de protège slip reste courante* ».

Ce programme résulte de l'évaluation des deux programmes de distribution entrepris par Triangle G H et des résultats et recommandations de l'étude CAP (effectuée de janvier à mars 2007). Des consultations régulières ont eu lieu tout au long de ces évaluations notamment auprès de la population, des représentantes des femmes sahraouies et des autorités.

Entre septembre 2007 et septembre 2009, grâce à deux financements successifs d'ECHO, Triangle G H a pu augmenter la quantité des kits afin de répondre aux besoins identifiés et effectuer 6 distributions de 38 000 kits chacune, soit une tous les deux mois, ainsi que la distribution de 1393 trousse de toilette pour personnes handicapées. Chaque kit était composé de 2 paquets de 10 serviettes hygiéniques, 4 savons de Marseille (300 gr pièce) et 1 flacon de shampoing (500 ml). Chaque kit destiné aux personnes handicapées était composé d'une trousse de toilette, 1 serviette de toilette, 1 savon de Marseille (300 gr pièce) et 1 flacon de shampoing (500 ml).



Déchargement  
et distribution  
sur l'un des sites

# Amélioration des conditions d'hygiène des femmes et des personnes handicapées



- **Financement : ECHO**  
(Service d'Aide Humanitaire de la Commission Européenne)
- **Budget global : 900 K€**
- **Durée : 12 mois** (septembre 2009 - août 2010)



Il s'agit de l'extension du programme précédent, dont l'objectif est de participer à l'amélioration des conditions d'hygiène des femmes et des personnes handicapées sahraouies réfugiées dans les camps d'Aoussert, El Aioun, Dakhla, Smara et du « 27 février », au sud de Tindouf en Algérie. 38 450 femmes et 1 393 personnes handicapées sont directement concernées par ce programme.

L'évaluation menée par Triangle G H lors du précédent projet a permis d'identifier de nouveaux besoins, notamment au niveau de la promotion de l'hygiène. Le projet de distribution de kits hygiéniques a donc été renforcé par la mise en place d'activités de sensibilisation à l'hygiène auprès des femmes et des jeunes filles bénéficiaires de kits.

## Les principales actions afférentes au programme sont :

- la préparation et le lancement des appels d'offres ;
- l'approvisionnement et transport des produits à Tindouf ;
- le conditionnement des kits ;
- la distribution des kits dans les wilayas (divisions administratives des camps) ;
- le *monitoring* des distributions ;
- le *monitoring* post-distribution ;
- la formation d'une équipe de promotrices de l'hygiène ;
- la mise en place des supports de promotion de l'hygiène ;
- la préparation du contenu des sessions de promotion de l'hygiène ;
- la mise en place des campagnes de sensibilisation.

## Soutien aux populations réfugiées sahraouies

- **Financement : UNHCR** (Agence des Nations Unies pour les réfugiés)
- **Budget global : 1500K\$**
- **Durée : 12 mois** (janvier 2009 - décembre 2009)

Ce projet concrétise la poursuite d'un partenariat entamé en 2001 avec l'UNHCR. L'ensemble des activités menées en 2008 a été reconduit en 2009, avec une intensification du volet médical (fourniture de consommables et matériel de radiologie), ainsi que la création de jardins familiaux à Dakhla.

### ● **Assistance aux personnes handicapées**

En 2002, en partenariat avec l'Union Nationale des Femmes Sahraouies, ce programme a été renforcé grâce à la construction et l'équipement d'un deuxième centre d'accueil pour les enfants et jeunes adultes handicapés dans le camp de Dakhla. De plus, la formation du personnel sahraoui (animateurs et éducateurs) s'est étendue à l'ensemble des centres afin de permettre une meilleure prise en charge des 182 enfants handicapés bénéficiaires.

Une expérience pilote de microcrédit a également été mise en œuvre dans le camp de Dakhla. En 2003, la construction d'un troisième centre d'éducation spécialisée a été réalisée à El Ayoune. De plus, le projet de microcrédit, qui consiste en la création d'échoppes proposant des produits de consommation courante - et dont l'activité génératrice de revenus apporte un soutien aux personnes handicapées et à leurs familles - a été élargi aux trois autres campements d'Ausserd, El Ayoune et Smara.

En 2009, le soutien aux structures accueillant les personnes handicapées (maintenance des centres, fournitures d'équipement, formation du personnel...) se poursuit.

### ● **Atelier de production d'eau de javel**

Une petite unité de production d'eau de Javel destinée à fournir les institutions a été créée en 2003. La production et la distribution d'eau de Javel aux hôpitaux, écoles... se poursuivent depuis 2005 jusqu'à aujourd'hui.

### ● **Réparation et maintenance de la flotte de camions destinée aux distributions d'eau et de vivres, et du parc de véhicules ambulatoires**

Ce programme, conduit en partenariat avec le ministère du Transport, permet de réparer et maintenir, grâce à la mise en place d'un atelier mécanique, la flotte des camions destinée à la distribution des vivres et de l'eau, ainsi que de la flotte des véhicules ambulatoires.

### ● **Gestion et entretien de la base opérationnelle de l'UNHCR à Rabouni et Dakhla**

### ● **Projet santé**

Fourniture de consommables et matériel de radiologie, produits de stomatologie, médicaments, produits de laboratoire, indemnisation du personnel médical (31 professionnels de santé).



## **Interview Mehdi BOUAZIZ** / avril 2009

**Chef de mission Triangle G H / Algérie**

Par Véronique Valty – membre du conseil d'administration Triangle G H

**C'est avec passion que Mehdi Bouaziz, chef de mission, depuis maintenant près de huit ans avec Triangle G H, nous parle du travail de l'association sur le terrain, mais aussi des liens forts qui se sont créés entre les équipes de Triangle G H, Sahraouis, Algériens et expatriés, les institutions présentes et les autorités sahraouies.**

### **C'est une longue histoire entre Triangle G H et les populations sahraouies ?**

*L'intervention de Triangle G H auprès des réfugiés sahraouis a commencé en 2000 avec un premier programme de soutien pour les personnes handicapées, puis avec un projet de construction et d'équipement de centres d'accueil pour ces mêmes personnes. Ce partenariat entamé en 2000 avec l'UNHCR<sup>3</sup> est toujours d'actualité avec plusieurs programmes. Cela n'a pas été facile pour Triangle G H de trouver sa place dans les camps, il a fallu faire preuve de persévérance, d'écoute et de travail. Aujourd'hui, nous sommes vraiment reconnus et appréciés, avec des programmes qui apportent incontestablement un mieux-vivre pour des populations qui connaissent depuis des années, malgré les efforts de tous, des conditions de vie difficiles.*

### **Justement, où en est-on aujourd'hui sur les programmes ?**

*Nous continuons notre travail « historique » auprès des personnes handicapées (gestion des trois centres que nous avons construits, apprentissage, éducation...). De plus, le projet de microcrédits, qui consiste en la création d'échoppes proposant des produits de consommation courante et dont l'activité génératrice de revenus apporte un soutien aux personnes handicapées et à leurs familles, a été élargi aux trois autres campements d'Ausserd, El Ayouné et Smara.*

*Nous gérons toujours, et ce depuis 2002, l'atelier de mécanique pour les véhicules d'approvisionnement de vivres et d'eau, pour les ambulances et les véhicules des ONG travaillant pour l'UNHCR, soit au total 78 véhicules. Cet atelier très pro compte 20 personnes. Sur une idée de Triangle G H, en 2003, nous avons créé un atelier de fabrication d'eau de Javel pour les hôpitaux et centres de santé des camps et pour l'eau de consommation, qui emploie 4 personnes sur Rabouni. En 2008, à partir de 8.000 litres de matière première, nous avons fabriqué 35 400 litres d'eau de Javel. Nous assurons aussi la gestion et l'entretien de la base opérationnelle de l'UNHCR à Rabouni et Dakhla, la fourniture de consommables et matériels de radiologie, produits de stomatologie, médicaments, produits de laboratoire, ainsi que l'indemnisation du personnel médical (31 professionnels de santé).*

*Depuis 2005, et pour la quatrième année consécutive, nous collaborons aussi avec ECHO<sup>4</sup> sur des programmes comme la distribution de kits hygiéniques (savon, shampoing, lessive, serviettes hygiéniques) pour aujourd'hui 38 000 femmes (4 distributions prévues jusqu'à août 2009) sur les camps de Aoussert, El Ayouné, Dakhla, Smara et du « 27 février ».*

3 - Agence des Nations-Unies pour les réfugiés

4 - Office d'Aide Humanitaire de la Commission européenne

### **Comment vois-tu l'avenir de la mission ?**

*Aujourd'hui, nous sommes comme une petite PME qui comprend 40 employés locaux et 3 expatriés. L'objectif de Triangle G H est, depuis le début, de faire monter en compétence la main-d'œuvre locale, avec de très nombreux chefs de projets sahraouis. Il est important de signaler aussi que compte tenu du système des primes pour les personnels de centres pour personnes handicapées ou de santé que nous distribuons, ce sont plus de 80 personnes qui sont directement concernées par des financements de Triangle G H. L'avenir, c'est toujours difficile de le décrire, mais en tout cas j'ai vu au fil de ces années la situation s'améliorer d'un point de vue strictement humanitaire. Notre présence sur les camps a changé les choses matériellement, mais aussi dans le regard de chacun des acteurs, et cela n'a pas de prix.*

Source : Newsletter avril 2009



### **Interview de Monsieur Bouhabini Yahia** / avril 2009 **président du Croissant Rouge Sahraoui,** Par Alexandra Harkay - Administratrice Triangle G H / Algérie

#### **Quand et dans quelles circonstances le Croissant Rouge Sahraoui (CRS) a-t-il été créé ?**

*La création du Croissant Rouge Sahraoui remonte au 26 novembre 1975, suite à l'invasion marocaine dans les territoires sahraouis. Il s'agissait d'une initiative de militants et citoyens sahraouis. A cette époque, beaucoup de familles avaient quitté leurs maisons pour se disperser dans le désert. L'idée de créer le CRS est venue de la nécessité de répondre à cette urgence humanitaire. C'est donc une création similaire à celle du CICR<sup>5</sup> : elle a été forcée par les circonstances. A cette époque, nous n'avions pas beaucoup de personnes disponibles, ni beaucoup de moyens, et la seule chose sur laquelle nous pouvions compter était la détermination des volontaires sahraouis. Nous n'avions pas beaucoup d'expérience en ce qui concerne l'organisation et la gestion de l'aide humanitaire, et nous nous sommes retrouvés face à de nombreuses difficultés, la première étant le manque de moyens et la seconde le fait que le monde n'était pas au courant de la crise humanitaire que traversait le Sahara occidental*

#### **Quelles ont été ses premières actions ?**

*Face à cette crise humanitaire, nous avons commencé par regrouper les familles dispersées dans le désert du Sahara occidental afin d'organiser leur voyage vers l'Algérie voisine, loin des champs de bataille. Le premier campement que nous avons mis en place se trouvait près de la frontière entre le Sahara, la Mauritanie et l'Algérie. Malheureusement, ce campement a été la cible de bombardements marocains et mauritaniens, ce qui a provoqué par la suite une forte réticence des déplacés à se regrouper, qu'il a fallu surmonter*

*Une fois arrivés sur place, il a fallu créer les conditions de vie minimales nécessaires à la vie au Sahara algérien. Ce fut une expérience difficile, car c'était la première fois*

que l'Algérie recevait, après son accession à l'indépendance, un tel nombre de réfugiés, et de plus dans un endroit aussi peu accessible, très loin de la capitale, des ports et des grandes villes. Nous nous trouvions à 1700 km du port le plus proche (Oran) et il n'y avait quasiment pas de route. D'un point de vue logistique, il était donc très difficile d'acheminer l'aide humanitaire. De plus, l'ONU n'est arrivée dans les camps qu'en 1986, et jusqu'à cette époque, nous ne recevions d'aide que de la Libye et de l'Algérie.

Nous avons commencé par chercher des endroits où il y avait de l'eau et nous n'en avons trouvé qu'à Rabouni. Cependant, pour des raisons de sécurité, nous n'avons pas regroupé tout le monde au même endroit. Nous avons trouvé d'autres points d'eau dans les zones qui allaient devenir les camps de Dakhla et El Ayoune, et nous y avons donc envoyé une partie des familles. Cependant, le tout n'était pas de trouver de l'eau, encore fallait-il trouver des camions-citernes pouvant assurer le remplissage des cuves dans chaque quartier. Avant que nous ne disposions de tels moyens, les familles, en particulier les femmes et les enfants, devaient parcourir de grandes distances, sous la chaleur, pour se procurer de l'eau. En effet, la plupart des hommes étant à la guerre, c'est à eux que revenait cette tâche.

Nous avons ensuite dû procurer aux familles les combustibles nécessaires à la préparation de la nourriture. N'ayant pas de gaz ou de charbon disponible, nous avons organisé de grandes campagnes de collecte de bois dans un rayon de 70 à 120 km autour des camps. Le problème de l'abri s'est également posé et nous avons dû trouver des bâches et des tentes. Cependant, cela nous a été facilité par le fait que beaucoup de familles sahraouies sont d'origine bédouine et ont l'expérience de création de campements dans le désert.

Après avoir assuré à la population un accès à l'eau, au logement et à la nourriture, nous avons créé des écoles en plein air, et commencé à donner la classe avec des professeurs volontaires. Quant aux dispensaires, il ne s'agissait que de quelques tentes dans les campements, avec peu de moyens et de matériel médical. De plus, la colonisation espagnole ne nous a laissé qu'un seul docteur sahraoui.

Avec tout cela, nous n'avons pas eu le temps d'organiser l'institution en elle-même, la structure du Croissant Rouge Sahraoui ou la formation de ses travailleurs. Nous avons fonctionné longtemps grâce au travail des volontaires, qui dans la grande majorité étaient des femmes.

### **Quel est le rôle/mandat du CRS ?**

Notre mandat est le même que celui de la famille Croix rouge et Croissant rouge, dont nous partageons les principes. Nous avons dans les camps un rôle d'identification des besoins et des priorités et de coordination des projets, en partenariat avec le Croissant Rouge Algérien (CRA). Nous veillons également à faciliter les contacts entre les autorités sahraouies, les bailleurs et les ONG. Toute aide en faveur des réfugiés est canalisée et orientée par le CRS et le CRA. Nous nous occupons plus particulièrement de la distribution de l'aide alimentaire et chaque mois, ce sont 3000 tonnes de produits frais et de base qui sont réparties dans les camps. Ce travail nécessite pas mal d'organisation au niveau logistique et coûte très cher et en cela, l'apport du CRS est très important, surtout en ce qui concerne le

mazout, les moyens de transport et la main d'œuvre. Afin de nous assister dans cette tâche, nous pouvons compter sur notre grand réseau Croissant Rouge au sein des camps : nous sommes représentés dans chaque wilaya (camp) par un représentant régional et dans les daïras (communes) par des représentants locaux. Nous faisons également appel à des groupes de distribution (regroupements de 28 à 30 familles) ayant chacun à sa tête un représentant du CRS. Nous travaillons aussi avec un groupe de personnes qui se charge du monitoring et du post-monitoring, qui jouent un rôle essentiel dans notre analyse et identification des besoins.

### **Quel état des lieux faites-vous de la situation humanitaire dans les camps en ce début d'année ?**

La situation des réfugiés sahraouis est exceptionnelle. Nous vivons depuis 33 ans en exil, sous tente, dans des conditions climatiques très difficiles (chaleur, vents de sable), sans beaucoup de possibilité d'entreprendre des activités créatrices de revenus, surtout dans le secteur agricole.

Il faut noter également que le cas des réfugiés sahraouis n'est pas une priorité des donateurs et que les media parlent rarement de la tragédie humanitaire qui se joue ici. Nous sommes dans une situation d'urgence silencieuse. ECHO<sup>6</sup> a d'ailleurs qualifié la situation des Sahraouis de « crise oubliée ». Et donc, chaque fois que nous nous trouvons face à une urgence, nous en sommes victimes.

Il est parfois difficile pour la communauté internationale de comprendre que nous sommes dans une situation d'urgence humanitaire permanente. Les termes « urgence permanente » n'existent plus dans le langage humanitaire. Pourtant, la situation des réfugiés sahraouis fait exception. Il y a bien le cas des réfugiés palestiniens, mais une organisation spéciale, l'UNRWA<sup>7</sup>, leur vient en aide. Les réfugiés sahraouis sont eux sous la protection du HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés).

En ce début d'année, comme au début de chaque année, nos préoccupations principales se situent au niveau de l'accès à l'eau, à la nourriture et aux tentes. Ce sont normalement des problèmes que rencontrent les réfugiés qui viennent de s'installer. Nous ne sommes toujours pas parvenus, après 33 ans, à régler ces problèmes, qui constituent les besoins les plus basiques. En matière d'eau par exemple, nous ne pouvons garantir le standard minimum de l'OMS<sup>8</sup> de 15 à 20 litres par personne et par jour, en raison de la vétusté de la flotte de camions-citernes qui assurent la distribution, et le fait qu'il n'y ait qu'une citerne disponible pour 5000 personnes.

De 1997 à 2008, quatre enquêtes nutritionnelles ont été réalisées, et la dernière a mis en lumière des taux d'anémie extrêmement importants chez les femmes entre 15 et 45 ans, ainsi que des taux de malnutrition et d'anémie également très inquiétants chez les enfants de moins de 5 ans. Cette situation est alarmante : le niveau de malnutrition que nous connaissons dans les campements est celui que connaissaient les camps de réfugiés au Darfour il y a 2 ans. Et dans une situation stable comme la nôtre, cela ne devrait pas arriver.

Les causes principales de ces taux élevés d'anémie et de malnutrition sont le manque de nourriture et d'eau. Il faut noter que l'on utilise pour les réfugiés sahraouis les standards (niveau ration alimentaire par exemple) appliqués aux cas d'urgence, tels qu'après une catastrophe naturelle, alors que nous sommes ici dans une situation prolongée.

6 - Office d'Aide Humanitaire de la Commission Européenne

7 - Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

8 - Organisation Mondiale de la Santé

*D'un point de vue scientifique et nutritionnel, quand nous parlons de ces taux très élevés d'anémie et de malnutrition, notre situation devrait être déclarée situation d'urgence humanitaire. Ajoutez à cela la crise économique et financière mondiale, dont les premières victimes sont les pauvres, les réfugiés, les déplacés... Nous craignons 2009. Cependant, les organisations humanitaires et les Nations Unies sont conscientes de ce problème et vont donc faire le maximum pour éviter les crises.*

### **Quel est votre agenda pour 2009 ?**

*Nous allons multiplier les contacts avec les bailleurs, les organisations internationales, les ONG, la société civile européenne et la communauté internationale afin d'attirer leur attention sur la situation des réfugiés sahraouis. Nous souhaitons également clôturer le programme de réforme que nous avons mis en place voici trois ans au sein de notre institution. Nous avons comme objectif de professionnaliser notre travail, de nous adapter aux normes et critères internationaux et de renforcer la transparence de nos actions. Dans cette optique de renforcement de nos capacités, nous continuerons cette année à travailler en partenariat avec la Croix-Rouge espagnole, l'Agence Espagnole de Coopération Internationale, ECHO, CISP (Comité international pour le développement des peuples) et le gouvernement italien. Nous allons en 2009 intensifier nos efforts afin d'accélérer ce processus. Nous avons lancé cette année le projet de créer un groupe de réflexion qui mènera une étude sur l'histoire et le rôle humanitaire du CRS au fil de ses 33 années d'existence. La fin de ces travaux devrait coïncider avec la célébration du 35<sup>ème</sup> anniversaire du CRS.*

*Nous allons continuer à donner une place de choix et la priorité aux femmes : 80% des représentants locaux et 50% des représentants sont des femmes, élues tous les 5 ans lors des assemblées générales. Afin de renforcer leurs capacités, nous avons mis en place des programmes de formation sur la gestion humanitaire et l'informatique. A côté de cela, nous continuerons bien sûr le travail quotidien et la gestion courante.*

### **Quelles sont vos relations avec les ONG qui travaillent dans les camps, et plus particulièrement avec Triangle G H ?**

*Le CRS a toujours porté une attention particulière aux ONG, car nous considérons qu'elles ont un rôle crucial dans la mise en œuvre de l'aide humanitaire. Elles sont les intermédiaires entre les bailleurs et les bénéficiaires, ce sont les témoins sur le terrain. Nous maintenons d'excellentes relations avec toutes les ONG présentes dans les campements car nous avons pu, au fil des années, créer des rapports de confiance mutuelle. Nous avons beaucoup de satisfaction quant à la coopération avec les ONG, les agences de l'ONU et les bailleurs. Nous entretenons de bonnes relations avec Triangle G H : le dialogue entre nous est toujours présent et grâce aussi à l'esprit très positif qu'elle communique, nous avons beaucoup avancé ensemble. L'image de cette ONG française est très positive.*

*Triangle G H exécute des projets très utiles pour les réfugiés (distribution de kits hygiéniques, centres pour personnes handicapées...) et nous a démontré sa capacité à gérer et mener à bien ses nombreux projets. Cette ONG a réussi à gagner la confiance et le respect des bailleurs, notamment ECHO et le HCR, grâce à sa gestion transparente et au professionnalisme de son équipe. Ça n'a pas été facile au début, mais après toutes ces années, tout le monde partage cette vision.*

*Je ne vous cache pas aussi que Triangle G H a su s'attirer la confiance des autorités sahraouies, bien qu'il soit très difficile de trouver un chemin entre les bailleurs de fonds et les autorités. Nous entretenons de très bonnes relations avec l'équipe de Triangle G H et nous partageons avec eux une vision commune quant à l'exécution des projets, l'identification des priorités et des besoins et au futur de la coopération.*

### **Quelle est la contribution des ONG travaillant dans les campements ?**

*Presque toutes les ONG qui sont présentes dans les campements y travaillent depuis quelques années et sont spécialisées dans un secteur : distribution de produits frais (Mondubat), programme Ramadan (Oxfam), santé materno-infantile (MdM Espagne), distribution et gestion des médicaments (MdM Grèce), processus de renforcement des capacités du Croissant Rouge Sahraoui et enquêtes nutritionnelles (CISP), accès à l'eau (Solidaridad internacional)...*

*Grâce à cette longue expérience au niveau des campements, chaque ONG a acquis de grandes compétences, spécifiques à notre situation, au niveau de la gestion, de l'identification des besoins et des priorités et cela a donc créé de solides relations avec le CRS. Grâce à elles, nous notons une meilleure compréhension des bailleurs de la crise humanitaire sahraouie. Elles ont également un rôle très important pour faire connaître notre situation à la communauté internationale et en sont des témoins très positifs. Avec la CRE et le CRA, nous avons créé une grande famille, complémentaire dans nos actions, au sein de laquelle nous retrouvons ce même respect mutuel. Notre collaboration peut être prise, au sein de la Fédération Croix rouge et Croissant rouge, comme un exemple de bonnes pratiques sur le terrain.*

### **Souhaitez-vous ajouter quelque chose ?**

*Le cadre politique est à séparer du cadre humanitaire. Les bailleurs de fonds et les états peuvent parfois prendre des décisions politiques qui ne sont pas favorables à la cause sahraouie, certes. Mais que ce choix n'empêche pas d'aider les victimes, les réfugiés.*

*Je suis conscient que nous ne sommes pas les seuls à vivre des crises humanitaires mais la France est l'un des bailleurs de fonds les plus importants. Nous ne demandons pas qu'elle nous donne tout, mais juste un petit peu. Nous ne demandons pas de devenir une priorité pour la France, mais que nous prenions une petite place.*

*Cela fait maintenant quatre ans que nous enregistrons une absence de contribution française au panier du PAM<sup>9</sup>, qui cette année ne compte désormais plus que six bailleurs de fonds : les États-Unis (environ 20%), la Communauté européenne, l'Espagne, l'Italie, le Canada et la Suisse. Nous pouvons citer d'autres contributions bilatérales pour le nouveau programme du PAM : la Suède et la Norvège. Et 2009, avec la crise financière et humanitaire internationale, ne sera pas facile.*

*La France est un pays très proche de notre région, comme l'Espagne, et elle entretient beaucoup de relations avec le Maghreb. Elle est connue pour ses principes humanitaires et de solidarité, et je ne trouve pas normal que la France, qui apporte une aide humanitaire à des pays éloignés de son territoire (Darfour, Afrique centrale, Afghanistan, Territoires palestiniens, ...), n'apporte pas sa contribution à la plus proche de ces crises humanitaires.*

## **Salaam alekum ! / avril 2009**

Par Alexandra Harkay - Administratrice Triangle G H / Algérie

### **Quelques nouvelles de la mission Algérie, en direct des camps de réfugiés sahraouis...**

Les newsletters sont habituellement l'occasion de donner des nouvelles des programmes, de parler de l'avancée des projets, de partager les humeurs du terrain. Une fois n'est pas coutume, nous avons choisi cette fois-ci de vous présenter notre équipe, de vous parler de ces personnes qui font tourner les projets et sans lesquelles rien ne serait possible.

Nous sommes fiers de compter en notre sein plusieurs nationalités, quelques unes étant représentées par plusieurs groupes ethniques. C'est ainsi que travaillent ensemble des Algériens (Kabyles, Chaouis, Touaregs), des réfugiés sahraouis venant de différentes tribus, un Français et une Belge, le tout dans la bonne humeur et les nécessaires efforts quotidiens pour communiquer.

Car si l'arabe algérien reste la langue que peut utiliser le plus grand nombre, il faut également compter avec les autres : hasaniya (langue des Sahraouis), espagnol (parlé par la majorité des réfugiés) et français. Je vous laisse imaginer ce que donne une réunion de coordination interne...

S'il est impossible de trouver une langue commune à tous, nous partageons par contre tous la même mission et les mêmes valeurs : celle de soutenir les réfugiés sahraouis, de travailler avec et pour eux au travers de différents projets visant tous à l'amélioration de leurs conditions de vie.

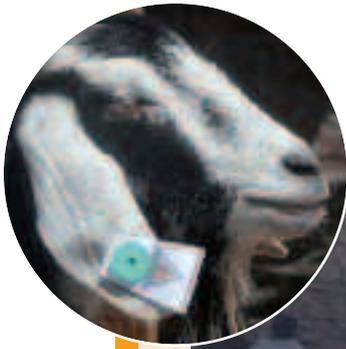
Atelier mécanique



Distribution de kits hygiéniques



Inauguration de la maternité



Distribution de chèvres



*Bien que les conditions de vie ne soient pas toujours faciles (nous vivons dans le Sahara algérien, sous tente et avec des températures parfois extrêmes – dans les deux sens...), nous avons la chance de compter parmi nous des « irréductibles », présents sur la mission depuis plusieurs années, évoluant au fil des ans et apportant aux nouveaux venus leur savoir faire et conseils.*

*Notre équipe, chargée de mener à bien les 6 projets sur lesquels nous travaillons en 2009, est composée d'une soixantaine de personnes, dont une grande majorité fait partie des réfugiés sahraouis. Plusieurs d'entre eux sont chefs de projet et sont inclus dans la gestion générale de la mission.*

*Leur présence et leur soutien indéfectible sont le ciment de notre équipe. Ils nous rappellent que dans cette tour de Babel parfois un peu compliquée, tout problème a*



*sa solution, surtout si l'on compte les uns sur les autres et que l'on se soutient mutuellement.*



ةوق ةدحولأ يف ،  
**la unión hace  
 la fuerza, l'union  
 fait la force,  
 dit-on chez nous...  
 au Sahara.**

Une partie de l'équipe Triangle G H

## Chronologie du conflit au Sahara Occidental

Camp de réfugiés d'Aoussert



*L'histoire du Sahara Occidental est intimement liée à celle de ses voisins, en particulier le Maroc et la Mauritanie. Cette ancienne colonie espagnole n'a toujours pas trouvé de statut définitif sur le plan juridique, plus de trente ans après le départ des Espagnols.*

*Voici, plus en détail, un rappel historique du conflit au Sahara occidental des années 60 à aujourd'hui.*

**1965** : Résolution 2072 de l'Assemblée Générale des Nations Unies : le Sahara apparaît sur la liste des régions à décoloniser (résolution 1514 sur le droit à l'autodétermination des peuples colonisés).

**10 mai 1973** : Création du Front Polisario, front populaire pour la libération de la Sagua El Hamra et du Rio de Oro, qui revendique l'indépendance.

**1975** : Rejet par la cour internationale de la Haye des prétentions territoriales marocaines et mauritaniennes sur le territoire non autonome du Sahara Occidental.

**6 novembre 1975** : Marche verte : 350 000 civils marocains envahissent le territoire Sahraoui.

**14 novembre 1975** : Accords de Madrid entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie sur le retrait espagnol au 28 février 1976 et sur le partage du territoire entre Rabat et Nouakchott.

**27 février 1976** : Proclamation par le Front Polisario de la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD).

**5 août 1979** : Accord de paix d'Alger entre le Front Polisario et la Mauritanie, qui déclare renoncer à toute revendication territoriale. Les forces marocaines se déploient dans la zone laissée vacante par l'armée mauritanienne.

**1981** : Construction d'un mur de près de 200 000 km<sup>2</sup> afin d'isoler la direction du Front Polisario et les réfugiés sahraouis (en exil à Tindouf) du reste de la population sahraouie.

**12 novembre 1984** : Le Maroc quitte l'OUA (l'Organisation de l'Union Africaine) suite à l'admission de la RASD au sommet d'Addis Abeba.



Camp de réfugiés de Dakhla

**30 août 1988** : L'ONU propose un plan de paix qui est accepté par les deux protagonistes : un cessez le feu, l'organisation d'un référendum d'autodétermination et le déploiement d'une force de maintien de la paix, la MINURSO (Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental).

**1991** : Adoption à l'unanimité par le conseil de sécurité de l'ONU du plan de règlement, qui s'appuie sur le recensement espagnol de 1974 de la population sahraouie (74 000 personnes).

**6 septembre 1991** : Entrée en vigueur du cessez-le-feu et déploiement de la MINURSO chargée de veiller à son respect.

**1997** : Nomination de l'ancien secrétaire d'État américain James Baker comme représentant personnel du secrétaire général de l'ONU pour régler le différend entre les Marocains et les Sahraouis sur la question du corps électoral autorisé à se prononcer sur le sort du territoire.

**Juin. 2001** : Plan Baker I rejeté par le Front Polisario et l'Algérie.

**Janvier 2003** : Plan Baker II, qui prévoit un régime d'autonomie pour une durée de 4-5 ans, suivi d'un référendum d'autodétermination. Rejeté par le Maroc.

**Juillet 2005** : Peter Van Wasmuth est nommé envoyé personnel du Secrétaire Général des Nations Unies.

**Avril 2007** : Présentation projet marocain d'autonomie du Sahara Occidental aux Nations Unies. Adoption de la résolution 1754.

**Juin 2007** : Première session des pourparlers entre le Maroc et le Front Polisario en présence des états voisins, l'Algérie et la Mauritanie à Manhasset, dans l'état de New York.

**Août 2007** : Deuxième session de pourparlers.

**Octobre 2007** : Adoption de la résolution 1783 : prorogation du mandat de la MINURSO pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental jusqu'au 30 avril 2008.

**Avril 2008** : Adoption de la résolution 1813 : prorogation du mandat de la MINURSO pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental jusqu'au 30 avril 2009.

**14 janvier 2009** : Christopher Ross est nommé envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies.

# burkina faso



Triangle G H, dans le cadre d'un partenariat avec la Région Rhône-Alpes a étudié et encadré des projets proposés par des associations et des collectivités locales burkinabés implantées dans la Région des Hauts Bassins.

## Projet de rénovation du centre de formation sportive de Matourkou

- **Financement : Région Rhône-Alpes**
- **Budget : 96 K€**
- **Durée : 17 mois** (janvier 2008 - mai 2009)

Pour permettre l'accueil des élèves dans de bonnes conditions, le directeur et son équipe ont sollicité l'appui de la région Rhône-Alpes afin de construire deux blocs de dortoirs et de classes ainsi que deux blocs de sanitaires.

Ce projet prévoyait également la fourniture d'équipements variés, pour les salles de classe et les dortoirs, ainsi que d'équipements sportifs. Les travaux ont été mis en œuvre et suivis par Triangle G H. La réception des travaux a eu lieu en mai 2009.

# corée du nord

[république démocratique et populaire de corée]



La Corée du Nord, officiellement République populaire démocratique de Corée, couvre la moitié nord de la péninsule coréenne à la pointe nord-est de l'Asie. Elle est bordée par la Chine et la Russie (nord), et la République de Corée (sud).

La Corée est occupée dès 1905 par le Japon à travers l'établissement d'un protectorat, puis entièrement annexée en 1910. L'occupation japonaise prend fin avec la seconde guerre mondiale (1945). La Corée est alors partagée au niveau du 38<sup>ème</sup> parallèle en Corée du Nord et Corée du Sud, administrées respectivement par l'URSS et les États-Unis.

La Guerre de Corée (1950-1953), conséquence de cette séparation, constitue un affrontement indirect de l'URSS et des États-Unis dans le cadre de la Guerre Froide (1947-1991) sous forme d'offensives successives nord et sud coréennes de part et d'autre de la frontière. La séparation sera maintenue à la fin de la guerre.

Une zone démilitarisée (DMZ) est créée, surveillée en permanence par plus d'un million de soldats (nord-coréens, sud-coréens, et américains). La Corée du Nord développe son économie et sa politique selon la doctrine nationale du "Juche" ("agir en maître de son destin"), poursuivant un idéal d'autosuffisance. Les dirigeants (Kim Il-sung jusqu'en 1991, puis son fils Kim Jong-il depuis 1994), cumulent les postes principaux du gouvernement.

Ces dernières décennies, la Corée du Nord subit un embargo américain, suite à des accords non respectés en matière d'armement nucléaire. En 2002 la Corée se lance dans des réformes économiques (semblables aux mesures de libéralisation prises par la Chine dans les années 90) consistant en une certaine libéralisation des prix et des salaires.

## Quelques données socio-économiques

|                                     |  |
|-------------------------------------|--|
| <b>Capitale</b>                     | <b>P'yŏngyang</b>                        |
| <b>Régime</b>                       | <b>Régime dictatorial à parti unique</b> |
| <b>Population (en millions)</b>     | <b>24</b>                                |
| <b>Croissance démographique</b>     | <b>0.464%/an</b>                         |
| <b>PIB/habitants</b>                | <b>US\$555</b>                           |
| <b>Croissance économique (2007)</b> | <b>3.739%/an</b>                         |
| <b>Espérance de vie</b>             | <b>63.8 ans</b>                          |

Sources : Site officiel : <http://www.korea-dpr.com/>  
[http://www.unicef.org/french/infobycountry/korea\\_statistics.html](http://www.unicef.org/french/infobycountry/korea_statistics.html)  
<http://report2009.amnesty.org/fr/regions/asia-pacific/north-korea>  
<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=PRK>  
<http://www.courrierinternational.com/fiche-pays/coree-du-nord>  
<http://www.courrierinternational.com/dossier/2004/01/07/la-coree-du-nord>  
<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/kn.html>  
<http://fr.wikipedia.org/wiki/Portail:Cor%C3%A9e>  
[http://voyageforum.com/voyage/coree\\_du\\_nord\\_coree\\_nord\\_D144695/](http://voyageforum.com/voyage/coree_du_nord_coree_nord_D144695/)

### ● Situation humanitaire

*La situation de la Corée du Nord s'est gravement détériorée dans les années 1990, en raison d'une série de catastrophes climatiques (sécheresse, inondations), de la déforestation, mais également de la réduction des échanges avec la Russie et la Chine. Les inondations de 2007, et le passage d'un cyclone ont amené le pays à faire appel à l'aide internationale. Le déficit alimentaire de la Corée du Nord est évalué à environ un cinquième de ses besoins par l'ONU*

*Cependant, la présence d'ONG, en raison des restrictions imposées par le gouvernement, s'avère très faible.*

### ● Triangle G H en Corée du nord

*Triangle G H a réalisé une première mission d'étude en août 1998, aboutissant à l'ouverture d'une mission en décembre 2000, avec un premier programme d'appui au secteur agricole. Depuis, ce sont 18 projets qui ont été réalisés par Triangle G H : développement agricole (avec notamment un programme de réhabilitation de 4.000 hectares de polders), réhabilitation de systèmes d'adduction d'eau potable et de latrines, isolation d'institutions scolaires et médicales, distribution d'urgence (catastrophe ferroviaire de Ryongchon en 2004) et soutien aux personnes âgées.*

**Aujourd'hui, Triangle G H travaille sur deux principaux projets :**

- **à Munchon**, après deux premières phases visant à réhabiliter une partie du réseau de distribution d'eau potable, Triangle G H travaille à la finalisation du réseau et à une amélioration des conditions d'assainissement de la ville ;
- **dans le nord-est du pays (province d'Hamgyong)**, Triangle G H conduit un projet de soutien à deux fermes piscicoles en charge de la fourniture de poissons à plus de 200 institutions sociales (orphelinat, garderies...).

## Amélioration du réseau d'eau potable de la ville de Munchon

- **Financement : Ambassade d'Allemagne en Corée du Nord**
- **Budget global : 8 K€**
- **Durée : 15 mois** (octobre 2008 - décembre 2009)

En lien avec les projets d'eau et assainissement réalisés par Triangle G H dans cette ville de 50 000 habitants, une nouvelle évaluation a été réalisée en octobre 2008 afin de compléter la documentation technique liée à l'amélioration et l'extension du réseau d'eau, plusieurs quartiers n'étant actuellement pas raccordés. Ce soutien de l'ambassade d'Allemagne contribue à la maintenance et à l'amélioration du système d'approvisionnement en eau.

## Apport de biens alimentaires dans le cadre de la réhabilitation du Polder de Kumsong

- **Financement : MAE** (Ministère français des affaires étrangères et européennes - Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire)
- **Budget global : 300 K€**
- **Durée : 7 mois** (décembre 2008 - juin 2009)

A ce jour, la phase dite de travaux (réhabilitation de la digue extérieure, construction des digues intérieures) est achevée en matière de soutien matériel et technique de la part de Triangle G H.

Depuis le mois d'octobre 2008, Triangle G H a travaillé, en collaboration avec les deux fermes coopératives cultivant la zone du polder de Kumsong, à déterminer les cultures à mettre en place dès 2009 et à démarrer la construction d'aires d'abattage du riz, de silos de stockage ainsi que l'apport en petit équipement à destination des fermes.

Étant donné les difficultés actuelles rencontrées au niveau alimentaire, il était impératif d'appuyer le ministère de l'Agriculture sur le volet de l'aménagement des terres afin que celles-ci puissent être cultivées dès juin 2009. Ce soutien consiste en l'apport de produits alimentaires de base aux ouvriers travaillant sur le site, le ministère étant actuellement dans l'incapacité de fournir cette nourriture. Ce projet de « Travail contre nourriture » permet donc de maximiser l'impact de ce projet de sécurité alimentaire et d'augmenter de manière conséquente la production agricole de la zone. A plus court terme, il fournit des biens alimentaires de subsistance aux 1500 ouvriers travaillant sur ces terres et leur permet en particulier de traverser la période particulièrement difficile de relais, jusqu'aux prochaines récoltes de riz, à l'automne 2009. A la fin du projet, les travaux auxquels les ouvriers ont contribué ont permis la valorisation de 741 hectares de terre qui permettront à terme un accroissement de la production de riz de 140%.

# Augmentation du potentiel de production alimentaire dans la province du sud Pyongan. Réhabilitation du polder de Kumsong et renforcement des capacités de l'Entreprise des polders<sup>10</sup>

- **Financement principal (90%) : EuropeAid**  
(Service de coopération de la Commission européenne)
- **Cofinancement : SIDA**  
(Agence suédoise pour le développement et la coopération)
- **Budget global : 2 111 K€**
- **Durée : 33 mois** (décembre 2006 - août 2009)

Seuls 16% du territoire de la RPDC sont constitués de terres arables. En conséquence, dans les années 1970, le gouvernement a initié un large programme de construction de polders, principalement sur la côte ouest pour des raisons géographiques et pédologiques, afin de gagner des terres agricoles sur la mer.

Entre 1995 et 2000, de fortes tempêtes et inondations se sont succédé et ont provoqué des dommages considérables sur la plupart des polders, déjà fragilisés par le manque d'entretien, en raison de capacités financières et techniques insuffisantes.

La province de Pyongan du Sud, considérée comme le « grenier céréalier » de la RPDC par la FAO (organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) a donc perdu, suite à ces intempéries, de nombreuses terres cultivées. En parallèle, le pays devait faire face à des difficultés économiques croissantes. C'est dans ce contexte que Triangle G H est intervenu en RPDC, suite à l'appel à l'aide internationale lancé par le gouvernement.

## ● Rehaussement et consolidation des digues



10 - Entreprise nationale en charge de la réhabilitation et de la maintenance des polders



Ce programme a contribué au développement du potentiel de production alimentaire dans la province du sud Pyongan, en réhabilitant le polder de Kumsong et en renforçant les capacités de l'Entreprise des polders. Réalisé en 1994, le polder de Kumsong compte 3 207 ha de cultures, est composé de 3 digues de 7 m de haut et de 9 m de large, et totalise plus de 15 km de longueur. C'est le plus grand et le plus récent polder de RPDC.

Les groupes ciblés par le projet étaient les habitants des fermes coopératives de Jung Ak et de Kumsong, ainsi que l'Entreprise des Polders et le Bureau d'études.

6 970 personnes ont bénéficié directement du projet : 3 620 habitants de la ferme coopérative de Jung Ak, 1 650 habitants de la ferme coopérative de Kumsong, 1 500 employés de l'Entreprise des polders, ainsi que 200 employés du Bureau d'études. Indirectement, l'ensemble des habitants de l'arrondissement d'Onchon, soit 143 880 personnes, ont également bénéficié de ce programme, qui a permis :

- la réhabilitation du polder de Kumsong ;
- l'augmentation du potentiel agricole du polder (du fait de l'assèchement des terres inondées) ;
- l'accroissement des capacités opérationnelles de nos partenaires, l'Entreprise de Construction des Polders (ECP) et le Bureau d'études de Sariwon, grâce à l'approvisionnement en pièces détachées, l'achat de consommables et d'équipements, la mise en place de formations...

Le fait de travailler avec les mêmes partenaires a permis de consolider leurs compétences techniques et managériales. Plus largement, ce programme et la coopération avec les partenaires locaux participent au renforcement des capacités nord-coréennes en ingénierie civile, et permettent également d'entamer une réflexion plus globale sur l'impact de la réhabilitation des polders en matière de sécurité alimentaire.



Repositionnement du « couvercle » du barrage après renforcement des cellules, le tout recouvert de trois couches de rochers différents, puis une couche de terre et de gravillons pour l'aspect final

## Soutien à la fédération pour la protection des personnes âgées

- **Financement principal : SIDA**  
(Agence suédoise pour le développement et la coopération)
- **Budget global : 130 K€**
- **Durée : 27 mois** (janvier 2007 - mars 2009)

Ce programme est la poursuite d'un travail entamé en 2004, qui a permis la réhabilitation et l'amélioration notable des conditions de vie des personnes âgées résidant dans six maisons de retraite réparties dans différentes provinces du pays. Outre l'action directe dans les maisons de retraite (incluant des travaux de réhabilitation des systèmes d'eau et de chauffage, l'amélioration de la sécurité alimentaire via le développement d'activités agricoles et d'élevage, l'amélioration de l'encadrement médical), les deux premières phases de ce programme ont inclus un volet important dédié au renforcement des capacités de notre partenaire local, la Fédération Nord-Coréenne pour la Protection des Personnes Âgées. Ce programme comprenait le suivi du travail effectué dans les six maisons de retraite ciblées par les précédents projets, et permettait la maintenance et l'entretien des équipements fournis. Il a également permis la réalisation de formations diverses pour le personnel de ces institutions, ainsi qu'un soutien aux activités de la Fédération, telles que la publication de revues spécialisées sur la problématique des personnes âgées.

## Amélioration de l'accès de la population de Munchon à une eau de meilleure qualité

- **Financement : SIDA** (Agence suédoise pour le développement et la coopération)
- **Budget : 399 K€**
- **Durée : 16 mois** (juillet 2009 - octobre 2010)

La ville de Munchon se situe sur la côte est de la Corée du Nord et compte 42 500 habitants. Dans les années 60, un réseau d'eau a été réalisé par le gouvernement, mais en raison d'un manque de maintenance et de moyens, il est devenu complètement obsolète et présente de nombreux dysfonctionnements.

De 2005 à 2007, Triangle G H a réalisé deux projets à Munchon, financés par ECHO (Service d'aide humanitaire de la Commission Européenne), qui ont permis, durant la première phase, d'améliorer et de sécuriser la production d'eau et son accès, puis lors de la seconde phase, d'étendre et de rénover le réseau de distribution rendant disponibles 50 litres d'eau par personne et par jour dans les quartiers autour de l'hôpital.

L'objectif de ce projet est de participer à la réduction de la morbidité et de la mortalité, principalement chez des personnes les plus vulnérables en Corée du Nord, en augmentant et en améliorant l'accès à une eau de meilleure qualité pour les habitants de la ville

(indicateurs retenus : 50 litres d'eau de bonne qualité/personne/jour disponibles dans les nouveaux quartiers concernés par le projet, et production d'un minimum de 2 500 m<sup>3</sup> d'eau potable par jour). 9 200 personnes, soit 1700 foyers bénéficieront de ce programme, qui se décline en plusieurs volets :

● **La réhabilitation du réseau de distribution du quartier n°4, ainsi que le suivi et la maintenance des infrastructures réalisées et des interventions sur l'ancien réseau pour en réduire les fuites. Ce volet comprend :**

- une étude topographique ;
- le calcul et la conception du nouveau réseau de distribution d'eau ;
- la préparation et la mise en œuvre des procédures d'achat de matériels et matériaux nécessaires aux travaux ;
- la réception et le stockage des achats ;
- la formation (ou la mise à jour des compétences) des ouvriers recrutés pour les travaux ;
- la mise en œuvre des ouvrages en béton et les travaux de réseaux (terrassment, pose des tuyaux...);
- l'évaluation technique du réseau.

● **L'amélioration du fonctionnement du système de distribution d'eau grâce au renforcement des capacités locales en termes de management (formation de personnel technique). Ce volet comprend :**

- le contrôle du système de production/distribution d'eau (anciens projets) ;
- les formations sur la gestion du réseau d'eau ;
- la supervision des opérations de maintenance et de réparation du réseau ;
- la réception des travaux à destination des techniciens locaux.



Bassin versant de la rivière



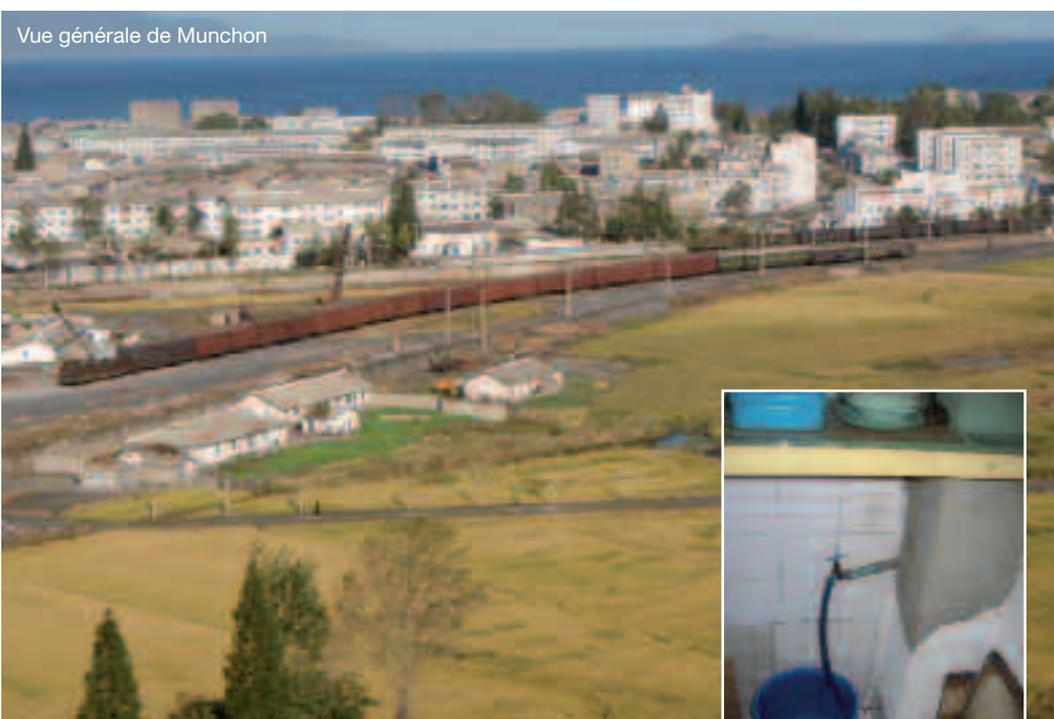
Situation sanitaire actuelle



Une réunion avec le maire de la ville

● **Des sessions de sensibilisation en porte à porte et la distribution de brochures sur la gestion de l'eau en direction des familles bénéficiaires. Ce volet comprend :**

- l'analyse des pratiques et connaissances locales liées à la gestion de l'eau ;
- la définition du contenu des formations et des messages à diffuser ;
- la réalisation des moyens de communication ;
- la formation des groupes de promotion à la bonne gestion de l'eau ;
- la campagne de sensibilisation (réunions et distribution des documents supports de la campagne) ;
- l'évaluation du changement des pratiques liées à la gestion de l'eau.



Vue générale de Munchon

Point d'eau à l'intérieur d'une maison

# indonésie



Le 26 décembre 2004, à 7h58 (heure locale), l'institut géologique américain (USGS) détecte dans l'océan Indien un séisme d'une magnitude exceptionnelle (9 sur l'échelle de Richter).

Son épïcentre se situe au large de l'île de Sumatra, plus exactement à 250 km au sud/sud-est de la ville de Banda Aceh, à une profondeur de 10 km.

Bilan de la catastrophe qui a touché l'Asie du Sud après le séisme et le raz-de-marée qui l'a suivi dans l'océan Indien : plus de 230.000 morts.

Onze pays ont été touchés, et tout particulièrement la province indonésienne d'Aceh à Sumatra, toute proche de l'épicentre du séisme qui a généré les raz-de-marée.

De janvier 2005 à avril 2009, Triangle G H a réalisé 11 programmes humanitaires en Indonésie : relance des activités économiques liées à la pêche, création d'un centre de ressources communautaires et de soutien à la micro-finance, soutien psychosocial aux victimes, formation professionnelle ...

## **Soutien à l'association indonésienne « Yayasan Pijar Harapan Lhoong » et développement du Centre de Ressources Communautaires du Sous-District de Lhoong / Province d'Aceh / Sumatra**

- **Financement : Fondation de France**
- **Budget global : 80 K€**
- **Durée : 14 mois** (mars 2008 - avril 2009)

*La province d'Aceh Besar, déjà très affaiblie par le conflit entre les indépendantistes et le gouvernement indonésien qui a fait rage pendant 29 ans, a été particulièrement touchée par le tsunami, principalement dans le sous-district de Lhoong, où 24 des 28 villages ont été rasés.*

En réponse à ce désastre, et grâce au soutien de la Fondation de France et de l'Ambassade de France à Jakarta, Triangle G H a mis en œuvre deux programmes psychosociaux, de février 2005 à juillet 2007. L'objectif principal de ces deux programmes était d'aider les personnes à se reconstruire en recréant un lien social dévasté et bouleversé brutalement par le tsunami d'une part, et profondément érodé par 30 années de conflit d'autre part. Lors de ces deux programmes psychosociaux, l'accent a été mis sur la passation du savoir aux communautés locales, puis sur la passation de la gestion des activités en elles-mêmes,



qui s'est opérée avec la création de la coopérative de micro finance BQBNL et de l'ONG locale Yayasan Pijar Harapan Lhoong (YPHL). Actuellement, les deux organisations sont toujours actives et suivies de façon informelle par l'équipe de Triangle G H.

L'objectif de ce programme était de contribuer au développement du niveau socio-éducatif des 8 600 habitants environ composant la population du sous-district de Lhoong, en soutenant le développement et la diffusion des savoir-



faire locaux, le développement social, mental et culturel des enfants, et le développement durable de la société civile. Il s'agissait également d'installer durablement les activités de YPHL, en conformité avec les standards du ministère de l'Éducation, pour lui permettre d'obtenir des financements en tant que Centre d'Apprentissage Communautaire.

**Différentes activités ont été mises en œuvre au sein de plusieurs structures :**

● **Centre d'apprentissage (PKBM) :**

- Éducation formelle : alphabétisation et soutien scolaire ;
- Formations professionnelles non formelles : formations pratiques non formelles pour adolescents et adultes (couture, broderie, informatique, autres...).

● **Centre pour enfants :**

- Activités éducatives pour les enfants : informatique, lecture/écriture, artisanat, photos, radio, journal, Indonésien ;
- Activités culturelles : danses traditionnelles et musique traditionnelle ;
- Activités bibliothèque : lecture, conte, théâtre, cinéma éducatif...

● **Radio communautaire :**

- Soutien aux activités de l'association de radio communautaire.

● **Soutien au management de Yayasan PHL**

- Un ou plusieurs experts indonésiens suivent l'activité de Yayasan PHL en tant que consultant/conseil pour l'équipe afin de la soutenir dans sa professionnalisation.



## **Programme intégré de relance économique et sociale pour trois villages de Pulau Breueh / Sous-district de Pulau Aceh / Province d'Aceh Besar / Sumatra**

- **Financement : Croix rouge américaine**
- **Budget global : 2 103 K\$**
- **Durée : 21 mois** (août 2007 - avril 2009)

L'objectif général était de renforcer la situation économique et sociale de la baie de Meulingge afin de permettre aux bénéficiaires de retrouver leur capacité à subvenir à leurs besoins en réhabilitant toutes les activités économiques qui ont été affectées par le tsunami. Il s'agissait donc d'aider les communautés à redevenir autosuffisantes en matière de sécurité alimentaire, de permettre que les bénéfices des activités économiques soient réinjectés dans l'économie locale, de donner aux communautés l'accès aux marchés extérieurs en facilitant les échanges commerciaux entre les villages ciblés et la région de Banda Ath, et de renforcer la place des femmes au sein des communautés en les repositionnant dans la structure économique locale.

### **Ce programme incluait différents domaines d'activités :**

- nettoyage, protection et réhabilitation des rizières ;
- relance de la culture de riz par la fourniture de semences, outils et engrais ;
- réhabilitation du système d'adduction en eau détruit par le tsunami ;
- extension et achèvement du système d'adduction d'eau ;
- dons d'animaux (incluant suivi vétérinaire) destinés à l'élevage ;
- construction d'enclos pour les animaux ;
- construction de points d'eau pour les animaux ;
- construction de bateaux de pêche adaptés et fourniture de matériel de pêche et d'équipements de sécurité ;
- construction d'infrastructures de pêche adaptées aux besoins des communautés et fourniture d'équipement permettant de conserver les produits destinés à la vente ;
- construction d'un bateau destiné au transport de passagers et de marchandises ;
- construction d'infrastructures côtières.

Afin d'assurer le succès et la pérennité de l'action, les activités choisies étaient incluses dans le domaine de compétences des bénéficiaires, qui avaient seulement besoin de retrouver les moyens de les mettre en œuvre.

Comme Triangle G H le fait toujours, ces activités ont été mises en œuvre en étroite collaboration avec les communautés bénéficiaires.

# myanmar

[birmanie]



Située dans la péninsule indochinoise, la Birmanie est le plus grand pays du Sud-est asiatique, bordée par le Tibet (nord), la Chine, le Laos et la Thaïlande (est), et l'Inde et le Bangladesh (ouest).

Unifiée au XI<sup>e</sup> siècle en qualité d'empire, puis tombée aux mains des armées mongoles en 1302, la Birmanie connaît ensuite une succession de régimes féodaux, d'errances administratives et d'invasions diverses avec une longue succession de princes et de rois du Myanmar.

La Birmanie devient une province de l'Inde britannique en 1886, mettant ainsi fin à une guerre de plus de 60 ans. En 1937, sous la pression du mouvement nationaliste (Thakin), les Britanniques détachent la Birmanie de l'Inde et accordent à la colonie une nouvelle constitution avec une assemblée élue. L'Armée pour l'indépendance birmane est créée en décembre 1941, lors de la déclaration de guerre du Japon à la Grande-Bretagne.

Le 1<sup>er</sup> août 1943, l'indépendance de la Birmanie est proclamée, et le pays prend le nom officiel d'État de Birmanie. Cette indépendance n'étant qu'une apparence, le leader nationaliste engage les négociations avec les Britanniques en 1943, et le pays rejoint officiellement les Alliés en 1945. Les Japonais sont chassés de Birmanie en juillet 1945.

Le gouverneur civil britannique revient au pouvoir jusqu'à l'indépendance en 1948. La Birmanie connaîtra alors un régime démocratique jusqu'en 1962, où s'établira une dictature militaire. Le pays devient République socialiste de l'Union de Birmanie en 1974, puis Union de Birmanie en 1988. En 1989, le nom officiel a été changé en Myanmar par le pouvoir dictatorial des généraux.

En 1990, des élections libres sont organisées et remportées à plus de 80 % par la Ligue Nationale pour la Démocratie du prix Nobel Aung San Suu Kyi, fille du héros emblématique de la lutte nationaliste des années 40, Aung San. Mais la nouvelle junte ne donnera jamais le pouvoir à l'opposition, et Aung San Suu Kyi sera assignée à résidence. Depuis, le pays est dirigé avec fermeté par un groupe de généraux, officiellement unis, mais en perpétuelle lutte interne pour le pouvoir. Ainsi, tricéphale pendant 15 ans, le pouvoir est aujourd'hui partagé entre Than Shwe, Président, et Maung Aye, Chef des armées, qui ont tous deux réussi à évincer leur rival, Khin Nyunt, Chef des services de renseignement des armées.

## Quelques données socio-économiques

|                          |                     |
|--------------------------|---------------------|
| Capitale                 | Naypyidaw           |
| Régime                   | Dictature Militaire |
| Population (en millions) | 49,6                |
| Croissance démographique | 1.03%               |
| PIB/habitants            | US\$578             |
| Croissance économique    | 2%/an               |
| Espérance de vie         | 63.4 ans            |

### ● Situation humanitaire

*Bien que la Birmanie possède de nombreuses ressources naturelles, la politique du gouvernement, les violations des droits de l'homme et les conflits interethniques maintiennent le pays dans une crise humanitaire constante. Les Nations Unies estiment que la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, l'Organisation Mondiale de la Santé évalue à 11% le nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aigue (41% sous-alimentés). Plus de 25% de la population n'a pas accès à l'eau potable. Les attaques récurrentes de l'armée birmane contre les minorités ethniques ont contraint plus de 500.000 personnes au déplacement.*

*La région du Delta Irrawaddy, grenier du pays comprenant une industrie de la pêche importante, a été fortement touchée par le cyclone Nargis en 2008, qui a fait 140.000 victimes, et affecté 2,4 millions de personnes dans le pays.*

Sources : [www.oboulo.com](http://www.oboulo.com) — [www.wikipédia.org](http://www.wikipédia.org) — [www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org)

### ● Triangle G H en Birmanie

*Suite à plusieurs travaux d'évaluation, Triangle G H a décidé d'envoyer à la fin de l'année 2007 un représentant à Yangon afin de concrétiser l'ouverture d'une mission.*

*Avec un financement de l'ambassade de France à Yangon, puis de la Délégation à l'Aide Humanitaire, Triangle G H a mis en place un projet dans la zone du Delta visant à restaurer les capacités agricoles (par une réhabilitation des terres dans le cadre d'un programme de « travail contre argent »), et les moyens de pêche, afin de relancer les activités génératrices de revenus des populations et de redynamiser la vie économique de la zone. Aujourd'hui Triangle G H continue, avec un financement du LIFT (Livelihood and Food Security Trust Fund) son travail de restauration des capacités de production, puisque deux ans après le passage du cyclone, seulement 43% des terres ont été remises en culture.*

## **Soutien à la sécurité alimentaire dans les zones affectées par le cyclone Nargis – Réhabilitation de terres agricoles et d’infrastructures de proximité, appui au maraîchage / Districts de Laputta et Kungyangon**

- **Financement : Ministère français des affaires étrangères et européennes – Comité interministériel de l’aide alimentaire**
- **Budget Global : 486 K€**
- **Durée : 9 mois** (avril 2009 - décembre 2009)

Le passage du cyclone Nargis, a non seulement compromis la capacité de production des terres pour la récolte de 2008 mais a également détruit ou endommagé la grande majorité des stocks de semences et de riz emmagasinés par les propriétaires fermiers et les travailleurs journaliers. Sachant que la production de 2008 avoisine 30% seulement de la production habituelle, et compte tenu des dégâts provoqués par le cyclone, le recrutement et la rémunération (qui se fait en riz) des travailleurs journaliers s’annonçaient problématiques pour les cultures de la prochaine saison des pluies.

La sécurité alimentaire restait vulnérabilisée par une absence de moyens de production et un accès à la nourriture difficile (jetées d’accès aux villages, ponts pour traverser les bras de



rivière et routes endommagés). Différents projets de développement étaient envisagés afin de remédier à cette situation. L'objectif de Triangle G H était d'établir un relais jusqu'à la mise en place de ces programmes, afin de compenser l'interruption de l'aide alimentaire et d'améliorer la sécurité alimentaire des foyers les plus affectés. Il s'agissait donc de contribuer à la relance agricole dans les zones affectées par le cyclone Nargis afin de recouvrer la capacité de production agricole et permettre une récolte 2009 suffisante pour limiter la crise alimentaire, et de donner aux populations affectées par le cyclone Nargis les moyens de gérer au mieux la transition entre l'aide alimentaire d'urgence et la phase de stabilisation / développement (arrêt de l'aide).

### ● Différentes activités ont été mises en place :

- **Distribution alimentaire (Food for Work) :** rations alimentaires distribuées aux travailleurs une fois par mois pendant la totalité de la durée des activités (soit 6 mois), correspondant à la période de travail de la saison des pluies.



- **Travaux visant à améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population** des 50 villages des districts de Laputta et de Kungyangon, impliquant plus de 6 000 familles.

- **Travaux d'aménagement des rizières :** les terres agricoles, dont la teneur en sel a été augmentée suite au cyclone nécessitaient un important travail de préparation pour la récolte 2009, de même que les digues intérieures et les canaux d'irrigation. Environ 2 200 travailleurs ont été mobilisés pendant deux mois pour participer à ces travaux, et des équipes ont assuré la maintenance des rizières durant les quatre mois suivants.



- **Travaux d'aménagement des bassins d'élevage de crevettes :** l'élevage de crevettes est une activité complémentaire pendant la saison sèche dans des zones où la salinité des terres est trop importante pour la culture, mais les installations et les bassins ont été fortement

endommagés (sinon détruits) par le cyclone. Ces aménagements ont donc été réalisés pour qu'ils puissent être opérationnels au début de la saison sèche.

- **Réhabilitation de ponts et de jetées :** lors de l'évaluation des besoins réalisée en décembre 2008 par l'équipe Triangle G H, plusieurs ponts et jetées en mauvais état ont été répertoriés, nécessitant des travaux de réparation ou de renforcement. Afin d'impliquer de façon importante les communautés dans la réhabilitation de ces ouvrages publics indispensables à la reprise des activités économiques et sociales des habitants, une participation pour la fourniture des matériaux de construction a été demandée dans chaque village. 15 ponts et 23 jetées ont été réhabilités (5 ponts et 20 jetées dans le district de Laputta, 10 ponts et 3 jetées dans le district de Kungyangon).



- **Réhabilitation de points d'eau :** la majorité des points d'eau, source d'eau potable pour les villageois, étaient pollués par des infiltrations et des ruissellements d'eau salée, et nécessitaient des travaux de nettoyage et d'aménagement. Deux types de points d'eau ont été réhabilités : 20 puits (2 dans le district de Laputta et 18 dans le district de Kungyangon) et 43 réservoirs (40 dans le district de Laputta et 3 dans le district de Kungyangon).
- **Réhabilitation de routes :** beaucoup de routes et de fossés de drainage ont été très endommagés par le cyclone et peu de travaux de réparation avaient été jusqu'alors entrepris. Plus de 150 km de routes et de chemins ont été améliorés.
- **Distribution de semences pour le jardinage :** environ 4 600 foyers ont reçu un assortiment de semences pour le jardinage, correspondant à une année de production destinée à la consommation familiale afin de soutenir la sécurité alimentaire du foyer. Certains plants issus de ces semences ont par ailleurs été utilisés pour produire de nouvelles semences utilisées par les bénéficiaires les années suivantes pour maintenir cette production maraîchère d'appoint. En complément des semences, des engrais et pesticides ont été fournis aux différents foyers pour les aider dans cette activité (souvent déjà existante). Des formations ont été assurées et des kits d'outillage ont été fournis à tous les foyers afin de faciliter les plantations.



## **Agriculture et sécurité alimentaire** / octobre 2009

Par Lionel Roux – Coordinateur cellule technique Triangle G H

*“Le nombre de personnes ayant faim en 2009 sera de 1,02 milliard pour la première fois de l'histoire [...] et le flux d'aides alimentaires est à son niveau le plus bas depuis 20 ans”<sup>11</sup>. Difficile d'espérer ainsi atteindre l'Objectif n°1 du Millénaire pour le Développement : réduire de moitié la population souffrant d'insécurité alimentaire chronique de 1990 à 2015<sup>12</sup>.*

*Mis de côté par les décideurs politiques et largement délaissés par les investisseurs après les indépendances, l'agriculture et les agriculteurs des pays en développement ont depuis été considérés comme jouant un rôle secondaire dans le développement de leurs pays. Cependant, 75% des habitants pauvres des pays en développement sont des ruraux et tirent leur subsistance de l'agriculture. Ils sont ainsi les premières victimes de décisions politiques qui ont abandonné l'agriculture au profit des secteurs secondaire et tertiaire, alors qu'ils pourraient être un véritable moteur de développement social et économique.*

*La fluctuation des prix des récoltes est le principal facteur de ce phénomène : lorsque les prix baissent, les agriculteurs les plus pauvres doivent vendre tous leurs moyens de production. Contraints à l'exode rural, ils alimentent la pauvreté urbaine. Lorsque les prix augmentent, les agriculteurs plus aisés peuvent investir pour améliorer leurs outils*

11 - Josette Sheeran, directrice exécutive du Programme Alimentaire Mondial. Conférence de presse à Londres, le 16/09/2009.

12 - Objectif n°1.9 : passer en dessous des 400 millions de personnes n'ayant pas assez à manger pour satisfaire leurs besoins quotidiens d'énergie.

de production. Mais cette hausse, particulièrement lorsqu'elle est importante, est dommageable pour les autres activités économiques, et dramatique pour ceux qui ont déjà tout vendu.



Au Yémen, à quelques 150 km au Sud de Sana'a, les bonnes récoltes et les prix élevés de l'année 2008 ont permis à Ali de s'acheter une petite moto et de garder tous ses chevreaux pour agrandir son troupeau. Une très bonne année pour lui et ses proches.

Il appartient donc aux décideurs politiques d'imaginer des mécanismes permettant de trouver un juste équilibre : un niveau de prix suffisant pour que les agricultures soient plus rentables, produisent plus, et que les revenus des agriculteurs dynamisent les économies locales, mais sans excès pour ne pas affamer les populations urbaines, et aboutir à des émeutes de la faim comme en ont connu une trentaine de pays en 2007 et 2008.

La sécurité alimentaire n'est pas seulement liée à des problématiques agricoles et techniques, mais est de plus en plus associée à un contexte économique et social plus large. Cet enjeu majeur qu'est le lien entre la sécurité alimentaire et l'agriculture trouve sa place

dans les préoccupations de tous les pays, au Nord comme au Sud, comme en témoigne l'importance des politiques agricoles destinées à assurer une souveraineté alimentaire en Europe ou aux États-Unis.

À l'échelle locale, le dilemme se pose également dans l'équilibre du soutien apporté d'une part aux plus pauvres et d'autre part à des agriculteurs relativement plus aisés. Les premiers n'ont souvent plus les moyens, notamment fonciers, de développer une activité agricole et donc de subvenir à leurs propres besoins. Il leur faut développer d'autres activités non-agricoles. Les seconds sont par contre capables de développer la productivité de leur exploitation afin de contribuer à l'accroissement de la production et donc de la disponibilité alimentaire locale, nationale, et finalement mondiale. À travers ses actions, Triangle G H s'efforce d'assurer un équilibre dans son soutien aux uns et aux autres.

Afin de rétablir les équilibres, il est nécessaire d'investir dans l'agriculture, et la marge de progression existe incontestablement, seule manquait la volonté. Les orientations de nombreux pays et des institutions internationales ont aujourd'hui évolué, à l'image de la Banque mondiale qui reconnaît avoir découragé, à tort, le secteur primaire. À l'échelle macroéconomique, la production alimentaire ne cesse de croître et a atteint, selon la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), un nouveau record en 2007. Seul problème, la croissance démographique est encore supérieure, et depuis 1984 la disponibilité alimentaire par personne diminue chaque année.

Seule une stratégie globale peut avoir une influence significative et durable sur la sécurité alimentaire mondiale. Si la coordination de tous les acteurs au niveau local est nécessaire pour apporter des améliorations techniques, trouver le juste équilibre entre l'augmentation des rendements et la préservation des écosystèmes, elle n'est pas suffisante. Des actions politiques d'envergure au niveau national et international sont impératives. Les attentes seront grandes quant aux conclusions du Sommet Mondial des Chefs d'États et de Gouvernement sur la Sécurité Alimentaire qui aura lieu à Rome, du 16 au 18 novembre 2009.

## **Birmanie - Programme de Soutien à la sécurité alimentaire dans les zones affectées par le cyclone Nargis financé par l'Aide Alimentaire Programmée**

Par *Éric Martin* – chef de mission Triangle G H Birmanie / octobre 2009



Réunion villageoise à Laputta pour organiser les distributions de semences de riz

Depuis le cyclone Nargis, qui a frappé la Birmanie les 2 et 3 mai 2008, entraînant la mort de plus de 120 000 personnes dans les provinces de l'Ayeyarwady et Yangon, Triangle G H a inscrit son action dans ce pays sur l'aide d'urgence dans un premier temps (réhabilitation des services de base, accès à l'eau potable), puis, rapidement, sur la relance des activités économiques et génératrices de revenus (agricoles, d'élevage, de pêche, maraîchage).

Le cyclone Nargis a frappé une région jusqu'alors peu ciblée par l'aide humanitaire en raison de sa relative prospérité. Considéré comme le « grenier à riz » du pays, l'Ayeyarwady a été ravagé par les vents et la montée des eaux. En plus des vies humaines détruites par le cyclone, des biens matériels (maisons, écoles, temples, ponts, jetées, routes, bateaux) ont été anéantis, le bétail de trait et d'élevage a été décimé, et les ressources en eau douce polluées. Les activités et les réseaux économiques se sont effondrés du fait de la perte des outils de travail ainsi que des stocks de produits bruts. La nature a, elle aussi, bien souffert : les vagues et le vent ont abattu les arbres, les mangroves ont été rasées et des lambeaux de terres, dont certains habités, ont été emportés.

Plus d'une centaine d'ONG locales et internationales, dont Triangle G H, sont intervenues au lendemain de la catastrophe pour aider la population, et nombreuses sont celles encore présentes dans le delta. En 2008, Triangle G H a pour sa part contribué à la restauration des activités agricoles, d'élevage, de pêche, à la réhabilitation d'accès à l'eau et à la reconstruction d'infrastructures dans les districts de Laputta et de Kungyangon. Ces projets, basés sur une approche participative, nous ont permis d'acquérir une solide expérience dans des domaines variés (riziculture et maraîchage, élevage, pêche en rivière et mer, etc.) et surtout de développer une approche vis-à-vis des villages et une stratégie visant à renforcer les capacités de production et donc d'autosuffisance alimentaire des populations des zones ciblées.

Depuis mars 2009, Triangle G H met en œuvre un programme financé par l'Aide Alimentaire Programmée (MAE français), combinant distribution de denrées alimentaires et soutien à la relance des activités agricoles et de réhabilitation d'infrastructures villageoises. Un volet complémentaire de distribution de semences pour les cultures maraîchères familiales a aussi été intégré à ce programme.

### **Le programme AAP 2009 en quelques chiffres (octobre 2009) :**

- **Montant total du projet = 486.000 EUR**
- **Durée du projet : 9 mois de avril à décembre 2009**
- **Intervention dans plus de 63 villages, représentant une population de plus de 43 898 habitants**
- **Distribution de : 10 200 rations alimentaires mensuelles (riz, haricots, huile, sel et sucre), représentant plus de 630 tonnes de nourriture, 432 tonnes de semences rizicoles, 5 200 kits de jardinage (semences, engrais, outils).**
- **Contribution à la remise en culture de 16 000 hectares de rizières,**
- **Réhabilitation de : 10 ponts en bambou, bois et béton, 20 jetées en bois, 10 km de pistes (y compris drainage), 12 ponts d'eau (puits et réservoirs d'eau potable)**

*En contribuant à la relance agricole dans les zones affectées par le cyclone Nargis pour leur permettre de récupérer leurs capacités de production agricole et obtenir une récolte 2009 suffisante afin d'atténuer la crise alimentaire, l'action de Triangle G H s'est inscrite dans la thématique de la sécurité alimentaire tout en aidant à la relance des activités économiques et à la reconstitution des réseaux d'échange. En effet, cette intervention permettra à terme aux populations affectées par le cyclone Nargis de gérer au mieux la transition entre l'aide alimentaire d'urgence et la phase de stabilisation et de développement après l'arrêt de celle-ci.*

*Pour la mise en œuvre de ce projet, Triangle G H s'est appuyé d'une part sur son expérience acquise au cours de précédents projets en Birmanie, ainsi que dans d'autres pays où Triangle G H est intervenu et a dû faire face à des problématiques similaires. Les missions d'évaluation des besoins réalisées fin 2008 et début 2009 par l'équipe de Triangle G H avec l'appui d'experts et de membres du siège ont permis de cerner plusieurs problématiques : reconstruction, accès à l'eau potable, relance des activités agricoles, de la pêche, de l'élevage, et de l'artisanat.*

*Certaines de ces activités étant déjà soutenues par des fonds spécifiques, nous nous sommes concentrés sur la problématique de la relance des activités agricoles, qui nous semblait prioritaire et encore insuffisamment soutenue. C'est pourquoi notre réflexion s'est orientée vers une intervention de type « agricole », en y intégrant la réhabilitation des infrastructures permettant le transport et donc l'amélioration des échanges entre les villages, base de l'économie dans la région du delta.*

*Une intervention limitée stricto sensu à la remise en culture des terres agricoles dans le delta nous aurait obligés à cibler principalement, voire exclusivement, les propriétaires terriens (qui ont eux aussi perdu leurs moyens de production lors du cyclone et jouent un rôle déterminant dans la vie économique du village) au détriment des groupes de population les plus vulnérables. Notre intervention voulait certes favoriser la remise en culture des terres pour accroître la production alimentaire, mais également cibler les personnes sans ressources les plus touchées par la catastrophe : personnes employées comme journaliers ou saisonniers dans les rizières pendant la saison des pluies (été) et pratiquant, le plus souvent, des activités de pêche, toujours en journaliers, en saison sèche (hiver).*

*En Birmanie, les fermiers emploient des travailleurs journaliers en les payant en riz et en argent. Ces travailleurs perçoivent donc le plus souvent un salaire et de la nourriture en début de la saison agricole, et reçoivent lors des moissons un complément de*

nourriture, sous forme de riz, proportionnel à leur travail et au rendement de la récolte. En mai 2009, début de la saison des semis, plusieurs difficultés se présentaient pour les agriculteurs du delta, et notamment un manque d'accès aux semences de riz et aux moyens traditionnels de préparation des terres (absence de bêtes de trait, mais également incapacité à embaucher et rémunérer la main-d'œuvre). En effet, les semis et les réserves de riz ont été dans leur quasi-totalité emportés et détruits par le cyclone.

Le programme d'aide alimentaire de l'AAP, basé sur la distribution de nourriture et de semences s'inscrivait donc pleinement dans cette logique. Les bénéficiaires directs (travailleurs journaliers) ont été sélectionnés dans 50 villages qui avaient été ciblés lors de nos diverses évaluations selon les critères suivants : fortement touchés par le cyclone, encore peu ou pas atteint par l'aide humanitaire et présentant des besoins importants en termes de relance agricole.

La mise en œuvre des activités s'est faite en partenariat avec les chefs des villages et les fermiers qui voulaient participer à l'opération. L'équipe Triangle G H a été répartie sur deux bases, Laputta et Kungyangon, pour couvrir respectivement 45 et 5 villages. 28 personnes ont été embauchées localement pour aider à l'organisation des achats, au suivi des distributions et des travaux, ainsi que pour l'encadrement de l'équipe.



Distribution de plants d'arbres fruitiers de la FAO

Une première phase de discussion avec les autorités locales, les chefs des villages, les bénéficiaires et les fermiers nous a permis d'affiner notre approche et d'optimiser l'organisation des distributions de nourriture.

Contenu des rations alimentaires (par mois et par famille) : 50 kg de riz blanc, 5 kg d'haricots, 4 litres d'huile alimentaire d'arachide, 830 gr de sucre, 830 gr de sel.

Les activités du programme ont ainsi démarré, selon un calendrier d'action respectant les contraintes saisonnières et agricoles.

Le premier objectif était de relancer l'activité agricole en fournissant aux paysans de la nourriture afin qu'ils puissent embaucher des travailleurs journaliers/saisonniers. Soulagés d'une partie de leur charges pour assurer la relance des rizicultures, les fermiers ont pu consacrer le peu d'argent dont ils disposaient à l'achat des semences et des engrais pour la remise en culture des rizières mises à mal par le lessivage à l'eau de mer dont elles avaient été victimes. A noter qu'une intervention de type « travail contre argent » aurait elle aussi été tout autant, voire plus adaptée au contexte dans certains villages pour relancer les activités et les échanges économiques. Malheureusement, ce type d'activité n'était pas éligible dans le cadre du mandat du bailleur de fond.

Une distribution mensuelle de rations alimentaires (sacs de riz, haricots, bouteilles d'huile...), calculée en fonction des jours travaillés, a été mise en place par l'équipe

*Triangle G H dans chaque village, avec l'aide des fermiers et des chefs de villages. Cependant, le problème des semences est vite apparu.*

*À l'origine du projet, en raison des stocks disponibles et de l'aide annoncée par d'autres agences internationales, il n'était pas prévu de distribuer des semences pour les rizicultures. Les difficultés d'achat rencontrées par des paysans qui avaient largement perdu leurs ressources, et le manque de disponibilité des semences se sont rapidement révélés. L'équipe de Triangle G H s'est alors engagée dans une course contre la montre, afin de trouver des semences en quantité suffisante pour couvrir les surfaces ciblées (mission difficile en raison de la rareté des semences disponibles en grande quantité à cette période en Birmanie) et de les acheminer au plus vite dans les villages les plus reculés du delta, avant que la période des semis ne s'achève. Les 430 tonnes de semences distribuées dans le cadre du projet ont ainsi permis de remettre en culture plus de 4.000 hectares de rizières, parmi les 16.000 hectares dans le cadre du FFW ou Travail contre Nourriture, les 12.000 hectares restants ayant reçu des semences d'autres organisations ou directement par les fermiers, si ces derniers en avaient la ressource.*

*Forte du succès de cette relance agricole, la seconde activité de réhabilitation d'infrastructures villageoises a pu être lancée. Basée sur le même principe de mobilisation des ressources humaines (travailleurs journaliers) rémunérées en rations alimentaires, et en soutenant l'achat des matériaux de construction, des travaux de réhabilitation de jetées, ponts et routes ont été réalisés. Toutes ces infrastructures sont liées aux activités économiques des villages, leur permettant soit l'accès aux champs, soit la communication avec les autres villages et les villes où sont installés des marchés.*

*En parallèle de ces activités, des kits de semences ont été distribués, visant les personnes sans ressources disposant d'une petite parcelle de terre cultivable, afin de valoriser cette dernière grâce à des cultures potagères vivrières. Courges, haricots, gombo, concombre et autres légumes ont ainsi pu être cultivés, avec l'apport d'engrais. Il était également prévu de distribuer des semences « hivernales » comme la citrouille en fin de projet.*

*Comme toutes ces activités sont liées aux ressources en eau, un volet de réhabilitation des sources d'eau potable telles que puits ou réservoirs à ciel ouvert a été intégré. Ces sources d'eau avaient été polluées lors du cyclone par l'eau de mer ainsi que par des dépôts d'alluvions. La saison des pluies de 2008 n'était pas venue à bout de cette pollution, et la saison sèche de 2008 fut pour beaucoup difficile en termes d'approvisionnement en eau potable. Grâce à l'intervention de l'aide internationale en vue de résoudre cette problématique, et grâce à la saison des pluies de 2009, les sources d'eau potables sont dorénavant plus saines et réduiront les problèmes d'approvisionnement en eau.*

*Au niveau des accès sur le terrain, même si les procédures sont toujours lourdes (demande d'autorisations mensuelles de déplacements auprès du ministère de tutelle), elles n'ont cependant jamais entravé le bon déroulement du projet. La vraie problématique concerne les visas des expatriés, car si les procédures ont été simplifiées pendant un certain temps en 2008 pour faciliter l'intervention humanitaire d'urgence, elles sont redevenues normales (et donc longues et compliquées) depuis*



L'équipe Triangle G H dans un village de Pynsalu

*avril 2009. Quelques périodes en sous effectifs ont donc dû être gérées, mais là aussi sans entraîner de perturbations majeures par rapport au programme.*

*Les déplacements entre les villages se font principalement par bateau et quelquefois par voie terrestre. Durant la période de la mousson, les pluies, conjuguées aux vagues et aux courants rendent parfois dangereux les transports, obligeant les équipes à rebrousser chemin en attendant l'accalmie.*

*Enfin, la coordination entre Triangle G H et les autres organisations intervenant dans les mêmes zones et sur des problématiques identiques se fait principalement au niveau local, sous supervision des autorités birmanes.*

*Si la sécurité alimentaire des plus démunis a pu être améliorée pendant cette saison agricole 2009, et si la récolte 2009 et la relance pour la saison 2010 est assurée en partie, il n'en demeure pas moins que la situation alimentaire dans le delta de l'Ayeyarwady est encore très précaire, et que la mobilisation des bailleurs et des organisations internationales doit être constante, à l'écoute des besoins et de la population.*

# république centrafricaine



La République centrafricaine, aussi appelée Centrafrique, est bordée par le Tchad (nord), le Soudan (est), la République démocratique du Congo et le Congo (sud), le Cameroun (ouest).

Colonie française depuis 1905 sous le nom d'Oubangui-Chari, puis département d'outre mer à partir de 1946, le pays devient République Centrafricaine au sein de la communauté française en 1958, et proclame son indépendance en 1960. Son second président sera renversé en 1966 par Jean-Bedel Bokassa, qui proclame l'Empire Centrafricain et devient empereur en 1976. A l'issue d'une opération menée par la France en 1979, le président Dacko revient au pouvoir, dont il sera à nouveau chassé en 1981 par un coup d'état militaire.

En 1993, sous la pression de la France, des élections sont organisées et un nouveau président est élu. Une instabilité politique s'ensuit, ainsi que des mutineries dans l'armée, auxquelles les accords de Bangui mettront fin en 1997. En 1999, le président Patassé est réélu. Il sera renversé par son ancien chef d'état major, le général Bozizé, en 2003. En 2005, après des élections plusieurs fois reportées, le général Bozizé est élu président de la République.

## Quelques indicateurs socio-économiques

|                                 |            |
|---------------------------------|------------|
| Capitale                        | Bangui     |
| Régime                          | République |
| Population (en millions)        | 4,34       |
| Croissance démographique        | 1,3%/an    |
| Espérance de vie à la naissance | 44,5 ans   |
| PIB / Habitant                  | 464 USD/an |
| Croissance économique           | 2,2%/an    |

### ● Situation humanitaire

*Les luttes successives pour le pouvoir que connaît le pays depuis son indépendance et les plus récentes « ondes de choc » liées aux crises des pays voisins (RDC, Tchad et Soudan), ont favorisé le passage à la rébellion de groupes politico-militaires dont les opérations, certes hétéroclites, convergent pour maintenir le pays dans un état d'instabilité permanent. Il résulte des crises successives survenues au cours de cette décennie une situation humanitaire dégradée dans un pays où le niveau de développement socio-économique est très bas, malgré la présence notoire des ressources naturelles à forte valeur ajoutée. A cette pauvreté « installée » au long des crises, à l'absence de développement qui représente un « lit » extrêmement favorable aux rébellions d'aujourd'hui, s'ajoute un nouvel épisode de déplacement de populations lié à l'insécurité décrite plus haut. En plus des personnes réfugiées au Cameroun, au Tchad ou au Soudan, on estime à 100.000 le nombre de déplacés à l'intérieur du pays.*

### ● Triangle G H en RCA

*Au vu de cette situation et compte tenu du très faible nombre d'acteurs humanitaires alors présents, Triangle G H décide en février 2007 d'une mission d'étude, qui débouchera sur la définition d'un premier programme dans la région de Birao, à l'extrême nord est du pays. Une première réponse d'urgence a permis l'identification plus précise des besoins et réponses à apporter. Les premières actions ont initié la réalisation d'un travail visant à améliorer la situation des personnes en termes d'accès à l'eau et d'assainissement dans les zones les plus reculées de la Vakaga (régions de Gordil, Sikikédé, Boromata et Tiringoulou). Les populations étant à ce jour dans une très large majorité retournées dans leurs villages d'origine, et selon une répartition démographique modifiée par la résurgence des violences en 2009, Triangle G H s'attache désormais à soutenir le niveau de sécurité alimentaire dans les zones d'intervention et à créer les conditions d'une amélioration durable de l'accès à l'eau potable et à l'éducation primaire. C'est en soutenant les organisations villageoises en charge des écoles et des points d'eau que Triangle G H cherche à redynamiser ces secteurs et à relancer la réappropriation par les organes de l'état des préfectures éloignées dans lesquelles elle intervient.*

*Depuis le début de sa présence à Sam Ouandja, en mai 2007 aux côtés des réfugiés soudanais, Triangle G H évalue aussi les besoins humanitaires de la population résidente.*

## Soutien à la restauration des services essentiels et à la redynamisation du tissu social dans la préfecture de Vakaga

- **Financement :** EuropeAid (Service de coopération de la Commission européenne), UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), CHF (Fonds humanitaire commun des Nations Unies)
- **Budget global :** 1 657 K€
- **Durée :** 32 mois (novembre 2008 – juin 2011)

A la suite d'interventions de première urgence, Triangle G H entame un travail visant à apporter un mieux durable des conditions de vie des populations de la Vakaga, notamment pour ce qui concerne les secteurs de l'éducation et de l'accès à l'eau.

### ● Les objectifs du projet sont de :

- Contribuer à assurer l'accès à l'éducation primaire pour tous ;
- Contribuer à réduire le pourcentage de la population n'ayant pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ;
- Contribuer à pérenniser les services rendus disponibles par le projet.



Ecolier réparant son banc - Vakaga

### ● Plus spécifiquement, l'action prévoit :

- La construction ou reconstruction de 25 bâtiments scolaires ;
- La formation des maîtres, fonctionnaires ou « maîtres-parents » ;
- La formalisation et la formation d'associations de parents d'élèves villageoises ;
- La création de 10 nouveaux points d'eau potable (forages) ;
- La formation d'agents de maintenance et leur accompagnement dans leurs activités d'entretien et / ou de réhabilitation des points d'eau existants ;
- La formalisation et la formation de comités villageois de gestion de l'eau ;
- Un travail visant à encourager une présence plus active de l'administration, ainsi que la mise en réseau de ses représentants avec les associations villageoises soutenues.



École détruite - Boromata



École après réhabilitation - Birao

Photos : Olivier Herrmann/TGH



Point d'eau - Manou

Le projet combine ainsi un travail visant à améliorer la situation des personnes en termes d'infrastructures disponibles, avec des efforts sur les plans organisationnel et institutionnel ; ce dernier aspect inclura, outre une coopération étroite avec les ministères compétents, la participation de l'UNICEF.



Forage en cours de réhabilitation - Birao

En 2008 la Commission européenne a décidé de consacrer une enveloppe financière spécifique pour des projets de développement en Vakaga, préfecture isolée du nord-est de la République Centrafricaine. Conduire des projets sur le long terme dès la fin de la crise est un choix pour Triangle G H dans ce pays. Dès lors, la collaboration avec la Délégation de la Commission européenne s'est imposée naturellement et a permis l'ouverture d'un projet d'envergure en octobre 2008.

Prévu sur une période de 32 mois, le soutien à la redynamisation des services essentiels dans la Vakaga prévoit d'améliorer les conditions d'accès à l'eau et à l'éducation primaire dans la préfecture. Il s'agit de soutenir la reconstruction des dynamiques sociocommunitaires de chaque village concerné par le projet en reformant les structures villageoises de gestion des services essentiels que sont l'eau de boisson et l'école primaire.

Naturellement isolée au sein de la République Centrafricaine et culturellement discriminée, la préfecture de la Vakaga présente un niveau de sous-développement rare, que cinq années d'une insécurité croissante n'ont fait qu'accentuer.

Aujourd'hui encore, la représentation de l'administration n'est qu'imparfaite et parfois erratique, et les communautés demeurent largement livrées à elles-mêmes, avec des moyens plus que limités pour pallier l'absence de soutien dont elles souffrent.

Une immédiate conséquence est un niveau d'infrastructures de services singulièrement faible, et qui a été encore amoindri par la raréfaction des activités de maintenance – qu'une insécurité croissante depuis l'année 2000 n'a fait qu'aggraver – puis par les destructions intervenues durant les combats de la fin 2006 et du printemps 2007.

La situation des personnes est ainsi rendue particulièrement difficile, tant au niveau du quotidien que du point de vue des perspectives d'avenir.

**L'action proposée entend s'attacher à modérer cette difficulté ; ses objectifs généraux, qui sont au rang des objectifs du millénaire, sont ainsi de :**

- **Contribuer à réduire le pourcentage de la population n'ayant pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable :** l'accès à l'eau en Vakaga est parmi les plus faibles de la Centrafrique : moins de 30% des personnes ont accès à une eau potable, moins de 45% consomment une eau considérée comme salubre, et plus de 85% des

personnes ne trouvent pas d'eau à moins de 500 mètres. 10 forages seront réalisés et équipés de pompes à énergie humaine au cours du premier trimestre 2010.

• **Contribuer à assurer l'accès à l'éducation primaire pour tous** : en matière d'éducation, le constat similaire d'un très faible niveau d'accès aux services combiné à de pauvres capacités de gestion peut être dressé. La Vakaga présente les taux d'analphabétisme les plus importants de RCA, et la proportion d'enseignants non fonctionnaires y est la plus élevée. 25 écoles seront concernées par la création de nouvelles salles de classe ou la réhabilitation des classes existantes.

Plus spécifiquement, le programme s'attache à accroître la disponibilité des infrastructures publiques permettant un accès amélioré aux services essentiels. L'action s'attachera donc à développer les capacités locales en lien avec les services ciblés, afin de répondre à la fois aux exigences de pérennisation des services rendus disponibles par le projet, et aux besoins de restauration et de développement d'un tissu socio-organisationnel sans lequel tout effort de développement aurait toute chance de demeurer vain. Dans le cadre de l'action, il s'agira d'intégrer d'une part l'évident besoin d'une représentation administrative active, sans laquelle la région demeurerait marginalisée, et d'autre part les réalités socio-économiques de la préfecture et du pays : pour essentielle qu'elle soit, la présence de l'État en Vakaga ne saurait être suffisante, du moins avant de nombreuses années, pour que les communautés et les organisations qui en émanent n'aient pas un rôle prépondérant.

## Amélioration de l'accès à l'éducation primaire à Sam Ouandja

- **Financement** : UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance)
- **Budget global** : 162 K€
- **Durée** : 13 mois (décembre 2008 – décembre 2009)

Depuis le début de sa présence à Sam Ouandja, en mai 2007 aux côtés des réfugiés soudanais, Triangle G H évalue aussi les besoins humanitaires de la population résidente. La sociologie bien spécifique de cette ville diamantaire très isolée offre un cadre peu favorable à l'organisation collective spontanée et efficiente des services. A ce titre, la gestion des ressources collectives doit être promue et dynamisée au travers de programmes aux apports visibles pour la population.

Les objectifs du projet sont de contribuer à assurer l'accès à l'éducation primaire pour tous, d'augmenter les capacités d'accueil des écoles de Sam Ouandja en matière d'espace et d'encadrement, et d'améliorer les conditions de l'enseignement primaire.

### ● Plus spécifiquement, l'action prévoit :

- La réhabilitation et amélioration des infrastructures scolaires ;
- La création d'une classe d'adaptation pour les plus grands ;
- La distribution de kits pédagogiques et scolaires ;
- La formation et le suivi des enseignants ;

- Le soutien, le renforcement et le suivi des Association de Parents d'Elèves ;
- Un travail socio-éducatif auprès des familles ;
- La mise en place de jardins pédagogiques – FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) / Triangle G H.

Dès la première soumission de ce projet, l'équipe éducation de Triangle G H estimait déjà qu'un prolongement serait nécessaire afin d'inscrire dans la durée le travail sociocommunautaire effectué auprès des populations de Sam Ouandja. Les interactions positives dans ce domaine sont par ailleurs grandissantes avec les programmes agricoles et pour l'accès à l'eau présentés plus bas.

## Renforcement de la sécurité alimentaire des populations de la Vakaga et de la Haute Kotto

- **Financement : FAO** (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), **CIAA** (Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire)
- **Budget global : 290 K€**
- **Durée : 7 mois** (Avril – Octobre 2009)

Triangle G H a mené, grâce au soutien du Fonds Commun Humanitaire (CHF), fin 2008 et début 2009 une évaluation sur l'état de la sécurité alimentaire dans ses zones d'intervention, ainsi que des potentialités de développement agricole existantes. Bien que les capacités agricoles des zones dans lesquelles Triangle G H intervient soient importantes, la précarité alimentaire reste le lot commun de la majorité des familles qui y résident. Celle-ci est enracinée de longue date dans l'isolement social, géographique et économique qui est le terreau de la rébellion plus dévastatrice à ce jour que source d'avancées tangibles en matière de développement ou même politique.

Les objectifs de cette action étaient d'assurer un accès recouvré et/ou amélioré aux intrants agricoles de base (semences), de contribuer à l'augmentation des surfacesensemencées et à des productions accrues et diversifiées, et de favoriser la disponibilité et l'accessibilité de produits alimentaires variés au niveau local.



Seul exemple local d'agriculture attelée - Sam Ouandja

© F. Monneret/TGH



Préparation de l'irrigation pour les cultures maraichères - Sam Ouandja



Plantation d'arachide - Sam Ouandja

### ● Plus spécifiquement, l'action comprenait :

- La distribution de kits de semences pour 13 000 familles ;
- La création de parcelles pilotes pour capitalisation et formation ;
- Des mesures des surfacesensemencées, des estimations des rendements et des productions ;
- Une mise à disposition des données à l'ensemble des acteurs du secteur.

Il s'agissait là encore de promouvoir la structuration sociale à l'échelle de chaque village afin d'optimiser la mise en œuvre des moyens techniques et de renforcer le niveau de connaissances. Triangle G H a collaboré de près avec l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA) et l'Institut Centrafricain de Recherche Agronomique (ICRA), notamment pour soutenir la présence des représentants de l'État dans les préfectures les plus reculées.

Triangle G H recherche actuellement des fonds additionnels, déterminants d'une intervention à plus large échelle permettant les conditions d'une dynamisation significative du secteur primaire dans le nord-est du pays qui contribuerait à la réintégration de la zone dans l'espace centrafricain et à la consolidation de la sécurité économique des familles qui l'habitent.

## Soutien aux réfugiés soudanais de Sam Ouandja pour leur accès aux services essentiels et leur intégration

- **Financement : UNHCR** (Agence des Nations Unies pour les réfugiés)
- **Budget global : 276 K€**
- **Durée : 12 mois** (janvier 2009 – décembre 2009)

Dans la continuité du programme des 12 mois précédents et en conformité avec sa stratégie, Triangle G H a décidé de soutenir fortement l'intégration des réfugiés soudanais dans leur nouvel environnement de vie.

Les objectifs du projet consistaient à assurer l'accès des réfugiés aux services essentiels et de contribuer à leur intégration et autonomisation.

### ● Plus spécifiquement, l'action prévoyait :

- La maintenance et l'opération quotidienne d'une station d'eau potable ;
- La construction de deux puits dans le camp,
- La formation d'un comité d'eau ;
- La construction d'une latrine pour les familles les plus vulnérables ;
- La tenue de sessions de promotion à l'hygiène ciblées et adaptées ;
- La restructuration et le suivi de la collecte des ordures ;
- L'organisation de l'école primaire du camp et d'un jardin d'enfants, et la construction de table-bancs ;
- L'organisation d'activités ludiques et sportives ;
- Le soutien à la création et le suivi de groupements agricoles et/ou économiques ;
- La mise en place de formations professionnelles non formelles ;
- L'organisation de cours d'alphabétisation ;
- La distribution d'intrants agricoles ;
- La rédaction de rapports de protection ;
- Des réunions de coordination des parties prenantes.

Outre le conflit du Darfour voisin, toujours particulièrement violent, qui ne saura pas à moyen terme offrir à ces familles les conditions d'une réinstallation sécurisée dans leur pays d'origine, une population ne peut s'intégrer localement si l'assistance continue d'affluer massivement et de façon bien peu équilibrée entre population hôte et réfugiée. Il s'agit alors de mieux mesurer le soutien à apporter et, comme montré ci-dessus, d'orienter l'action vers le renforcement des capacités d'auto-prise en charge.

## Vers un accès pérenne à une eau de boisson suffisante et de qualité accrue pour les populations vulnérables

- **Financement : ECHO** (Service d'aide humanitaire de la Commission Européenne)
- **Budget global : 260 K€**
- **Durée : 9,5 mois** (mars 2009 – décembre 2009) – projet étendu 2 mois supplémentaires (février 2010)

La ville de Sam Ouandja ne dispose d'aucune source d'eau potable malgré de la disponibilité de la ressource souterraine en quantité suffisante. Le problème réside donc dans le manque de structures adaptées pour l'en extraire. Comme on l'a expliqué plus haut, au-delà des travaux techniques fondateurs de l'accès à l'eau potable, il s'agira en parallèle de soutenir la création des outils de la gestion collective de la ressource afin de permettre la durabilité de l'opération.

Les objectifs du projet sont d'améliorer l'accès à l'eau de boisson des communautés ciblées et d'accroître leurs connaissances et pratiques améliorées en matière de gestion et d'usage de l'eau.

### ● Plus spécifiquement, l'action prévoit :

- La création et l'équipement de 3 nouveaux forages ;
- La création, l'aménagement et la protection de 18 puits ;
- La formation d'un comité de gestion de l'eau pour la ville ;
- La formation de techniciens pour l'entretien des puits et des forages ;
- Des séances de sensibilisation aux bons usages de l'eau ;
- Des tests des systèmes d'exhaure ;
- La création d'un comité d'hygiène, la formation et le suivi de 20 agents communautaires ;
- Une étude de petite échelle sur l'adaptation des pratiques en termes d'usage de l'eau et d'hygiène.

Ce programme a d'ores et déjà permis la réalisation de 21 points d'eau pérennes dans la ville, donnant accès à l'eau potable pour l'ensemble de la population résidente. Les solutions techniques choisies pour les points d'eau ainsi que les systèmes d'exhaure sont simples et peu demandeuses en maintenance, ce qui augure une stabilisation de l'accès à l'eau pour les années à venir si les comités de gestion créés par le projet parviennent à collecter les cotisations mises en place et à gérer les infrastructures avec transparence et continuité.

## Soutien alimentaire sur la zone de Birao affectée par l'insécurité en Vakaga

- **Financement : PAM** (Programme Alimentaire Mondial)
- **Budget global : 27 K€**
- **Durée : 5 mois** (juillet 2009 – novembre 2009)

A la suite des deux violentes attaques de la ville en juin 2009, Triangle G H a choisi d'adapter sa stratégie d'intervention à Birao afin de subvenir aux besoins des populations victimes du conflit renaissant. Bon nombre de familles ont quitté la ville, d'autres sont arrivées pour y chercher la protection des autorités présentes. A l'intérieur même de la ville, plusieurs centaines de familles résidentes avaient tout perdu (maisons brûlées, réserves pillées...). Triangle G H s'est alors notamment positionné sur la distribution de vivres pour ces familles, les besoins étant particulièrement criants en ce début de saison agricole (période de soudure). Le marché qui avait été pour partie pillé ne pouvait plus être approvisionné pour les cinq mois à venir du fait en premier lieu de la frilosité des transporteurs à envoyer des camions dans une zone en conflit actif, puis de la clôture des pistes début juillet après les premières pluies.

L'objectif de l'action était de permettre à la population de Birao et aux déplacés des entourages d'accéder à des rations de vivres, grâce à une distribution mensuelle pour 15 000 personnes. Ce programme a permis la distribution de plus de 250 tonnes de vivres aux personnes déplacées ainsi qu'aux résidents de Birao. L'action a été arrêtée à la fin de la saison des pluies au cours de laquelle les habitants ont peu cultivé et donc peu récolté. Le maintien d'une action aurait été envisageable si le PAM avait été en mesure d'acheminer des vivres supplémentaires courant octobre, ce qui n'a pas été le cas pour des raisons logistiques.

# soudan



Le Soudan est un pays de l'est de l'Afrique, bordé par la Libye et l'Égypte (nord), l'Érythrée et l'Éthiopie (est), le Kenya, l'Ouganda et la République démocratique du Congo (sud), la République centrafricaine, et le Tchad (ouest).

Ancienne Nubie dans l'Antiquité, le Soudan est sous domination égyptienne de 1820 jusqu'à l'insurrection menée par Muhammad Ahmad ibn Abd Allah Al-Mahdi en 1881. Une expédition militaire britannique et égyptienne reprend le contrôle du territoire en 1898, et crée un condominium anglo-égyptien.

En 1951, le roi Farouk d'Égypte se proclame roi du Soudan.

En 1953, un traité anglo-égyptien reconnaît le droit à l'autodétermination du pays. L'indépendance sera officiellement proclamée en 1956, et les premiers mouvements de rébellion apparaissent dans le sud du pays.

En 1958, un coup d'état porte les militaires au pouvoir jusqu'en 1964.

Un rétablissement de la démocratie a lieu jusqu'en 1969, où un coup d'état remet à nouveau le pouvoir entre les mains des militaires, qui accordent l'autonomie aux sécessionnistes du sud. En 1972, la loi islamique est proclamée au Soudan, provoquant un nouveau soulèvement des rebelles du sud du pays regroupés au sein de l'Armée de libération du peuple soudanais. La démocratie est rétablie en 1986, jusqu'à un nouveau coup d'état en 1989 rétablissant la loi islamique, et intensifiant les combats. Un cessez-le-feu intervient en 1995, et le droit à l'autodétermination des peuples du sud est reconnu en 1998, sans être suivi d'effet. La guerre entre le nord et le sud a pris fin en 2005, le sud a obtenu une certaine autonomie politique, économique et religieuse. Cependant, en 2003, une guerre civile a éclaté au Darfour, province de l'ouest du Soudan, déplaçant près de 3 millions de personnes et faisant près de 250 000 victimes. Les discussions multipartites successives pour la paix n'ont pas permis à ce jour d'endiguer le conflit, elles ont plutôt contribué à morceler les belligérants en une multitude de groupes aujourd'hui difficilement contrôlables. L'économie de guerre développée par ceux-ci ainsi que par les mercenaires qui les soutiennent génère une insécurité additionnelle qui rend les conditions de travail particulièrement complexes pour les acteurs humanitaires. Le conflit au sud a par ailleurs repris, même si le processus de paix est toujours en cours.

## Quelques indicateurs socio-économiques

|                                 |              |
|---------------------------------|--------------|
| Capitale                        | Khartoum     |
| Régime                          | République   |
| Population (en millions)        | 41,3         |
| Croissance démographique        | 2%/an        |
| Espérance de vie à la naissance | 51,4 ans     |
| PIB / Habitant                  | 1.700 USD/an |
| Croissance économique           | 7.555%/an    |

### ● Situation humanitaire

La région du Darfour dans l'ouest du Soudan est aux prises avec l'une des pires urgences humanitaires du monde. Sur les 6 millions d'habitants que comptait le Darfour au début du conflit, 2,5 millions ont été déplacés, 250.000 se sont réfugiés dans l'est du Tchad, 300.000 personnes sont décédées du fait du conflit ou de ses conséquences. Selon l'ONU, 4,5 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire.

Outre le Darfour, d'autres parties du Soudan, en particulier dans le sud, sont confrontées à des besoins humanitaires énormes. Des affrontements dans la région d'Abyei, riche en pétrole, font planer des menaces sur l'accord de paix nord-sud de 2005.

### ● Triangle G H au Soudan

Triangle GH a débuté ses opérations dans l'ouest du Darfour en juin 2004, avec un programme d'assistance aux personnes déplacées (approvisionnement en eau, hygiène, distribution de biens non alimentaires et coordination) au bénéfice du camp de Ryad, situé dans la périphérie de la ville d'El Geneina. D'autres organisations rejoignent alors rapidement la capitale de l'ouest Darfour, et les équipes de Triangle G H réalisent l'immensité des besoins des populations établies en zones rurales. Les contraintes d'accès aux villages sont nombreuses, et directement liées à la sécurité dans le contexte de crise politique, économique et ethnique qui secoue la région.

En 2005, les premières distributions d'intrants agricoles se mettent en place dans des villages au nord d'El Geneina et se poursuivent depuis, en dépit des aléas des conditions sécuritaires. En avril, Triangle G H s'établit à Bindizi (Wadi Saleh), un secteur rural en marge de l'aide humanitaire massive dès lors observée dans les principales villes et camps du Darfour. Prenant en considération les spécificités du contexte, un programme intégré est élaboré puis mis en place, comprenant des distributions de biens non alimentaires de première nécessité, des infrastructures permettant un accès et un environnement sanitaire adapté, ainsi que des activités de soutien à la sécurité alimentaire pour des populations en situation de réelle vulnérabilité.

**Dès le début du programme, ce dernier secteur a soulevé des enjeux conséquents :**

- *Ethniques : la distribution d'intrants agricoles implique un accès aux terres, aux points d'eau, dans un contexte où l'accès aux ressources naturelles est l'objet d'une forte concurrence, voire d'intérêts divergents selon les catégories de population (sédentaires, nomades et déplacés) ;*

- *Sécuritaires : une exposition supplémentaire des femmes et des cultivateurs aux attaques potentielles orchestrées par les groupes de Janjaweed, dans un environnement où les systèmes traditionnels de gestion des conflits liés à la coexistence des pasteurs et éleveurs et aux cycles de transhumance ne fonctionnent plus.*

*En 2006, Triangle G H étend ses activités à la localité d'Um Dukhun, située aux confins du Darfour, du Tchad et de la RCA. La zone est en perpétuel mouvement et implique la mise en place régulière d'infrastructures d'urgence. En parallèle, Triangle G H développe à Um Dukhun des actions de sécurité alimentaire similaires à celles de Bindizi.*

*Si certaines fenêtres d'opération en zone rurale ont permis à Triangle G H d'engager des actions constituant les premières étapes de la phase de post urgence pour certaines des populations ciblées, la généralisation de l'insécurité au Darfour contraint aujourd'hui les acteurs humanitaires à la couverture stricte des besoins primaires des populations, impliquant des modifications organisationnelles importantes au sein de ses équipes.*

*L'année 2009 a constitué un virage majeur dans l'aide humanitaire au Darfour. D'une part, l'expulsion de 13 ONG internationales suite à la mise en accusation par la Cour Pénale Internationale du président Omar Al-Bechir réduit considérablement les capacités d'assistance aux populations. D'autre part, l'avènement de kidnapping de personnel expatrié comme nouvelle application du banditisme et de l'économie de guerre prévalent dans le Darfour. Triangle G H a été concerné par ce type d'incident en fin d'année, deux de ses membres ont été enlevés dans l'extrême nord de la République Centrafricaine et retenus trois mois et demi dans le Darfour.*

*La dynamique de réorganisation interne déjà lancée au sein de l'équipe de Triangle G H au Soudan a alors été accélérée pour permettre au personnel soudanais de prendre en main la gestion complète des activités de terrain menées au service des bénéficiaires de leur région, l'équipe managériale étant désormais basée à Khartoum sur un mode de contrôle à distance.*

## **Assistance aux populations affectées par le conflit (ouest Darfour)**

- **Financement : ECHO** (Service d'aide humanitaire de la Commission Européenne), **MAE** (Ministère français des affaires étrangères et européennes – Centre de crise et Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire), **UNHCR** (Agence des Nations Unies pour les réfugiés)
- **Budget Global I : 1 100K€**
- **Durée : 12 mois** (juin 2008 - mai 2009)
- **Budget Global II : 2 300K€**
- **Durée : 12 mois** (juin 2009 - mai 2010)

### ● **Objectifs :**

- Assurer l'approvisionnement en eau potable des populations des camps de Ryad, Bindizi et d'Um Dukhun ;
- Maintenir et développer l'accès à l'eau potable des populations rurales des régions de Bindizi et Um Dukhun ;

- Maintenir un dispositif permettant l'alimentation en eau des populations contraintes à de nouveaux déplacements dans les sites du projet ;
- Réhabiliter les latrines à disposition des personnes à mesure des besoins, construire de nouvelles unités chaque fois que nécessaire ;
- Contribuer à un environnement sanitaire acceptable au travers de la collecte des déchets, du traitement des eaux stagnantes ainsi que par la réalisation d'équipements ciblés dans des lieux sensibles (marchés, zones d'abattage, etc.) ;
- Promouvoir des pratiques d'hygiène adaptées au travers d'activités de sensibilisation et d'éducation ;
- Assurer la distribution de biens non alimentaires de première nécessité ;
- Contribuer au travail de suivi des mouvements de population et à ce que personne ne soit exclu du dispositif d'assistance, et notamment de l'aide alimentaire.

Dés juin 2004, ECHO manifeste son soutien à Triangle G H via le financement d'un programme d'assistance aux personnes déplacées du camp de Ryad, situé à la périphérie de la ville d'El Geneina, où se sont réfugiées plus de 10.000 personnes ayant fui les combats et les exactions

Ce premier programme a permis la construction d'abris, de latrines et de douches, ainsi que la mise en place d'un dispositif visant au maintien d'un environnement sanitaire acceptable, incluant notamment un large volet de promotion de l'hygiène. Un réseau d'adduction d'eau potable a également été créé, assurant l'approvisionnement en eau du camp et des quartiers périphériques de la ville.

ECHO est ainsi au Soudan le partenaire majeur de notre association. Grâce à lui, et outre les activités qu'il finance directement, Triangle G H peut prendre la responsabilité d'activités financées par d'autres bailleurs tels que les agences des Nations Unies (UNHCR notamment) qui - bien qu'elles représentent un soutien significatif à nos actions - ne pourraient suffire à assurer notre présence.

A la suite de ce premier programme et parce qu'il est nécessaire de maintenir les services aux personnes dans la durée, ECHO a renouvelé sa confiance à Triangle G H et soutenu une extension de ses activités dans des zones plus reculées et moins bien « desservies » par l'aide humanitaire.

En avril 2005, Triangle G H entamait ainsi la mise en place d'un programme intégré à Bindizi, incluant des activités d'urgence telles que l'adduction d'eau, la construction de latrines et la distribution de biens non alimentaires (jerricanes, bâches plastiques, moustiquaires...), mais également des activités qui anticipaient les besoins futurs des populations, notamment la relance de l'activité agricole. Parce qu'elle implique que les personnes déplacées quittent le périmètre des camps et donc s'exposent à d'éventuelles attaques, l'activité agricole s'est accompagnée d'actions ciblant les communautés arabes afin d'afficher une neutralité qui contribue à restaurer la coexistence pacifique qui existait avant le conflit.

Aujourd'hui, l'ensemble du dispositif de Triangle G H soutenu par ECHO, le Centre de crise français (CDC) et l'UNHCR bénéficie à plus de 150.000 personnes.

## Vers une sécurité alimentaire renforcée et une dépendance réduite à l'aide des populations de l'ouest Darfour

- **Financement :** ECHO (Service d'aide humanitaire de la Commission Européenne), MAE (Ministère français des affaires étrangères et européennes - Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire)
- **Budget Global :** 1 400K€
- **Durée :** 12 mois (juin 2008 - mai 2009)

### ● Objectifs :

- Permettre le maintien et le développement de productions agricoles en saison sèche (agriculture irriguée) et pluviale ;
- Assurer la fourniture d'intrants agricoles à 32600 familles des régions d'El Geneina, Bindizi, Mukjar et Um Dukhun ;
- Apporter un appui technique constant aux fermiers ciblés par le projet, sur site et aux travers de sessions de formations spécifiques ;
- Soutenir et développer les initiatives locales de petits producteurs (apiculteurs, aviculteurs, etc.) ;
- Soutenir et développer les comités locaux de gestion des conflits autour des espaces agricoles (Bindizi) ainsi qu'autour des questions liées à la gestion des ressources naturelles (Um Dukhun) ;
- Offrir un accès adapté aux services vétérinaires pour 4500 familles d'éleveurs nomades et semi-nomades, ainsi qu'au bénéfice de 4000 fermiers propriétaires de petit bétail ;
- Aménager des structures de stockage des eaux de pluies (« hafirs ») à destination du bétail.

Parallèlement aux activités mentionnées dans le programme précédent et destinées aux personnes déplacées qui représentent toujours la majeure partie de l'effort engagé, Triangle G H a réalisé des campagnes de vaccination du bétail ainsi que la construction de puits sur les zones de pâtures et les itinéraires de transhumance.

Suite au succès d'une première campagne agricole, Triangle G H, avec le soutien réaffirmé d'ECHO, a étendu ses activités agricoles aux camps de Mukjar et Um Dukhun ainsi qu'aux villages environnants. Ce soutien en intrants est renouvelé et adapté chaque année aux populations présentes sur les zones d'intervention. Une attention particulière est par ailleurs donnée à la production maraîchère irriguée en contre-saison qui permet aux familles de diversifier leur alimentation et de générer un revenu nouveau.

## République centrafricaine / Soudan / Tchad

Source : Newsletter juillet 2009

### La Sécurité en Mission Humanitaire

Par Matthieu Lacourt - Consultant Sécurité

*Avant d'aborder la question de la gestion de la sécurité sur les terrains humanitaires, il convient de donner une définition du mot « sécurité » et d'en délimiter le champ d'application.*

#### Qu'entend-on par « sécurité » ?

*Dans la vie de tous les jours, ce terme inspire un sentiment rassurant de maîtrise de son environnement et des éléments extérieurs y évoluant. Se « sentir en sécurité » suppose que l'on ait une pleine connaissance de son environnement et des gens qui nous entourent. Il paraîtrait bien étrange, ou pour le moins présomptueux, de dire par exemple : « je me sens en sécurité dans cette ville où je viens de m'établir et où je ne connais personne ». Découvrir, appréhender, se familiariser, sont autant d'étapes successives qui rythment la vie du travailleur humanitaire et lui permettent de s'acclimater progressivement à un environnement qui lui est étranger. Un temps d'acclimatation, d'adaptation est toujours nécessaire afin d'avoir suffisamment de cartes en main pour développer des habitudes, des réflexes, et se sentir « chez soi ». Dans l'exemple cité, ce temps serait employé à appréhender son quartier pour discerner les rues hospitalières des ruelles à « éviter », à connaître ses voisins, leurs susceptibilités et leur (bonnes ou mauvaises) humeurs, à apprendre à connaître ses collègues de bureau, son responsable hiérarchique et ses subordonnés et leurs sautes d'humeur, qualités et défauts...*

*Découvrir, appréhender, se familiariser, sont autant d'étapes successives qui rythment la vie du travailleur humanitaire et lui permettent de s'acclimater progressivement à un environnement qui lui est étranger, dans une partie du monde qu'il lui était, quelques semaines auparavant, quasiment impossible de situer sur une carte.*

#### Le choc des cultures

*Le spectre des contextes et des menaces existantes sur les terrains humanitaires est vaste et très hétéroclite. Conflit armé, terrain miné, accident de la route, effraction, vol, attaque à main armée sont autant de menaces pesant sur les humanitaires qui, rappelons-le au passage, sont bien souvent issus d'un environnement d'un tout autre genre. Imaginez un jeune homme de 24 ans ayant grandi en France dans un environnement que nous qualifierons d'occidental, avec tout ce que cela implique de confort et de qualité de vie, se retrouvant du jour au lendemain « parachuté » pour sa première mission dans un camp de déplacés du Darfour et devant composer avec des populations ayant tout perdu, des chefs de bandes armées protégeant leurs intérêts, des représentants du gouvernement plus ou moins engagés dans la cause humanitaire, des*



© Didier Dematons  
Enfants du camp de réfugiés de Bindizi (Darfour).



© Cédric Breña

Camp de Réfugiés de Ryad – El Geneina (Darfour).

*cheikhs, des chefs coutumiers... le tout dans une langue intermédiaire, bien souvent l'anglais, qui n'est maîtrisée que partiellement par lui et ses interlocuteurs. Le challenge se révèle bien vite être de taille ! Et il est pourtant relevé chaque jour par des milliers d'humanitaires déployés de par le monde sur les urgences*

*ponctuelles ou chroniques, ainsi que sur les terrains dits de « développement ».*



© UNAMID (UN)

Rebelles soudanais du JEM (Mouvement pour la Justice et l'Égalité)

### **Gérer le décalage**

*La gestion de la sécurité ne peut être abordée convenablement sans une constance d'humilité et de respect. La nécessité de prendre ses marques est essentielle, voire vitale. Les conseils donnés aux futurs travailleurs humanitaires sur le départ sont d'une évidence déconcertante :*

- **Ne pas arriver en « terrain conquis »**, mais se laisser le temps de s'imprégner de l'ambiance. Avoir lu un livre sur le Sri Lanka ou détenir un Master en histoire ne permet pas de maîtriser tous les tenants et aboutissants de la cause tamoule. Penser que l'on sait avant même d'avoir atterri à Colombo est au contraire le meilleur moyen de débiter avec un parti pris strictement incompatible avec le principe d'impartialité inhérent au métier d'humanitaire ;
- **Respecter les us et coutumes locaux**, qu'ils soient religieux, culturels ou autres, et qu'ils rencontrent ou non notre accord. Il est crucial de toujours garder à l'esprit que nous sommes venus volontairement dans un pays afin d'aider une population victime, et que nous sommes « chez eux » ;
- **Tâcher de se fondre dans la population en adoptant un profil bas**, conscients que les regards seront, quoiqu'il en soit, portés sur nous, et que l'assimilation humanitaire – occident n'est pas toujours en notre faveur.

### **L'impact du comportement des expatriés sur la sécurité**

L'erreur trop souvent commise dans la gestion de la sécurité est de croire qu'elle n'est liée qu'à des éléments extérieurs à l'ONG (contexte, parties au conflit, gouvernement...), comme si l'ONG n'avait aucune influence, aucune interaction avec ces éléments extérieurs. Dans la gestion de la sécurité au quotidien, il convient donc de différencier la sûreté (ensemble des règles et pratiques mises en œuvre pour permettre de limiter les accidents dont la cause est « interne » à l'ONG) et la sécurité (ensemble des règles et mesures prises pour permettre de limiter les accidents dont la cause est « externe » à l'ONG).

#### **Prenons quelques exemples afin de clarifier cette nuance :**

- un accident de voiture au cours duquel le passager traverse le pare-brise car vous roulez trop vite et que le passager n'avait pas sa ceinture vous est directement imputable. Vous êtes donc la cause d'un accident qui aurait vraisemblablement pu être évité avec une vitesse adaptée et le port d'une ceinture de sécurité ;
- l'une de vos équipes travaille sur un camp de déplacés quand soudain des avions gouvernementaux surgissent et bombardent ce camp abritant soi-disant des rebelles, bien que n'hébergeant objectivement que des femmes et des enfants. Vous n'étiez pas ciblés directement, vous n'auriez pas pu anticiper un tel événement ni même tenter de l'empêcher par un quelconque moyen. Il s'agit alors bel et bien d'un événement totalement déconnecté de votre action humanitaire et pour lequel vous êtes donc victime de l'environnement dans lequel vous évoluez.

### **Concrètement, ce qui est mis en œuvre sur les missions humanitaires**

Une fois la période d'acclimatation passée, il s'agit d'être proactif et alerte sur les évolutions du contexte, les mouvements de groupes armés, les règles de comportement, etc., afin de ne pas tomber dans une phase dangereuse, considérée comme la principale ennemie de la gestion de la sécurité, nommée la Routine.

#### **Une vigilance particulière sur un certain nombre de règles doit donc être encouragée :**

- **Le suivi du contexte** : l'appréhension et la compréhension d'un contexte ne sont efficaces et utiles que lorsque l'on s'applique à suivre au quotidien son évolution. Des réunions entre les ONG, les agences des Nations Unies et autres permettent de partager des informations provenant des réseaux de chacun, de repérer des signes avant coureurs de reprise de conflit, etc. ;
- **La sensibilisation du personnel** : la réaction à un incident peut et doit être anticipée, et les équipes sensibilisées aux bonnes pratiques dans toutes les circonstances. Elles doivent par exemple connaître le comportement à adopter face à un barrage improvisé par des enfants soldats sous l'effet de drogues, ou lors d'une effraction nocturne sur un lieu de vie. Une préparation à de telles éventualités s'avère d'un grand secours lorsque l'on se retrouve devant le fait accompli. Le maître mot est bien évidemment la survie à tout prix, qu'il s'agisse de donner les clés de son véhicule ou même du coffre-fort. Le matériel ne vaut pas une vie ;
- **Les règles liées aux déplacements** : les accidents de véhicules étant la première cause de mortalité des expatriés en mission, ces règles doivent être scrupuleusement respectées. Porter la ceinture de sécurité, respecter les limitations de vitesse, respecter le couvre-feu, toujours se déplacer en convoi de deux véhicules minimum, sont autant de règles qui rythment le quotidien des travailleurs humanitaires ;

- **Les règles liées à la protection des bâtiments** : la présence et la formation de gardiens de jour comme de nuit assurant le contrôle des entrées et sorties de la maison, du bureau et des stocks de matériels destinés aux populations bénéficiaires, l'éclairage des abords des locaux dans les pays où le risque d'effraction nocturne est élevé, la présence de mesures de protection comme les fils barbelés surplombant des murs rehaussés, la pertinence de disposer d'une salle dite d'enclavement, aménagée pour accueillir les travailleurs humanitaires pendant 3-4 jours en autarcie (eau, nourriture, moyen de communication, etc.) doivent également être envisagés ;
- **Les règles liées à la gestion de l'argent** : les procédures d'approvisionnement des bases en argent, la nécessité d'avoir un coffre-fort, les règles concernant le paiement des salaires (règlement par chèque plutôt qu'en liquide afin d'éviter un stockage d'argent pouvant attirer les convoitises) ;
- **Les procédures liées à la santé** : souvent sous-estimée, la nécessité d'« imposer » des vacances aux humanitaires travaillant bien souvent une douzaine d'heures par jour, 6 voire 7 jours sur 7 doit être prise en compte. Les conditions climatiques parfois extrêmes, les conditions d'hygiène minimum et les maladies tropicales qui en découlent, telles que le paludisme, affaiblissent les organismes, et représentent également une mise en danger des personnels.



Piste entre Um Dukhun et Bindizi (Darfour).



Vols UNHAS<sup>13</sup> pour les déplacements des Humanitaires au Darfour.

## Conclusion

*L'action humanitaire est déployée dans des pays qui sont pour la plupart bien différents de ce que nous connaissons culturellement parlant, avec des schémas de pensée, des us et coutumes qui ne nous sont pas familiers. L'accessibilité aux populations bénéficiaires et la pertinence des projets que nous développons passent par la compréhension et le respect de ces différences. La gestion de la sécurité pourrait finalement être définie par une série de règles, procédures et bonnes pratiques, regroupées sous la forme d'une sorte de « code de conduite » adapté à chaque pays, à chaque zone d'intervention en fonction de ses spécificités intrinsèques. Ces règles, procédures et bonnes pratiques sont garantes d'une aide humanitaire qui sera délivrée aux populations bénéficiaires en fonction de leurs besoins, mais également en fonction de la réalité des terrains sur lesquels nous intervenons. Mieux vaut retarder une action à cause d'une menace potentielle identifiée plutôt que de mettre en danger nos équipes.*

### **Pour en savoir plus :**

[http://humanitarianprotection.org/AID\\_WORKER\\_SAFETY/aid\\_worker\\_safety.html](http://humanitarianprotection.org/AID_WORKER_SAFETY/aid_worker_safety.html)

## **République Centrafricaine, Soudan, Tchad : des frontières poreuses qui lient trois conflits en une crise humanitaire sans précédent.**

Par Félicie Monneret - Chargée de programmes Triangle G H / juillet 2009

Présentes respectivement depuis cinq et trois ans dans le Darfour et en République Centrafricaine, les équipes de Triangle G H vivent au cœur des conflits de l'est tchadien, du Darfour et de l'extrême nord-est de la RCA. Tant leurs origines, leur application, les moyens utilisés par les belligérants que les crises humanitaires qu'ils induisent traversent sinistrement les frontières de chacun des états concernés.

Si la forme du conflit est nouvelle du point de vue des analystes<sup>14</sup>, la mise en perspective de leurs origines les rapproche indéniablement, même si les combats politiques qui les ont déclenchés sont à l'origine nationaux.

La création des empires coloniaux du début du vingtième siècle a fixé des frontières administratives qui ont engendré le découpage de territoires autrefois unis par l'exploitation des ressources naturelles et les échanges commerciaux entre les peuples qui vivaient dans le Darfour, l'est du Tchad et la Vakaga (nord-est de la RCA). Largement décrit par les historiens, ce phénomène a engendré des luttes de pouvoir fortement déstabilisantes pour les jeunes états à l'heure de l'indépendance (Soudan en 1956, Tchad et RCA en 1960) ; la participation ultérieure bien connue de la France et de la Lybie dans les affaires nationales a par ailleurs largement contribué à l'armement des putschistes, au Tchad comme en RCA, dans les décennies suivantes. Au Soudan, par son administration séparée du nord et du sud, la Grande-Bretagne, en confiant le pouvoir aux élites arabes du nord, avait déjà semé les graines d'un conflit qui a germé quelques années plus tard, au début de l'exploitation pétrolière, et oppose encore aujourd'hui le sud au nord.

### **Les limites actuelles des trois pays ne sont qu'administratives, tant elles sont poreuses et scindent des territoires à beaucoup d'égards unifiés.**

La diplomatie régionale et les soutiens plus ou moins discrets des états tchadien, soudanais et centrafricain aux différents groupes rebelles et/ou politiques issus des pays voisins ont contribué à bien des égards aux secousses politiques de chacun des trois pays : on citera la FLORINAT<sup>15</sup> qui a provoqué le renversement de François Tombalbaye (premier président tchadien), le soutien avéré du gouvernement soudanais aux rebelles tchadiens unis désormais au sein de l'UFR qui souhaite prendre le pouvoir à Idriss Déby (ethnie Zaghawa), ou encore les appuis logistiques du gouvernement tchadien aux rebelles soudanais du JEM<sup>16</sup> et du SLA<sup>17</sup> ainsi qu'au groupe militaire nouvellement actif du CPJP<sup>18</sup> dans le nord-est centrafricain. Enfin, on peut citer l'utilisation stratégique du nord du territoire centrafricain comme zone de préparation et de repli pour les rebelles sudistes du SPLA au cours des combats les opposant depuis 1983 à l'armée régulière soudanaise dans le Bahr el-Ghazal.

Les trois régions qui nous concernent ici comportent de plus des caractéristiques socioéconomiques communes : peuplées d'une kyrielle d'ethnies historiquement transfrontalières, éloignées des centres administratifs et économiques de leurs états respectifs, elles abritent des populations de confession musulmane en très large majorité, vivant des produits de l'agriculture et de l'élevage extensif (nomadisme très présent à l'instar

14 - La lecture de « The Tormented Triangle : the regionalisation of conflict in Sudan, Chad and the Central African Republic », J. Giroux, D. Lanz, D. Sguaitamatti, Avril 09 apporte des éléments d'analyse à ce sujet et a été la source de plusieurs éléments historique de cet article. Disponible en ligne sur : [www.crisisstates.com](http://www.crisisstates.com)

15 - Front de Libération Nationale du Tchad

16 - Mouvement pour la Justice et l'Égalité mené par Khalil Ibrahim

17 - Armée de Libération Soudanaise

18 - Convention pour la Justice et la Paix



des régions sahéliennes). Le très faible niveau de développement du Darfour, de la Vakaga et de l'est Tchadien, s'ils ne sont pas pleinement comparables, ont porté, en sus des vellétés de pouvoir de leurs leaders communautaires, les revendications politiques de leurs habitants qui se sont vite organisés en groupes politico-militaires contre les pouvoirs centraux qui les administrent. On ne peut pour autant analyser que de façon aventureuse un lien direct dans la temporalité de chacun des trois conflits (Darfour en 2003, Tchad en 2005, RCA en 2006).

Comme on l'a dit plus haut, les limites actuelles des trois pays ne sont qu'administratives tant elles sont poreuses et scindent des territoires à beaucoup d'égards unifiés. Les populations de la région vivent principalement autour des centres commerciaux de Nyala (Sud Darfour, Soudan) et Abéché (Ouaddaï, Tchad) et on retrouve des populations des mêmes ethnies dans le Darfour, le sud-est du Tchad et en Vakaga. Les nomades dont la survie tant socioéconomique qu'identitaire est liée à leur déplacement transhumant par ailleurs du sud vers le nord chaque année en début de saison des pluies, faisant fi des frontières administratives, en quête de pâturages fournis et fuyant les épizooties des zones australes trop humides. Enfin, les migrations tchadiennes du début des années 80 vers le Darfour, fuyant la guerre civile et la sécheresse, ont révélé la problématique conflictuelle de l'accès aux ressources naturelles de la zone.

Cette problématique préexistante aux conflits actuels est aujourd'hui pleinement exacerbée par l'instrumentalisation politique qu'elle attire facilement, offrant un raccourci analytique aisé et une raison simplifiée pour le poursuivre en attisant notamment les tensions entre éleveurs et agriculteurs dans le Darfour. L'accès aux ressources reste pour autant un enjeu central dans la région, la migration des Zaghawas éleveurs semi-nomades présents au Tchad et au Soudan en est l'illustration vivante. Ceux-ci ont du quitter leurs terres dans les années 70 vers le sud afin de trouver plus d'eau pour leur bétail et leur économie a partiellement muté vers le commerce de produits agricoles. Leur quête de territoire les a opposés à des peuples Fours et Birgids notamment, dont la revendication de leurs territoires perdus alors vient s'ajouter au conflit actuel du Darfour, notamment par l'instrumentalisation politique qui en est faite.

*Si les causes de ce conflit régional sont polymorphes comme on l'a vu, la morphologie de son application est tout autant complexe. Les conflits diplomatiques régionaux liés aux enjeux économiques internationaux (pétrole du Sud Soudan et de l'est du Tchad exploité par des compagnies françaises, britanniques et chinoises notamment), les tensions interethniques, l'accès à l'eau, aux terres arables ou aux zones de pâturages sont autant d'éléments utilisés par l'une ou l'autre des parties afin de poursuivre ses propres intérêts dans un contexte de plus en plus opaque. Les années de conflit ont par ailleurs engendré, outre la complexification de ces derniers par la multiplication de groupes militaires et de leurs revendications à géométrie variable, une économie de guerre transfrontalière et l'existence de moyens humains et logistiques communs échangés tant entre armées régulières qu'entre groupes rebelles ; ces derniers sont souvent constitués de mercenaires dont le seul objectif économique est satisfait par les pillages de villages et de camps de déplacés qui leurs sont « commandés ». Les armées régulières, tout comme les groupes rebelles, défendent des territoires séparés bien souvent par des « zones grises », contrôlées apparemment par aucune force mais occupées de façon non-permanente par ceux qui voudront s'y installer temporairement. Bien souvent les civils ont fui ces zones qui ont été le lieu d'affrontements, laissant place soit à des paysans bien armés qui viennent y cultiver la terre ou juste en récolter ses fruits, soit à des nomades qui profitent de grandes zones de pâturages vides de population, soit enfin à des groupes de bandits / mercenaires qui s'y cachent, y montent un camp, préparant leurs troupes à de futures attaques. Les lignes de front sont ainsi inexistantes ou du moins très mouvantes, et les attaques extrêmement difficiles à prévoir tant les groupes sont multiples et leurs objectifs liés à des logiques de court terme.*

*Alors que la désignation d'un grand vainqueur régional aujourd'hui serait absurde, les populations civiles de la zone sont les perdants évidents du conflit, au regard de leur précarisation continue et des mutations sociales qu'elles subissent.*

*Au-delà, c'est aussi la dignité de ces personnes qui est entachée par l'absence totale d'intimité d'un camp de fortune, les exactions dont certains ont été victimes et qu'ils ne peuvent raconter, l'incapacité de chacun à aider ses proches, l'incapacité des parents à nourrir leurs enfants...*

*Arrachées à leurs terres et à leurs modes de vie traditionnels, séparées par la violence des déplacements forcés par la terreur que représente chaque attaque de village, les familles de la région sont aujourd'hui contraintes à la simple survie, dans des camps de déplacés ou de réfugiés, cachées sous des arbres dans la brousse pour tenter de ne pas s'éloigner de leurs champs ou logées chez un tiers dans les plus grandes villes. Sans la moindre ressource, des familles s'installent par centaines, par milliers sous des arbres ou à proximité d'un point d'eau bien souvent insalubre et insuffisant, souvent après plusieurs jours de marche qui ont contribué à détériorer l'état de santé des plus faibles (personnes âgées, enfants, femmes enceintes). Au-delà, c'est aussi la dignité de ces personnes qui est entachée par l'absence totale d'intimité d'un camp de fortune, les exactions dont certains ont été victimes et qu'ils ne peuvent raconter, l'incapacité de chacun à aider ses proches, l'incapacité des parents à nourrir leurs enfants...*

*La forte densité de certains lieux de refuge crée des risques sanitaires importants liés directement au*



Enfants dans le camp de réfugiés d'Um Dukhun

dénuement total dans lequel ces personnes s'installent, le manque d'eau salubre et la fragilité de l'état de santé de chacun augmentent ceux-ci souvent dangereusement. Depuis le début du conflit la communauté internationale et les organisations de solidarité nationales s'efforcent de subvenir aux besoins dits « primaires » de ces populations (boire, manger, s'abriter). Mais l'opacité du conflit autant que les mouvements rapides et permanents de population cherchant des zones moins insécurisées rendent cette tâche de plus en plus complexe.

Il est aujourd'hui extrêmement difficile pour les organisations humanitaires d'investir « l'espace humanitaire » qui s'amenuise. Celui-ci se détermine par trois facteurs : l'existence de besoins humanitaires (sans précédent dans la région, par son ampleur comme son acuité), la sécurité des intervenants comme des bénéficiaires dans la mise en œuvre de l'action et les moyens disponibles (humains, logistiques et financiers). Si l'application de cette guerre est violente et opaque, l'utilisation déclarée des moyens logistiques des organisations humanitaires par les groupes armés de tout bord est établie. Le phénomène de banditisme lourdement militarisé endogène au conflit s'est accéléré au cours des deux dernières années. Il offre un cadre idéal pour masquer des actions politiques de tout ordre ; creuset idéal donc pour fondre l'alliage obscur, dangereux et imprévisible du banditisme et du mercenariat.

A titre d'exemple, plus de 300 véhicules ont été volés dans le Darfour en 2008 aux ONG et forces internationales de maintien de la paix (UNAMID). Au mois de mai et juin 2009 en Vakaga un nouveau groupe armé mono-ethnique a ainsi effectué trois car-jackings avec le soutien de mercenaires tchadiens ; la ville de Birao (préfecture de la Vakaga) a ensuite été attaquée deux fois en quinze jours grâce au soutien de mercenaires, soudanais cette-fois. Cette pratique nouvelle en RCA augure hélas une dégradation de la situation humanitaire et du contexte d'intervention pour les humanitaires. Revendus ou utilisés localement, les véhicules volés servent au transport de troupes et sont équipés de trépieds soutenant mitrailleuses ou mortiers par les groupes armés. Ces « vols » ont lieu sur les routes menant aux lieux de regroupements de population ou directement dans les bureaux des ONG, de jour comme de nuit. Ils sont assortis de violence systématique où les travailleurs humanitaires sont menacés directement : certains de nos collègues ont été ainsi enlevés plusieurs jours, frappés violemment, violés ou tués par leurs assaillants.

C'est ainsi que l'espace humanitaire se réduit de jour en jour dans le Darfour, en Vakaga, ou au Tchad ; non pas que les besoins diminuent, bien au contraire, non pas que les moyens nous manquent non plus, mais les risques sécuritaires augmentent de jour en jour. L'accès aux populations diminue drastiquement jusqu'à devenir impossible dans certaines zones, alors que les civils continuent d'être la cible d'attaques violentes et répétées. Eux-mêmes se retrouvent parfois encerclés par des dangers multiples et ne peuvent souvent sortir d'une zone où ils sont sous le joug d'assaillants, sans accès à leurs terres, privés d'eau de qualité et en quantité suffisante, sans que leur marché ne puisse être approvisionné par l'extérieur tant les routes sont insécurisées. La crise continue alors, prend de l'ampleur malgré



Soudanais du JEM

les moyens d'intervention disponibles et « les humanitaires » sont réduits à guetter des fenêtres d'intervention un peu plus favorables pour agir auprès de populations qui ne peuvent qu'attendre, ou prendre la route vers des camps éloignés dont l'accès est incertain.

La stabilisation sécuritaire des zones par les forces multinationales de maintien de la paix (UNAMID au Soudan, MINURCAT au Tchad et en RCA) n'est par ailleurs pas effective du fait de mandats parfois trop restrictifs, de l'inaccessibilité de sous-régions entières en saison des pluies, ou à cause de pistes en très mauvais état, etc. Les multiples cessez-le-feu signés au cours des dernières années dans chacun des pays n'ont pas duré, et les perspectives actuelles de résolution politique sont bien maigres. A long terme, par ailleurs, ces conflits auront des conséquences lourdes : explosion des espaces urbains (350 000 déplacés à Nyala, 200 000 à El Fasher et à Abéché...) dont les nouveaux « habitants » ne bénéficient aujourd'hui d'aucune capacité d'intégration sociale ou économique, perte des savoir-faire agricoles pour les jeunes, mutation de modes de vies nomades vers le pastoralisme, tensions ethniques persistantes probablement au cours de plusieurs générations, etc.

Tout autant que les populations civiles ont aujourd'hui perdu l'emprise sur leur destin, les acteurs humanitaires sont contraints de réagir aux urgences des populations auxquelles ils ont accès. En Vakaga une crise alimentaire se prépare, et la saison des pluies 2009 sera probablement marquée par un accès aux champs très faible. De nombreux déplacés dans l'est du Tchad ne peuvent accéder à l'aide humanitaire du fait de l'insécurité, et au Darfour de nombreux camps et villages isolés sont aujourd'hui hors d'atteinte du dispositif humanitaire.

**Si l'avenir est hautement incertain dans cette région, il est de la responsabilité des acteurs humanitaires de continuer à combler l'espace, de maintenir l'aide aux populations civiles affectées par les conflits armés qui les entourent et les ciblent, en misant sur la capacité des peuples à trouver des réponses aux conflits qui les frappent et en espérant que la dégradation des conditions de sécurité ne rendra pas l'action impossible**



Camp de réfugiés d'Um Dukhun

# timor leste



Le Timor est une île de l'archipel indonésien située à 500 km au nord de l'Australie, entre les îles de Java (est) et de Nouvelle-Guinée (ouest). C'est la plus grande des îles de la Sonde.

Lors de la colonisation, l'île est coupée en deux : la partie occidentale est intégrée aux Indes néerlandaises, qui deviendront l'Indonésie. La partie orientale est annexée par le Portugal, qui se retirera en 1975. Le Timor oriental (Timor Leste) proclame alors son indépendance, mais il est envahi sept jours plus tard par l'armée indonésienne. Pendant 25 années d'occupation, l'Indonésie a mené une politique de répression sanglante sur les opposants. Plus de 250.000 Est-Timorais ont péri dans les combats, les famines orchestrées. De vastes plans de transmigration des îles surpeuplées de Java et de Sumatra ont été mis en place, qui ont fini par supplanter le nombre de natifs.

En 1998, le général Suharto, président de l'Indonésie, est poussé à la démission par des manifestations populaires. Timor Leste obtient alors le droit de tenir un référendum d'autodétermination sous l'égide de l'ONU le 30 août 1999, durant lequel plus de 78% des Timorais se prononcent en faveur de l'indépendance. Après une explosion de violence organisée par l'armée indonésienne et les milices timoraises, le Timor est placé en octobre 1999 sous la gestion administrative transitoire de l'ONU. Le pays devient officiellement indépendant le 20 mai 2002, et des élections présidentielles ont lieu. La situation politique reste cependant fragile, et une nouvelle crise politique survient en 2006. Près de 10% de la population du pays est déplacée par ce conflit interne, et intègre des camps transitionnels. La mort du Major Alfredo lors de la double tentative d'assassinat sur le président et le premier ministre en février 2008 n'ont cependant pas entraîné de troubles supplémentaires dans le pays qui depuis connaît une relative stabilité.

## Quelques indicateurs socio-économiques

|                          |                  |
|--------------------------|------------------|
| Capitale                 | Dili             |
| Régime                   | République       |
| Population (en millions) | 1,108            |
| Croissance démographique | 2.027%           |
| Croissance économique    | 6.8%             |
| PIB / Habitant           | US\$500/habitant |
| Espérance de vie         | 67.3             |

### ● Situation humanitaire

*Les émeutes de 2006 ont contraint près de 100 000 personnes à abandonner leur foyer. Fin octobre 2008, on estimait que 40 000 personnes étaient encore déplacées. Sur ces 40 000, un peu moins de 20 000 vivaient encore dans des camps, dans des conditions difficiles.*

*En 2009, l'ensemble des sites d'hébergement transitionnels ont été fermés et les personnes déplacées ont été progressivement réintégrées, avec un soutien du gouvernement et des ONG internationales. L'aide humanitaire se consacre actuellement tant au développement du pays qu'à la cohésion sociale.*

### ● Triangle G H au Timor

*Une mission d'étude conduite à la fin de l'année 2004 a permis de démarrer fin 2005 un programme d'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires dans les zones du pays touchées par la malnutrition. S'ensuivent plusieurs projets sur la thématique de l'eau et de l'assainissement jusqu'à mi 2007, où le gouvernement Timorais, conscient de l'expérience et du savoir-faire développé par Triangle G H, lui demande une évaluation des réseaux d'eau existants sur le district de Manatuto, qui servira de base de travail au projet actuel de réhabilitation des réseaux d'eau potables, mis en place dans les districts de Manatuto et Oecusse.*

*En parallèle de la thématique eau et assainissement, et pour pallier les violences qui existent au sein de la société timoraise déstructurée par les années de conflit (notamment entre les communautés de déplacés et les communautés hôtes), Triangle G H développe un projet psychosocial dans la ville de Becora, avec l'objectif de recréer un lien social entre les populations. Ce projet a conduit à l'animation d'un centre de jeunes en partenariat avec une association locale, et à l'organisation de nombreuses activités (formation en anglais, tournoi de sport, groupe de musique, de peinture...)*

*Aujourd'hui Triangle G H développe un projet de réhabilitation de réseaux d'eau dans les districts de Manatuto et Oecusse, en partenariat avec les services nationaux et locaux de l'eau et de l'assainissement.*

## Mise en place d'un système de distribution d'eau durable, en zone rurale

- **Financement : CDM International / USAID** (Agence des Etats Unis pour le développement international)
- **Budget : 1 300 K\$**
- **Durée : 17 mois** (mai 2009 - septembre 2010)

L'objectif du projet est d'améliorer les conditions de vie des populations rurales des districts de Manatuto et d'Oecusse par la construction et/ou la réhabilitation des réseaux de distribution d'eau potable, afin d'assurer un accès à l'eau en conformité avec les standards internationaux (quantité et qualité), et d'apporter aux populations le savoir et la capacité technique d'assurer la maintenance quotidienne des équipements du réseau d'eau.

### ● Le projet se décompose en plusieurs activités :

- Réseau de distribution d'eau potable : concertation avec les communautés, identification spécifique des besoins, études techniques, design des réseaux, rédaction et publication de l'appel d'offre pour la fourniture du matériel, travaux de réhabilitation et/ou de construction, raccordement, fournitures de pièces de rechange ;
- Formation des communautés : mise en place de comités dans les communautés, identification des personnes relais, formation théorique et pratique ;
- Renforcement des compétences : formation du partenaire local en matière de mobilisation communautaire ;
- Techniques, suivi et évaluation de projet : accompagnement et formation du DNSAS (Service de l'eau du district) sur les aspects techniques (études topographiques, test de qualité de l'eau, training hydraulique, design d'infrastructures...), et organisationnels (cycle de projet, suivi, stockage...).

## Soutien aux personnes victimes de la crise touchant le Timor Oriental à travers la réduction des conflits intercommunautaires

- **Financement : ECHO** (Service d'aide humanitaire de la Commission Européenne), **DAH** (Délégation à l'action humanitaire du Ministère français des affaires étrangères et européennes), **Fondation JM Bruneau**
- **Budget global : 274 K€**
- **Durée : 19 mois** (juillet 2008 - janvier 2010)

L'objectif du projet est de contribuer à la réduction des tensions communautaires et intercommunautaires dans le quartier de Becora à Dili, et plus spécifiquement de renforcer

les liens sociaux au sein des communautés et intercommunautaires par la mise en place et le soutien d'activités culturelles, socio-éducatives, sportives et génératrices de revenus. 1 795 personnes (bénéficiaires directs) et 16 750 personnes (bénéficiaires indirects) sont concernées par ce projet.

Le résultat attendu est la mise en place régulière d'activités sociales et culturelles pour les jeunes et les femmes, favorisant le retour des personnes déplacées à Becora.

### ● L'action est mise en œuvre selon deux volets principaux :

- **Le soutien et le renforcement des capacités du centre de jeunes :** depuis le 4 juillet 2009, Triangle G H dispose d'un bâtiment de bureaux situé juste derrière le centre de jeunes, servant de point d'appui pour l'équipe nationale et expatriée du projet, et de lieu de réunion et de formation permettant de travailler directement avec le centre de jeunes en raison de la proximité des deux lieux. Les activités soutenues à travers le centre de



A — Visite d'un bateau bibliothèque avec les enfants de Becora  
B — Installation de poteaux pour le volleyball dans le quartier de Becora  
C — Formation de l'équipe locale Triangle G H

© Nicolas Grillet/TGH

jeunes sont l'organisation d'évènements sportifs et culturels, le développement de l'activité « musique », et la conduite de formations en anglais, portugais et informatique. Triangle G H appuie également le centre pour un renforcement de ses capacités de gestion dans la planification annuelle des formations et dans la recherche de fonds ;

- **Des activités menées directement auprès des communautés** : renforcement et accompagnement des projets d'activités existants (activités manuelles et culturelles) susceptibles d'être intégrées à un processus psychosocial, développement de « sessions ouvertes », guidées par les groupes d'activités et ouvertes sur la communauté (catégories de population telles que femmes, jeunes ou enfants).

## Soutien aux personnes déplacées par l'approvisionnement en eau et la construction d'infrastructures sanitaires dans les sites d'hébergement transitionnels

- **Financement** : ECHO (Service d'aide humanitaire de la Commission Européenne), DAH (Délégation à l'action humanitaire du Ministère français des affaires étrangères et européennes)
- **Budget global** : 380 K€
- **Durée** : 11 mois (juin 2008 - avril 2009)



Opération de maintenance : réparation d'une pompe, site de Tasi Tolu

L'objectif de l'action était d'apporter un soutien d'urgence aux personnes affectées par la crise au Timor Oriental (9 272 personnes) en fournissant notamment un accès à une eau saine et en quantité suffisante, ainsi qu'en facilitant l'accès aux infrastructures sanitaires aux personnes déplacées vivant dans les sites d'hébergement transitionnels, tout en améliorant leurs connaissances et pratiques en ce qui concerne l'hygiène.

Les activités se sont déroulées en coordination avec les autres organisations humanitaires, dans le but de répondre aux besoins non couverts, et en particulier en collaboration avec NRC (Norwegian Refugee Council) et le Gouvernement du Timor oriental.

### ● La mission a permis :

- La construction de réseaux d'adduction d'eau ;
- Le raccordement des réseaux au réseau urbain ou forages (env. 65 mètres) en cas de réseau urbain défaillant et si l'aquifère le permettait ;
- Le soutien pour la maintenance de toutes les infrastructures existantes dans les sites d'hébergement transitionnels (création de nouveaux comités de l'eau et renforcement de la capacité des anciens) ;
- Le suivi de la quantité et de la qualité de l'eau ;
- La construction d'infrastructures sanitaires (cabines latrines / douches combinées, lavoirs) ;
- Le raccordement des infrastructures sanitaires au réseau d'eau et au système de drainage pour l'évacuation des eaux usées ;
- La construction / réhabilitation de systèmes de drainage afin de limiter les risques de maladies hydriques ;
- L'organisation de sessions de promotion de l'hygiène sur les nouveaux sites d'hébergement transitionnels avec distribution de kits hygiène ;
- La finalisation des plans techniques et des paramètres des infrastructures liées aux divers résultats.



Formation pratique des membres du comité de gestion de l'eau :  
« comment réparer un robinet qui fuit ? »

# vietnam



Le Viêt Nam est un pays d'Asie du Sud-est situé à l'extrême est de la péninsule indochinoise, bordé par la Chine (nord), le Laos et le Cambodge (ouest).

Le Viêt Nam a été occupé par la Chine pendant près de mille ans, impactant la population quant à la culture, la langue et la religion (bouddhisme, taoïsme et confucianisme).

La domination chinoise prend fin au Xe siècle. Une succession de dynasties règne sur le pays jusqu'en 1874, où le Viêt Nam est placé sous tutelle de la France, intégrant l'Indochine française avec le Cambodge et le Laos. Il est alors scindé en trois parties : le Tonkin au Nord, l'Annam au Centre et la Cochinchine au Sud.

La Cochinchine prend le statut de colonie d'exploitation, l'Annam et le Tonkin sont placés sous protectorat français.

En 1932, pour calmer les révoltes nationalistes qui éclatent régulièrement, le gouvernement colonial instaure une monarchie constitutionnelle (contrôlée par la France) avec à sa tête l'empereur Bao Dai, issu de la dynastie des Nguyens.

En 1940 le Japon envahit l'Indochine française.

Le territoire reste tout de même officiellement sous administration du gouvernement colonial français jusqu'en 1945.

En 1941, le Parti communiste indochinois crée la ligue indépendantiste Viêt Minh. En 1945, les Japonais suppriment toute présence administrative et militaire française en Indochine puis, par l'intermédiaire de l'empereur, proclament l'indépendance et la réunification du pays.

Le Viêt Minh entre alors en conflit ouvert avec le Japon, qui capitule. L'indépendance du Viêt Nam est proclamée.

Les troupes françaises réinvestissent l'Indochine à l'automne, tandis que l'armée de la République de Chine occupe le Tonkin.

Les hostilités prendront fin avec les accords de Genève, en 1954. Le pays est coupé en deux et la population doit choisir entre le régime communiste du nord, qui deviendra la République démocratique du Viêt Nam, et le régime nationaliste du sud, qui deviendra la République du Viêt Nam. Des élections doivent se tenir dans les deux ans afin d'unifier le pays. Le non respect de ces délais et le caractère despotique du gouvernement au sud entraîne une guérilla du Front National pour la Libération (FNL - force armée d'inspiration nationaliste et communiste, aussi appelé Viêt-Cong). Ce mouvement, composé entre autres d'anciens membres du Viêt-Minh, s'oppose au régime sud-vietnamien en vue de réunifier le pays sous le régime communiste d'Hô Chi Minh. Dans le contexte de la guerre froide, le FNL soutenu par la République démocratique du Viêt Nam, l'URSS et la Chine, entame une guérilla contre le Sud-Viêt Nam défendu par l'armée américaine.

En 1973, après quinze ans de combats, de bombardements et d'enlèvement, les États-Unis se désengagent de la guerre sous la pression de l'opinion publique. Les combats entre forces vietnamiennes s'achèvent le 30 avril 1975 avec la chute de Saïgon, rebaptisée par la suite Hô Chi Minh Ville. Le Viêt Nam est réunifié pour former la République Socialiste du Viêt Nam en 1976.

En 1979, l'armée vietnamienne envahit le Cambodge, mettant fin au régime des Khmers Rouges. La Chine attaque en représailles le nord du Viêt Nam. En 1989, le Viêt Nam se retire du Cambodge, permettant la restauration des liens diplomatiques avec les chefs d'état européens et asiatiques.

En 1986, les réformes politiques du Dôï Moi ("Renouveau") marquent une véritable rénovation de l'état et de l'économie, inspirée de la Perestroïka russe. Elles entraînent l'ouverture à l'économie de marché ainsi que l'abandon progressif de la collectivisation des entreprises et des terres. Les entreprises étrangères, attirées par les bas salaires, commencent à s'implanter dans le pays. La nouvelle Constitution adoptée en 1992 renforce le rôle du Parti communiste, tout en ouvrant davantage la voie aux réformes économiques.

En 1994, les États-Unis lèvent leur embargo économique et le Viêt Nam peut réaliser des emprunts pour sa reconstruction auprès du Fonds monétaire international. En 1995, le Viêt Nam entre à l'Association des Nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN) et en 2007, à l'Organisation Mondiale du Commerce.

## Quelques indicateurs socio-économiques

|                          |                                     |
|--------------------------|-------------------------------------|
| Capitale                 | Hanoï                               |
| Régime                   | République populaire à parti unique |
| Population (en millions) | 87,1                                |
| Croissance démographique | 1.34%/an                            |
| Espérance de vie         | 71,6 ans                            |
| PIB/habitants            | US\$1040                            |
| Croissance économique    | 6.175%                              |

## ● Triangle G H au Vietnam

*Depuis la politique d'ouverture « Do Moi », le gouvernement vietnamien cherche à développer le tourisme comme un pilier de la croissance économique. Le parc hôtelier s'agrandit et se diversifie. Cependant, peu de programmes de formation professionnelle sont mis en œuvre et il en résulte un manque de personnels qualifiés sur le marché du travail. En 1996, le ministère du Tourisme fait appel (par l'intermédiaire de la Commission européenne) aux investisseurs étrangers afin de l'aider à mettre en place des systèmes de formation performants. Au cours du 1er semestre 2007, le service du Tourisme d'Hô-Chi-Minh-Ville a enregistré 1,28 million d'entrées de touristes étrangers, soit une hausse de 11,3% par rapport à la même période en 2006. Ces touristes souhaitent bénéficier d'un service de qualité répondant aux standards internationaux. Triangle G H décide de répondre à cet appel et propose la création d'une école hôtelière franco-vietnamienne pour les jeunes en difficulté à Hô Chi Minh Ville. En 1997, les premiers contacts sont pris et, avec l'aide de la région Rhône-Alpes et de la Ville de Lyon, plusieurs missions d'évaluation sont réalisées. En 2001, les réalisations concrètes débutent dans le cadre d'un projet d'une durée de cinq années : réhabilitation des bâtiments, formation du personnel, accueil des élèves. L'établissement de l'école hôtelière est opérationnel depuis janvier 2003 et continue actuellement son développement, avec l'ouverture d'un atelier chocolaterie et d'une auberge d'application en 2010. En parallèle, Triangle G H soutient un centre de formation pour personnes handicapées, afin de favoriser leur insertion dans la société vietnamienne.*

## Renforcement du Centre de formation professionnelle pour personnes handicapées de Hô Chi Minh Ville - Phase II

- **Financement :** Région Rhône-Alpes
- **Budget global :** 140 K€
- **Durée :** 20 mois (septembre 2007 - avril 2009)

**Bénéficiaires :** élèves du centre (300 à 400 personnes par an selon les formations et leur durée), personnel du centre (64 personnes).

### ● **Présentation de l'action mise en œuvre :**

La continuité du projet sur une deuxième année de financement prolonge les interventions amorcées au cours de l'année 2006-2007 pour l'ensemble du centre de formation professionnelle pour personnes handicapées en y ajoutant une attention particulière pour le soutien au développement du service consultant formation professionnelle et du bureau de placement. L'objectif général de la première année de projet (améliorer la qualité des formations offertes par le centre et l'accès à l'emploi des personnes handicapées) est maintenu. Afin de répondre à la nouvelle orientation de la phase 2, le nouvel objectif général est de contribuer à l'amélioration de l'intégration professionnelle des personnes handicapées à Ho Chi Minh Ville.

● **Il se réalise au travers de 5 objectifs spécifiques :**

- Favoriser la formation académique et l'apprentissage d'un métier pour un plus grand nombre d'élèves ;
- Favoriser l'intégration professionnelle et le maintien en emploi d'un plus grand nombre de personnes handicapées ;
- Renforcer les compétences du personnel du centre et les sensibiliser à la situation particulière des personnes handicapées ;
- Améliorer la qualité des lieux de formation pour les personnes handicapées ;
- Évaluer la possibilité de créer un atelier de pratique adapté au sein du centre pour les élèves sévèrement handicapés qui peuvent difficilement intégrer le marché du travail régulier.

## **Développement et soutien à l'école hôtelière pour les jeunes issus de milieux défavorisés**

- **Financement : Région Rhône-Alpes, Ministère français des affaires étrangères et européennes, AIF (Agence Intergouvernementale de la Francophonie), Comité d'Entreprise de la Caisse d'Épargne Rhône-Alpes, Union Européenne**
- **Budget global 900 K€**
- **Durée : 11 ans de 1998 à 2009**

La mission de l'école est d'améliorer les conditions de vie des jeunes âgés de 16 à 20 ans et issus des milieux défavorisés en leur offrant des formations qualifiantes leur permettant de trouver du travail dans le domaine de l'hôtellerie : cuisine vietnamienne et française, service à table, boulangerie/pâtisserie.

Cette formation professionnelle est complétée par un enseignement général (vietnamien et langues étrangères, culture générale...). L'école a par ailleurs mis sur pied deux activités génératrices de revenus (AGR) : un restaurant d'application (appelé Sésame) et un point de vente boulangerie / pâtisserie. Les AGR poursuivent deux finalités : permettre aux élèves de mettre en pratique les enseignements reçus et participer aux coûts de fonctionnement et de développement de l'école.

La terrasse du restaurant





Depuis son ouverture en décembre 2002 et après cinq promotions formées, 100% des quelques 230 élèves qui ont obtenu leur diplôme ont trouvé un emploi dans les restaurants et hôtels de la région de Ho Chi Minh Ville.

Le but de ce projet est aussi d'effectuer un transfert de compétences au profit du DELISA (Département du Travail des Invalides et des Affaires Sociales d'Ho Chi Minh Ville), notre partenaire vietnamien qui, à terme, assurera seul la gestion de l'école.



En cuisine



La boulangerie



Remise des diplômes

# yémen



La République du Yémen est située à la pointe sud-ouest de la péninsule arabe, bordée par le royaume d'Arabie Saoudite (nord) et le sultanat d'Oman (est), et comporte plusieurs îles : l'île de Kamaran en mer Rouge, l'îlot de Perim qui commande l'accès à la mer Rouge par le détroit de Bab-el-Mandeb, et l'île de Socotra dans l'océan Indien.

Le nord du Yémen fait partie de l'empire ottoman jusqu'en 1918, puis gagne son indépendance et devient une monarchie, qui sera abolie en 1962. Le pays deviendra alors la République arabe du Yémen. Le sud du Yémen est sous contrôle britannique jusqu'en 1967, où il deviendra la République Démocratique Populaire du Yémen. En 1990, les deux républiques fusionnent pour former la République du Yémen. Depuis cette date, le pays doit faire face à des sécessionnistes au sud, une forte instabilité dans les régions du centre et un mouvement rebelle chiite dans l'extrême nord du pays.

Ainsi, le début de l'année 2009 a été marqué par une recrudescence de manifestations houleuses dans le sud du pays, suivies d'arrestations d'opposants politiques et de l'annulation des élections législatives locales prévues au mois d'avril. Le conflit dans le gouvernorat de Saada est une illustration singulière de la fragilité du Yémen.

Depuis septembre 2004, il oppose les forces gouvernementales au groupe « Al Houti » du nom de ses leaders historiques. Dans un climat général de tension permanente et d'affrontements sporadiques, cinq guerres ont déjà éclaté, sans que les diverses tentatives de médiation ne parviennent à mettre fin au conflit. La « cinquième guerre » a duré de mai à juillet 2008, une sixième guerre a éclaté en 2009.

## Quelques indicateurs socio-économiques

|                                 |             |
|---------------------------------|-------------|
| Capitale                        | Sanaa       |
| Régime                          | République  |
| Population (en millions)        | 22.9        |
| Croissance démographique        | 3,17%/an    |
| Espérance de vie à la naissance | 62,12 ans   |
| PIB / Habitant                  | 1360 USD/an |
| Croissance économique           | 3.89%/an    |

### ● Situation humanitaire

*Le Yémen est régulièrement exposé à des catastrophes naturelles comme des crues soudaines, des tempêtes ou la sécheresse. Le système de santé est largement insuffisant, particulièrement dans les zones rurales, et neuf personnes sur dix n'ont pas accès à des ressources minimales d'eau (les maladies hydriques sont l'une des principales causes de mortalité infantile). Les réserves en eau du pays sont par ailleurs proches de l'épuisement, leur préservation constitue donc, à l'échelle de nos actions, un enjeu majeur. Le Yémen étant le seul pays de la région à avoir signé la Convention de Genève, il voit affluer des milliers de réfugiés fuyant la guerre civile somalienne. Dans le nord-ouest du pays, la sixième guerre entre les rebelles Al Houtis et le gouvernement a débuté violemment en août 2009. L'action humanitaire n'a pu atteindre que 35 000 personnes sur les 175 000 déplacés générés par ce conflit.*

### ● Triangle G H au Yémen

*Forte de son expérience en partenariat avec l'UNHCR au Kurdistan irakien, l'association décide, au début de l'année 1998, d'apporter une aide aux réfugiés somaliens.*

*Durant sept années, Triangle G H a développé des actions au profit des réfugiés ayant pour objectif de soutenir la création d'activités génératrices de revenus (artisanat, élevage, agriculture...), et récréatives (jeux, bibliothèque, activités sportives, musicales...), d'apporter un soutien scolaire et une formation professionnelle aux jeunes somaliens et d'assurer un suivi social aux personnes les plus vulnérables.*

*Au mois de mars 2000, un programme d'assainissement du réseau d'eau à Aden est achevé. Au total, 14.000 habitations sont connectées à l'eau potable et reliées à l'égout. Parallèlement, un système de collecte des déchets est mis en place. Par la suite, d'autres projets ont vu le jour à l'attention des populations yéménites, avec notamment, un programme de réhabilitation d'infrastructures agricoles dans le Wadi Hadramaout et un programme de réhabilitation du réseau d'adduction d'eau sur l'île de Socotra.*

*Aujourd'hui Triangle G H continue de développer sa présence au Yémen avec des activités dans cinq régions dont les contextes très divers appellent des opérations allant de l'intervention d'urgence (Gouvernorat d'Hajjah) à la réhabilitation (Gouvernorat de l'Hadramout), et au secteur du développement rural. Ces projets variés visent toujours le renforcement des capacités agricoles locales, impliquant des modalités de mise en œuvre et des activités différentes, de l'accompagnement quotidien de grande proximité (Socotra) au renforcement des compétences des structures locales (Hadramout).*

# Programme intégré de sécurité alimentaire dans le district de Marawah, Gouvernorat de Hodeidah

- **Financement : EuropeAid**
- **Budget global : 1 700 K€**
- **Durée : 36 mois** (janvier 2008 – janvier 2011)

Triangle G H et Aide Médicale Internationale œuvrent conjointement auprès des populations rurales du Wadi Siham, en développant des activités relatives à leurs domaines de compétences respectifs.

Aide Médicale Internationale réhabilite des centres de santé avec le Ministère de tutelle, met en place des formations dans neufs centres médicaux, et pilote deux cliniques mobiles, afin de rapprocher les services médicaux des populations les plus éloignées des bassins de population majeurs de la zone, améliorant ainsi leur accès aux soins de santé primaire, ainsi que la prise en charge et la prévention de la malnutrition.

**Triangle G H pour sa part développe trois volets complémentaires à cette action :**

## **1 – Amélioration des pratiques et productions agricoles**

Les agronomes de Triangle G H travaillent dans 15 villages des districts ciblés par le projet. Ils se rendent quotidiennement auprès des agriculteurs qui souhaitent participer aux tests proposés et suivent avec eux les avantages et inconvénients des nouvelles méthodes culturales, ainsi que le rendement des variétés introduites. Triangle G H, avec le soutien de centres locaux de multiplication et des représentants locaux du ministère de l'Agriculture yéménite, propose aux agriculteurs des variétés à cycle plus court, permettant de faire face à la réduction de la période pluviale et d'optimiser l'usage de l'eau dans la région. Plusieurs variétés des



Un accès à l'eau souvent très pauvre



Enfants gardiens de troupeaux

différentes cultures locales (tabac, neem, sorgho, fourrage) sont ainsi testées, puis diffusées en cas de succès. Les échanges de pratiques entre les agriculteurs sont favorisés par l'organisation de réunions inter-villages.

## **2 – Amélioration des pratiques de production animale**

Les 24 villages dans lesquels Triangle G H intervient pour ce volet de l'action sont peuplés de familles paupérisées disposant de petits troupeaux (ovins, caprins), élevés pour obtenir du lait et de la viande, qui constituent une grande part du capital des foyers. L'amélioration des pratiques d'élevage ainsi que la diffusion de soins vétérinaires de base à large échelle permet l'augmentation du volume de ces productions.



Troupeau sur un point d'eau

L'équipe élevage de Triangle G H a mené des formations ouvertes aux femmes de chacun des villages pour ce qui concerne l'identification et le traitement des maladies les plus courantes. Dans chaque village, deux d'entre elles ont la charge des médicaments de base qu'elles peuvent renouveler en faisant payer leurs interventions de soins aux animaux. Ces soins couvrent les maladies les plus courantes dans toute la zone d'intervention (1 600 usagers et plus de 16 250 traitements à la fin de l'année 2009).

Triangle G H propose également aux éleveurs volontaires d'acheter à prix réduit des compléments alimentaires permettant de renforcer les animaux et d'en tirer ainsi un meilleur prix lors de la vente (gain net moyen après les premières études : 5 euros par tête vendue à 50 euros). Ce protocole alimentaire est bien entendu encadré par des agronomes, et expliqué dans le détail à chaque éleveur participant. Un travail de développement de la culture du trèfle (moins consommatrice d'eau que celle de la luzerne, trop répandue dans la zone) est l'un des points d'entrée pour l'optimisation des pratiques liées à l'alimentation animale. De même, la mise en place de mangeoires évite la perte de grandes quantités de fourrage, qui se produit lorsqu'il est donné aux animaux par terre (tiges piétinées, mélangées aux excréments, enfoncées dans la terre...). L'économie réalisée par la mise en place de ces mangeoires est en cours de chiffrage.

## **3 – Promotion des bonnes pratiques d'hygiène**

Dans les 24 villages ciblés par l'action, Triangle G H travaille sur l'amélioration des connaissances et pratiques liées à l'hygiène personnelle et environnementale de base. Une méthode simple de sessions de formation pour les hommes et les femmes (séparés), basée sur la participation active des personnes, a été mise en place. Les thématiques abordées ont été définies suite à l'analyse d'une enquête initiale des pratiques dans les zones ciblées. Ce travail est réalisé en lien étroit avec les équipes d'Aide Médicale Internationale qui interviennent et diffusent des messages complémentaires. Les agents communautaires de santé formés par AMI sont avertis des interventions réalisées par Triangle G H dans ce domaine.

## Projet intégré en sécurité économique dans les districts de Mayfaah et Rudoom, gouvernorat de Shabwah

- **Financement** : YLNG (Yemen Liquefied Natural Gas)
- **Budget global** : 444 K€
- **Durée** : 30 mois (janvier 2009 – juin 2011)

La stabilité toujours fragile du gouvernorat de Shabwah est l'un des avatars du déclin économique de la zone. Triangle G H intervient dans le cadre d'un projet de trois ans afin d'asseoir tant des pratiques agricoles améliorées que de soutenir la relance des productions culturelles et animales détériorées.

### ● Résultats attendus :

- Amélioration de la production animale ;
- Amélioration de la production de céréales et de fourrage grâce à la réhabilitation de canaux d'irrigation endommagés ;
- Amélioration et diversification des moyens de subsistance des familles ainsi que de leur régime alimentaire par le soutien à la production de dattes et de produits maraîchers.

## Développement et promotion d'une agriculture socio et écolo compatible sur l'île de Socotra

- **Financement** : AFD (Agence française de développement)
- **Budget global** : 715 K€
- **Durée** : 30 mois (janvier 2009 – juin 2011)

Dans le prolongement du précédent projet, Triangle G H poursuit son soutien de proximité aux groupements de producteurs maraîchers à Socotra et accompagne tant la commercialisation des productions que la reproduction de semences locales. Si l'île de Socotra offre des conditions climatiques et naturelles tout à fait compatibles à ce type de projet, la protection avancée de ce milieu riche et fragile impose un contrôle strict des pratiques agricoles et, comme dans toute la République du Yémen, une maîtrise avancée des moyens d'irrigation.

### ● Résultats attendus :

- permettre une augmentation durable de la production de fruits et légumes à Socotra ;
- renforcer les capacités locales en termes d'organisation et de développement de filières ;
- promouvoir les semences socotries, une agriculture biologique et des pratiques nutritionnelles améliorées.

## Vers des capacités agricoles restaurées des communautés résidentes du district de Sah, Gouvernorat de l'Hadramout

- **Financement : TEPY** (Total Exploration and Production Yemen)
- **Budget global : 532 K€**
- **Durée : 17 mois** (janvier 2009 – mai 2010)

Dans la continuité directe d'un premier programme de réhabilitation également soutenu par TEPY, Triangle G H poursuit son réengagement aux côtés des populations résidentes des rives du wadi Sah, victimes des inondations exceptionnelles d'octobre 2008. La restauration des terres agricoles et de l'ensemble des ouvrages majeurs (canaux, barrages, digues) permettant l'irrigation des parcelles de mise en culture a été réalisée lors de la première phase et les opérations de soutien à l'élevage sont désormais en cours de mise en œuvre.

### ● Résultats attendus :

- les communautés du wadi Sah ont un accès recouvré à l'irrigation par canaux ;
- les capacités d'irrigation sont rétablies ;
- les éleveurs les plus vulnérables ont reconstitué leurs troupeaux.

## Soutien d'urgence aux populations déplacées d'Al-Mazraq, Gouvernorat d'Hajjah

- **Financement : UNHCR** (Agence des Nations Unies pour les réfugiés)
- **Budget global : 254 K€**
- **Durée : 5 mois** (novembre 2009 – mars 2010)

Alors que la guerre qui oppose depuis 2004 les rebelles Al Houtis du nord au gouvernement yéménite s'intensifie, le flux de populations civiles déplacées ne cesse d'augmenter. Triangle G H a mené deux évaluations pour cibler au mieux les besoins non couverts par les acteurs d'urgence présents dans la zone. La priorité d'intervention a été donnée au soutien au bétail. Les troupeaux de chaque famille constituent en effet l'intégralité du capital économique restant après la destruction ou l'abandon des maisons suite aux bombardements. Cette intervention permet par ailleurs de diminuer les risques sanitaires liés à la promiscuité hommes/animaux dans les camps.

### ● Résultats attendus :

- des soins vétérinaires sont prodigués à l'ensemble du bétail des populations déplacées ;
- du fourrage et des compléments alimentaires sont distribués à toutes les familles déplacées ayant des troupeaux ;
- des abris séparés sont construits pour les animaux dans les camps 1 et 3.

## Yemen

Source : Newsletter janvier 2009

### **Travailler au Yémen, un défi... qui vaut le coup !**

Par Olivier Leconte<sup>19</sup>

*Triangle G H met en place des projets de développement au Yémen depuis plus de 10 ans. De tous les pays dans lesquels nous intervenons, le Yémen est la mission la plus ancienne. La poursuivre semble une évidence, tant les besoins sont grands, et tant nous sommes ancrés au cœur de ce pays et attachés à ses habitants. Pourtant, travailler au Yémen n'est pas toujours aussi simple...*

#### **Un défi...**

*Le challenge est tout d'abord physique : que ce soit à Aden, Hodeïda, Shabwa ou Socotra (les quatre endroits où nous sommes basés), chaleur et humidité rendent la vie très difficile près de 8 mois dans l'année. Il est ensuite psychologique : la culture yéménite est si éloignée de la culture française que sa rencontre, au-delà de l'intérêt indiscutable qu'elle représente, peut se révéler déstabilisante.*

*Il est également sécuritaire : attentats, enlèvements, spectre d'une guerre civile, la situation n'est pas très stable au Yémen. Sans dramatiser, il faut convenir que les risques existent, et que la sécurité est un souci quotidien.*

*Il est enfin éthique : la corruption est un fléau qui tue les pays du Sud, et le Yémen n'est pas épargné. Refuser de se plier à cette pratique peut parfois rendre le travail quotidien très difficile.*

*Ces défis, bien réels, sont le lot de presque toutes les missions. L'isolement, l'insécurité, les chocs culturels et climatiques ou la corruption sont le quotidien du travail dans la solidarité internationale.*

*Enfin, et plus que tout autre chose, la place des femmes dans la société peut prêter à confusion. On pourrait les croire opprimées, opprimées, privées de toute liberté. Pourtant, sous les voiles et les habits noirs, se trouvent aussi des femmes compétentes, éduquées et libres. Dans cette société patriarcale, il s'avère parfois que la place des hommes n'est pas forcément plus enviable que celle des femmes...*

*Il est donc primordial de savoir conserver une réelle ouverture d'esprit, et de prendre garde à ne pas tomber dans le jugement ou les stéréotypes, afin d'être en mesure de comprendre la complexité de la culture de ce pays.*

*En tant qu'ONG de solidarité internationale, notre ambition n'est ni de donner des leçons de morale ou de savoir-vivre, ni de faire de l'Arabia Felix (nom mythique du Yémen) une terre de culture européenne, mais simplement de rendre la vie un peu plus facile à ceux avec qui nous avons la chance de travailler.*

#### **Qui vaut le coup !**

*Le Yémen est un pays pauvre, dont certaines régions semblent vivre hors du temps, privées d'eau, d'éducation et vivant dans une misère extrême. Dans un tel contexte, chaque projet que nous mettons en place est une étape, aussi modeste soit-elle, vers une amélioration des conditions de vie des hommes et des femmes de ce beau pays.*

19 - Olivier Leconte a été Chef de Mission Triangle G H au Yémen d'octobre 2007 à août 2008

*Les Yéménites sont des gens formidables, fiers de leur culture, de leur mode de vie, curieux et avides de rencontres. Le travail que nous menons en commun avec eux est source d'un enrichissement mutuel, qui relativise toutes les difficultés qui se dressent sur notre route...*

*Nos interventions ont aidé les réfugiés somaliens et éthiopiens à construire leur place dans la société yéménite. Nos projets watsan (eau et hygiène) et agricole ont donné aux femmes des responsabilités qu'elles n'avaient pas toujours auparavant.*

*A travers nos missions, nous permettons aux hommes et aux femmes yéménites avec qui nous travaillons de poser des questions, de se poser des questions. Libre à eux ensuite de donner leurs propres réponses...*

## **Yémen, pluies diluviennes sur l'Hadramaout et le Mahra**

*Par Ivan Deret - Chargé de missions*

*Le 23 octobre dernier, l'est du Yémen était touché par des pluies diluviennes, entraînant des crues violentes dans les oueds. Deux gouvernorats étaient particulièrement affectés, l'Hadramaout et le Mahra, où Triangle G H a mené, au long de ses années de présence au Yémen, différents programmes d'assistance.*

*La mission d'évaluation diligentée par Triangle G H dans les zones sinistrées répondait donc à une double démarche : déterminer la pertinence d'une intervention visant à répondre aux plus urgents des besoins, et constater ce qu'il restait des réalisations passées, après l'épreuve du temps et d'un épisode climatique exceptionnel.*

*Les oueds ou wadi sont ces lits de rivière à sec la majeure partie de l'année, mais qui, chargés des eaux saisonnières, fertilisent leurs rives. Habituelles veines nourricières des régions touchées, les oueds se sont brutalement transformés en source de destruction, en énormes torrents emportant tout sur leur passage, bien au-delà de leur lit habituel : dans certains villages riverains des wadi, le niveau de l'eau a atteint quinze mètres en quelques minutes...*

*Dans l'Hadramaout, les dommages causés par les crues apparaissaient immédiatement : outre les infrastructures – réseaux de distribution d'eau et électricité rompus, routes et ponts effondrés – les habitations individuelles avaient payé un lourd tribut au désastre, et offraient le triste paysage de quartiers rasés, parfois comme s'ils avaient été le théâtre d'intenses combats.*

*Ce qui frappait également, car peut-être plus inattendu dans un pays qui, rappelons-le, ne bénéficie pas de la même rente pétrolière que ses voisins, c'était le niveau de déploiement des secours nationaux : bulldozers et diverses autres machines dégageant les routes ou sécurisant des rues menacées par l'effondrement d'un immeuble endommagé, mais aussi des centaines de camions acheminant divers biens de première nécessité issus de la solidarité des autres régions du Yémen ou des pays limitrophes.*

*Cette prise en charge nationale des besoins les plus immédiats des personnes sinistrées, bien qu'imparfaite, nous a permis d'analyser plus particulièrement les besoins futurs, liés à la réhabilitation des espaces agricoles, véritablement ravagés. Outre les dommages causés aux cultures et les milliers de palmiers dattiers déracinés, des centaines d'hectares de terres fertiles ont été affectés, envahis par les déchets et boues, ou ravinés et appauvris par les torrents, qu'il s'agira donc de restaurer.*

*Dans cette perspective, Triangle G H dispose d'un réel atout. Nous avons en effet mis en œuvre, au début des années 2000, deux projets d'ampleur visant à optimiser l'utilisation des eaux de crues au bénéfice de l'agriculture du wadi Hadramaout. Ces programmes ont permis la construction de plus de deux cents structures visant à canaliser les eaux, favoriser les dépôts limoneux ou la recharge des nappes phréatiques, ou simplement ralentir l'érosion hydrique réduisant l'espace agricole utile.*

*Ces structures, bien évidemment submergées par les dernières crues d'une échelle exceptionnelle, ont néanmoins tenu, et parfois même limité localement l'impact des inondations. Elles s'inscrivent cependant dans un ensemble complexe très largement endommagé par le creusement de brèches dans les berges des oueds et l'ouverture de nouveaux lits, qui devra donc faire l'objet d'une évaluation fine, préalable à un travail de restauration et de protection des terres arables. Forte d'une présence au Yémen qui lui en donne les moyens indépendamment de tout programme spécifique, Triangle G H commence aujourd'hui ce travail. Les modalités de financement qui régissent notre action ne nous donnent pas toujours les moyens humains et financiers de mener une telle évaluation de nos programmes passés. Nous en avons aujourd'hui l'opportunité, et espérons que nous saurons en faire bénéficier l'Hadramaout, comme d'autres endroits où nous intervenons ou sommes intervenus.*

# la **vie** **associative**

## ● l'assemblée générale

Elle est constituée par les membres de l'association à jour de leur cotisation. Le montant des cotisations, 30 €, reste inchangé en 2009. Les membres participent aux délibérations de l'assemblée générale et reçoivent des informations sur les initiatives engagées et le bilan des actions menées par l'association.

**L'assemblée générale annuelle a eu lieu le 20 mai 2009.**

## ● le conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration sont élus pour 3 ans (renouvelables) par l'assemblée générale. Au moment de la clôture de cet exercice, il se compose comme suit :

|                   |                            |  |
|-------------------|----------------------------|--|
| <b>Président</b>  | <b>Stéphane MERCADO</b>    | Employé – Decaux                           |
| <b>Trésorier</b>  | <b>Victor BERARD</b>       | Expert comptable & Commissaire aux comptes |
| <b>Secrétaire</b> | <b>Patrice HOUEL</b>       | Chef d'Entreprise                          |
|                   | <b>Olivier BRACHET</b>     | Directeur de Forum Réfugiés                |
|                   | <b>Philippe MERCHEZ</b>    | Photographe                                |
|                   | <b>Bertrand QUINET</b>     | Formateur – Bioforce                       |
|                   | <b>Véronique VALTY</b>     | Consultante en communication               |
|                   | <b>Didier DEMATONS</b>     | Réalisateur (audio-visuel)                 |
|                   | <b>Dominique TROUILLET</b> | Artisan                                    |
|                   | <b>Christophe CLOAREC</b>  | Informaticien                              |

Durant cet exercice, le conseil d'administration de l'association s'est réuni 3 fois en janvier, avril et octobre 2009.

## ● le bureau

Le bureau est composé du Président, du Trésorier et du Secrétaire de l'association. Il se réunit régulièrement avec la direction pour travailler sur les dossiers importants et préparer les conseils d'administration.

## ● l'exécutif [personnel salarié]

|  |  |
|--|--|
| Directeurs   | <b>Christian Lombard</b><br><b>Patrick Verbruggen</b>                                      |
| Adjoint à la direction des opérations                            | <b>Jean-Luc Jouhaneau</b>  |
| Assistant chargé de missions<br>(Contrôle budgétaire programmes) | <b>Mounir Attallah</b>   |
| Chargés de missions  | <b>Ivan Deret</b><br><b>Anne Tréhondart</b>  |
| Chargés de programmes  | <b>Alexandre Devort</b><br><b>Félicie Monneret</b>   |
| Coordinateurs cellules techniques                                | <b>Cédric Bréda</b><br><b>Romain Sztark</b><br><b>Monique Montel</b><br><b>Lionel Roux</b> |
| Ressources humaines missions                                     | <b>Frédérique Brissez</b>  |
| Comptable  | <b>Sylvie Houel</b>  |
| Assistante administrative  | <b>Pascale Vulliez</b>   |

Au cours de cet exercice 104 personnes, volontaire et salariés expatriés (chefs de missions, administrateurs, coordinateurs de programmes, experts techniques, logisticiens ...) et près de 450 autres recrutés dans leur pays d'origine ont pris part directement aux activités de l'association sur le terrain.

En 2009, nous avons reçu environ 3000 candidatures et diffusé une cinquantaine d'offres de poste.

## ● Quelques dates et évènements marquants

### — Janvier 2009

#### **SECURITE DU PERSONNEL**

*Poursuite des travaux destinés à renforcer la sécurité du personnel de Triangle G H. Les procédures générales de sécurité vont être auditées, des audits spécifiques seront conduits en République Centrafricaine et au Soudan. Une politique générale de sécurité sera validée par le conseil d'administration en octobre 2009.*

#### **ORGANISATION INTERNE**

*Nouvelle organisation interne du pôle opérationnel, avec notamment la création de deux binômes respectivement en charge des programmes Afrique et des programmes Asie, et la création d'un poste d'assistant à la direction des opérations.*

#### **AMELIE LES CRAYONS**

*Les 22, 23 et 24 janvier, Amélie les Crayons nous invite à présenter Triangle G H à l'occasion de son spectacle lyonnais à la salle Rameau.*

### — Février 2009

#### **NOUVEAU LOGO**

*Début des travaux visant à renouveler le logo et la charte graphique de Triangle G H. Le nouveau logo sera présenté à la fin de l'année à l'occasion de la parution du journal annuel en décembre.*

### — Mars 2009

#### **PHOTOGRAPHIES LAOS**

*Philippe Merchez réalise au Laos une série de photographies à mi-chemin entre documentaire (en lien avec notre programme) et travail d'auteur. Il s'en suivra le montage d'une exposition de 30 photographies encadrées au format 60 x 60 cm et présentées dans différents lieux.*

### — Mai et Juin 2009

#### **BROCANTE**

*Les brocantes vide-greniers annuels de Lyon-Vaise et de Lyon Croix-Rousse ont eut lieu respectivement les 30 et 31 mai et le 6 juin 2010. Ces quinzième (Lyon 9ème) et septième (Lyon 4ème) éditions ont accueilli durant 3 jours un millier d'exposants professionnels et particuliers.*

#### **ASSISES REGIONALES DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE**

*Nous prenons part aux Assises régionales de la solidarité internationale et de la coopération décentralisée qui se déroulent les 19 et 20 juin à la Manufacture des Tabacs de Lyon. Cette manifestation initiée par la Région Rhône-Alpes a pour objectif*

de faire un état des lieux des programmes de coopération et de dresser des perspectives au regard des nouveaux enjeux et défis mondiaux. Dans ce cadre, nous intervenons pour présenter notre programme de développement rural intégré au Laos, avec pour support l'exposition de Philippe Merchez réalisée en mars dans la province de Khamouane.

## **Septembre 2009**

### **EXPO**

L'Opéra de Lyon nous accueille à l'amphithéâtre du 15 septembre au 3 octobre pour présenter l'exposition de Philippe Merchez réalisée en mars au Laos. L'occasion d'une prise de parole face aux 200 invités du vernissage de l'exposition, auxquels nous présentons nos activités au Laos. Les photographies sont par ailleurs mises en vente pour contribuer au financement du programme en cours dans la province de Khamouane.

### **SEMINAIRE**

Du 23 au 26 septembre nous accueillons à Lyon nos chefs de missions pour un séminaire de 4 jours. Ce séminaire organisé en groupes de travail et en séances plénières abordera les différentes stratégies de Triangle G H. Une rencontre avec les membres du conseil d'administration ainsi qu'une soirée festive au Croiseur clôtureront ces rencontres.

## **Novembre 2009**

### **STRATEGIE A 2015**

Bilan de la Stratégie générale à 2010 et lancement des travaux destinés à l'élaboration de notre Stratégie générale à 2015.

### **ENLEVEMENT**

Dans la nuit du 22 novembre, des hommes en armes pénètrent par la force dans notre base de Birao en République Centrafricaine et enlèvent deux membres de notre équipe, Olivier F. et d'Olivier D. respectivement coordinateur de programmes et responsable watsan<sup>20</sup>. Ils retrouveront leur liberté le 14 mars 2010 après 112 jours de captivité (voir préambule en page 3).

### **INTERNET**

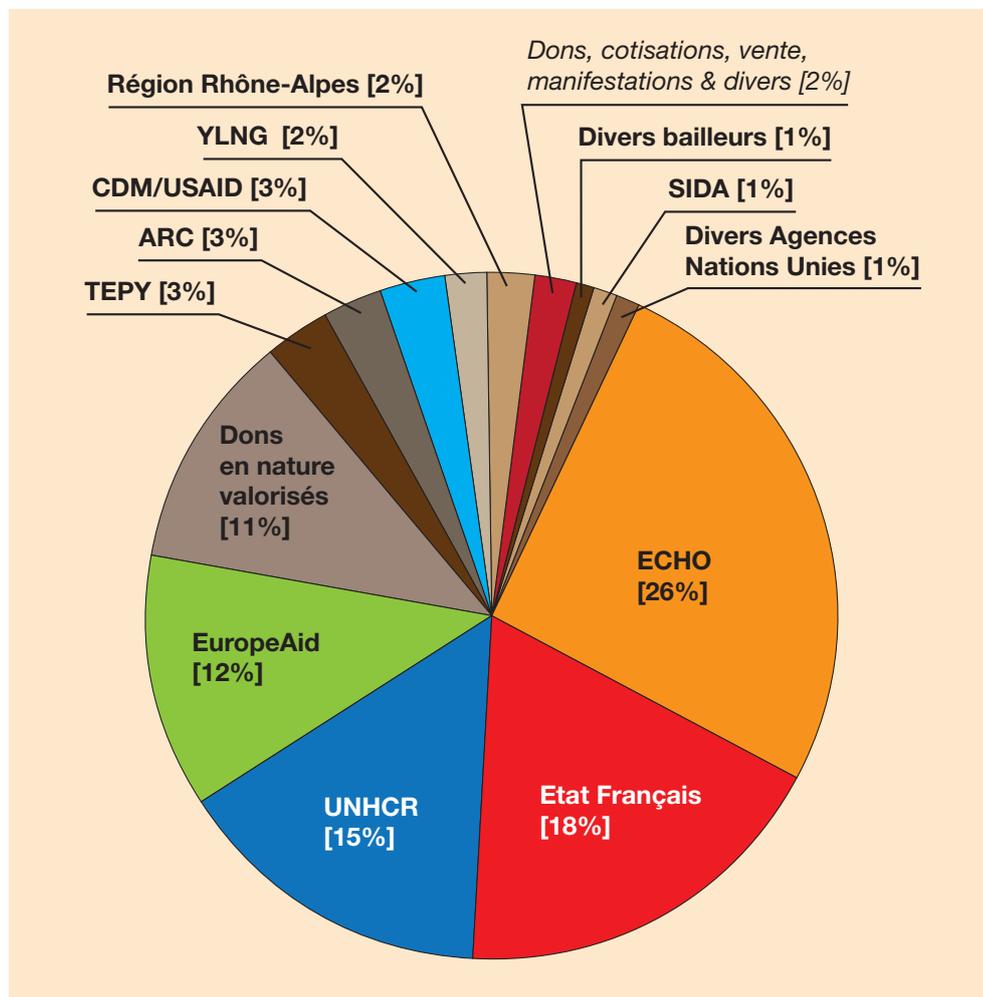
Cette année, notre site Internet a accueilli une moyenne de 10 000 visiteurs par mois.

# **budget** annuel 2009

**11 840 K€**

dont **1 359 K€**  
de valorisation de dons en nature

## ● origine des ressources



**ECHO** : Service d'aide humanitaire de la Commission européenne

**Etat Français** : Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire, Centre de Crise, Agence Française de Développement & Ministère des affaires étrangères

**UNHCR** : Agence des Nations Unies pour les réfugiés

**EuropeAid** : Bureau de coopération de la Commission européenne

**Dons en nature valorisés** : **UNICEF** (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) – **PAM** (Programme Alimentaire Mondial) – **FAO** (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) – **UNHCR** (Agence des Nations Unies pour les réfugiés) – **CDM International** – **UNJLC** (Centre logistique commun des Nations Unies) – **CHF** (Fonds humanitaire commun des Nations Unies) – **OFDA** (Bureau d'assistance humanitaire de l'agence pour le développement international des Etats-Unis)

**TEPY** : Total Exploration et Production Yémen

**CDM International / USAID** : Agence des Etats Unis pour le développement international

**ARC** : Croix Rouge Américaine

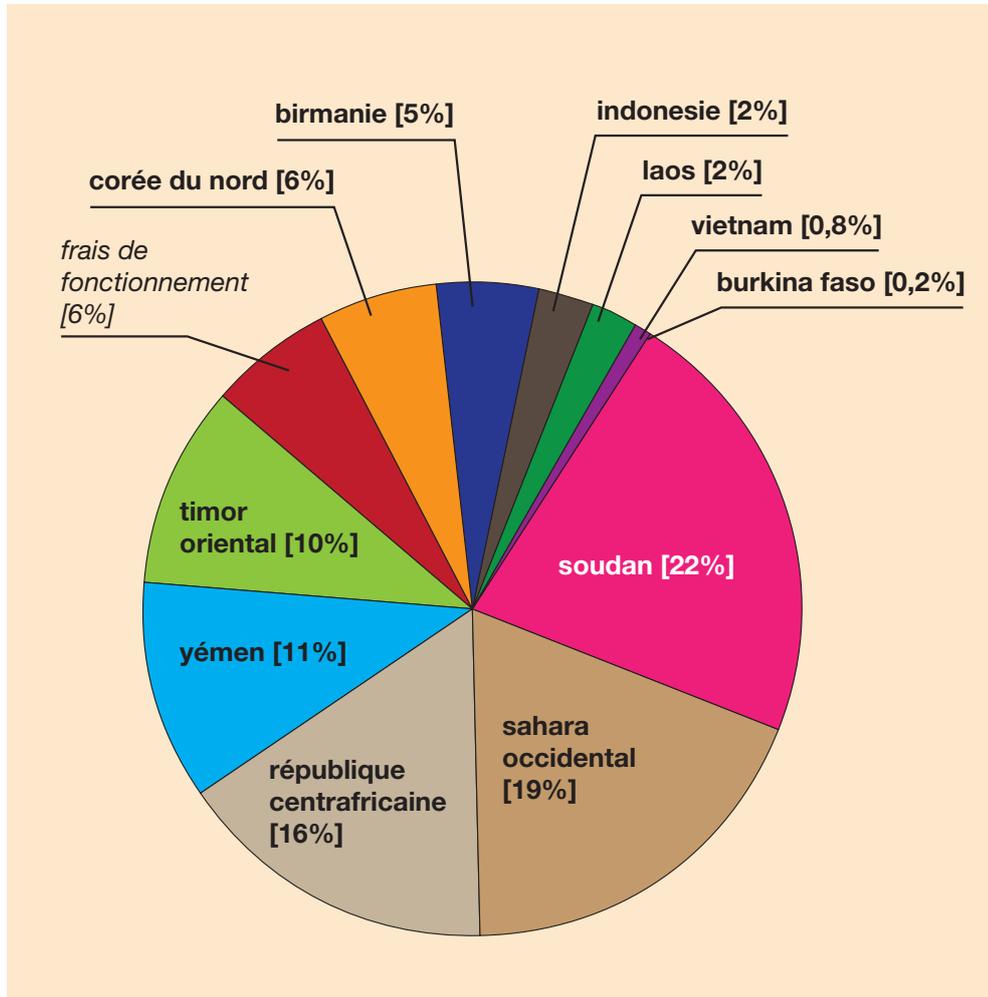
**YLNG** : Yémen Liquefied Natural Gas

**Divers Nations Unies** : **UNICEF** (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) – **PAM** (Programme Alimentaire Mondial) – **UNDP** (Programme des Nations Unies pour le développement) – **FAO** (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)

**SIDA** : Agence suédoise pour le développement et la coopération

**Divers bailleurs** : **Fondation de France**, **SIGEIF** (Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Ile de France), **Gouvernement du Timor Oriental**, **Ambassade d'Allemagne**, **Conseil Générale du Puy de Dôme**

## ● affectation des ressources









## **organisation de solidarite internationale**

1 rue montriblound :: 69009 lyon  
T : +33 [0]4 72 20 50 10 :: F : +33 [0]4 72 20 50 11  
info@trianglegh.org :: [www.trianglegh.org](http://www.trianglegh.org)

Association loi 1901 créée en 1994, enregistrée à la Préfecture du Rhône N°W691052256